

**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES
PRES LE CC DU PTA**

**LE REVISIONNISME SOVIETIQUE
ET LA LUTTE DU PTA
POUR LE DEMASQUER**

**EDITIONS <<8 NËNTORI>>
TIRANA, 1981**

Ce livre comprend les rapports et un certain nombre de communications présentés à la session scientifique «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer» organisée par l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA les 17 et 18 novembre 1980. Ces rapports et ces communications sont publiés avec des coupures.

DISCOURS D'OUVERTURE DU PROFESSEUR NDRECI PLASARI, VICE-DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES

Vingt années se sont écoulées depuis le 16 novembre 1960, jour où le camarade Enver Hoxha prononça, au nom du Parti du Travail d'Albanie son discours historique à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou.

Ce discours revêt, de tous les points de vue, un caractère historique.

Il est historique avant tout par son contenu de principe, révolutionnaire et militant. Il constitue une défense ardente des principes du marxisme-léninisme et une attaque écrasante contre le révisionnisme khrouchtchévien, au moment où ce révisionnisme avait liquidé totalement la ligne révolutionnaire du Parti bolchevik de Lénine-Staline et lui avait substitué le cours contre-révolutionnaire antimarxiste du XX Congrès. Les khrouchtchéviens s'évertuaient depuis longtemps à imposer ce cours aux partis communistes et ouvriers des divers pays. Et à la Conférence de Moscou de novembre 1960, ils visèrent à le légitimer comme ligne générale du mouvement communiste international.

Le camarade Enver dénonça à Moscou les thèses et les prises de position révisionnistes du groupe Khrouchtchev sur les questions fondamentales de la théorie et de la pratique de la révolution et de l'édification socialistes, de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste international ainsi que les procédés antimarxistes utilisés par ce groupe pour contraindre les autres partis à adopter ces thèses et prises de position, en exposant à propos de toutes ces questions les points de vue et les attitudes révolutionnaires du PTA et en défendant les principes du marxisme-léninisme.

Le camarade Enver Hoxha rejeta le point de vue contre-révolutionnaire sur le changement de la nature du capitalisme et de l'impérialisme. «Qui ne voit pas, souligna-t-il, que l'impérialisme n'a changé ni de peau, ni de nature, qu'il est agressif et le restera même s'il ne lui reste qu'une dent dans la gueule, est aveugle, qui le voit, mais le dissimule, est un traître au service de l'impérialisme».

Le camarade Enver Hoxha soutint le point de vue révolutionnaire du PTA selon lequel on ne peut pas sauvegarder et renforcer la paix en faisant des louanges, des cajoleries et des concessions aux impérialistes américains et en capitulant devant leurs pressions, comme le faisaient le groupe Khrouchtchev et les autres révisionnistes, mais en menant une lutte politique et idéologique résolue afin de faire échouer les plans agressifs des impérialistes.

Il qualifia d'antimarxiste le point de vue de la direction soviétique qui présentait la coexistence pacifique et la compétition pacifique avec les impérialistes comme une ligne générale de l'Union soviétique et de tout le camp socialiste. comme la voie principale menant au triomphe du socialisme sur le capitalisme! La coexistence pacifique entre les Etats à systèmes sociaux différents constitue l'un des aspects de la politique extérieure d'un pays socialiste. mais on ne peut pas, au nom de cette coexistence. renoncer à la lutte contre la politique impérialiste et contre l'idéologie bourgeoise, au soutien sans réserve à la lutte révolutionnaire de libération du prolétariat et des peuples contre l'impérialisme et la bourgeoisie réactionnaire. comme le faisaient Khrouchtchev et ses adeptes.

Le Parti communiste de tout pays capitaliste n'est vraiment marxiste-léniniste que s'il réussit à dresser les masses dans la lutte contre l'impérialisme et tous ses laquais à l'intérieur du pays afin

de saper leur domination, de détruire, dans les conditions d'une situation révolutionnaire, leur pouvoir politique, d'instaurer le pouvoir du peuple, de consolider et de développer ce pouvoir en tant que dictature du prolétariat, et s'il n'attend pas que le socialisme soit instauré par la voie pacifique parlementaire prônée par Khrouchtchev et les autres révisionnistes.

Le camarade Enver Hoxha critiqua en particulier le groupe Khrouchtchev pour son attitude contre-révolutionnaire à l'égard de Staline, qui avait consacré toute sa vie à la défense et à l'application créatrice du marxisme-léninisme, à la cause de la révolution et du socialisme. Il réitéra le point de vue inébranlable du PTA concernant l'œuvre révolutionnaire de Staline et posa la question d'une manière catégorique: «L'œuvre féconde et immortelle de Staline, il nous incombe à nous tous de la sauvegarder; qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche».

Staline et le Bureau d'Information avaient eu parfaitement raison de condamner et de démasquer le révisionnisme yougoslave en tant que courant contre-révolutionnaire antimarxiste, officine de l'impérialisme. Le temps avait confirmé pleinement cette appréciation. Aussi la lutte contre le révisionnisme yougoslave demeurait-elle une tâche impérieuse et constante des partis communistes. Mais le révisionnisme, soulignait le camarade Enver Hoxha, ne sévissait pas uniquement en Yougoslavie. Il se propageait d'une façon inquiétante dans les autres partis et pays également. Aussi le PTA insistait-il pour que fût soulignée à nouveau l'appréciation faite à la Conférence de Moscou en 1957 sur le révisionnisme moderne en tant que danger principal, qu'elle ne fût pas laissée dans l'oubli, comme le voulaient les khrouchtchéviens, qui la tenaient pour dépassée!

En vue de barrer la voie au révisionnisme, il était important de mettre fin aux méthodes de pressions, d'ingérences et de complots dans les relations entre les partis communistes. Il fallait surtout condamner l'attitude du groupe Khrouchtchev à Bucarest, où il recourut à ces procédés avec une brutalité sans exemple. Il fallait condamner également les tentatives propres à des chauvins de grand Etat faites par les khrouchtchéviens pour contraindre les autres partis à se rendre à la Conférence de Moscou en se mettant à leur pas révisionniste. Le camarade Enver Hoxha dénonça en particulier les menées d'hégémoniste et de marchand, propres à ce groupe et dirigées contre notre Parti et contre l'Albanie socialiste. S'adressant à Khrouchtchev, il déclara à la Conférence: «Vous considérez l'Albanie comme une marchandise négociable que quiconque peut acheter ou vendre. Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était ainsi traitée, c'était lorsque certains croyaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non. Mais ce temps-là est révolu depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays».

Aucun autre parti ne défendit aussi courageusement le marxisme-léninisme ni ne dénonça d'une façon aussi tranchante et conforme aux principes la ligne et l'activité antimarxistes des khrouchtchéviens. Et si aucun ne l'a fait, c'est parce que chacun, qui plus qui moins, souffrait de la maladie du révisionnisme tandis que le PTA avait un cœur et un esprit sains, et que sa ligne était d'une pureté de cristal.

Les Chinois également se prononcèrent contre le groupe Khrouchtchev. Ils parlèrent à Moscou non pas à partir de positions de combat, offensives, mais à partir de positions défensives, attentistes, opportunistes. Comme cela devait apparaître clairement par la suite, ils étaient soucieux, au même titre que les khrouchtchéviens, de défendre non pas le marxisme-léninisme et les intérêts du communisme international, mais leurs intérêts chauvins et hégémonistes mesquins.

Le discours du camarade Enver à la Conférence de Moscou renversa complètement la situation «tranquille» des six premiers jours de son déroulement. Khrouchtchev, voulant dissimuler les profondes contradictions et les désaccords de principe au sein du mouvement communiste international, avait créé cette situation délibérément dans le but d'éviter les critiques et la dénonciation de ses vues et de son activité antimarxiste, et de rejeter la faute sur notre Parti et le Parti communiste chinois, attaqués dans un long document, truffé d'accusations et de calomnies, qu'il avait distribué avant le début de la Conférence. Mais le discours du camarade Enver fit échouer cette tactique diabolique. Il enflamma la conférence et obligea les délégations des divers partis à se prononcer sur les problèmes en discussion. Les violentes contre-attaques lancées par les

révisionnistes soviétiques et autres contre notre Parti en vue de neutraliser l'effet de bombe produit par la voix de celui-ci n'eurent d'autre résultat que de renforcer encore cet effet, de faire encore mieux ressortir la force et le caractère écrasant de cette voix.

Cet effet extraordinaire du discours du camarade Enver à la Conférence des 81 partis est l'un de ses importants aspects historiques.

C'est surtout le temps qui imprime un sceau historique aux divers événements. Et le temps a pleinement confirmé la grande portée historique du discours prononcé par le camarade Enver à Moscou. Le temps a donné complètement raison à notre Parti de s'être opposé à la ligne révisionniste contre-révolutionnaire des khrouchtchéviens et il a montré la justesse des vues énoncées par notre Parti à cette instance internationale du mouvement communiste.

Alors déjà, le camarade Enver mit en garde contre le grand danger que les points de vue et les prises de position antimarxistes du groupe Khrouchtchev représentaient pour l'Union soviétique, pour le camp socialiste et tout le mouvement communiste international si l'on n'affrontait pas résolument ce danger et l'on ne prenait pas des mesures pour panser les plaies ouvertes. Mais ces points de vue et ces attitudes n'étaient pas de simples erreurs et déformations. Il s'agissait, comme l'a souligné le camarade Enver au VIIe Congrès du PTA, «d'une voie choisie en toute conscience» afin de liquider la dictature du prolétariat et de restaurer le capitalisme, de transformer l'Union soviétique en un Etat impérialiste. A présent nous voyons clairement où les «théories» et la politique de Khrouchtchev, que ses «dignes» adeptes, Brejnev et compagnie, ont suivies avec fidélité et encore développées, ont conduit l'Union soviétique. A part la forme extérieure, il n'est plus rien resté de l'ancien système socialiste. Tous les domaines de la vie sont imprégnés du contenu bourgeois et révisionniste. La politique intérieure du parti et de l'Etat soviétique actuels est une politique fasciste d'oppression et d'exploitation des masses travailleuses, de russification des nations non russes, tandis que sa politique extérieure est une politique fasciste-impérialiste qui vise tout comme les USA à la domination mondiale,

Entre-temps, la dictature du prolétariat et le socialisme ont également été liquidés dans les autres pays anciennement socialistes, convertis en satellites de l'Union soviétique révisionniste, la Chine s'est engagée dans la voie de sa transformation en superpuissance social-impérialiste, tandis que les anciens partis communistes sont devenus presque partout des partis bourgeois révisionnistes.

C'est précisément pour cette raison que le discours du camarade Enver a laissé de profondes traces dans le mouvement communiste international, actuellement engagé dans la voie de son renouveau sur des bases marxistes-léninistes, ainsi que dans l'histoire de tout le mouvement révolutionnaire et de libération mondiale.

Ce discours a été et restera un exemple de fermeté de principe, de courage, d'indépendance, facteurs indispensables pour livrer une lutte révolutionnaire contre les ennemis intérieurs et extérieurs du prolétariat et du peuple, et pour remporter sur eux la victoire définitive.

Il sera toujours un drapeau de lutte dans les mains de notre Parti et de notre peuple, parmi les drapeaux de ses grandes batailles victorieuses de la révolution et de l'édification socialistes, de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

La justesse et l'importance vitale de la ligne du PTA contre le révisionnisme khrouchtchévien, lutte engagée ouvertement et directement le 16 novembre 1960 à Moscou, pour la défense du marxisme-léninisme, du socialisme dans notre pays, de la liberté et de la souveraineté nationale de notre peuple, sont démontrées scientifiquement dans de nombreux documents du Parti et dans les oeuvres du camarade Enver, elles le sont également dans son dernier ouvrage «Les khrouchtchéviens».

Cette oeuvre, pénétrée d'une logique dialectique marxiste-léniniste de fer, fondée sur des faits et des événements historiques concrets, atteste de façon convaincante, d'une part, le caractère antimarxiste, contre-révolutionnaire et hégémoniste des objectifs des révisionnistes khrouchtchéviens ainsi que leurs efforts pour atteindre ces objectifs, et d'autre part, les prises de position marxiste-léniniste de principe de notre Parti, sa lutte révolutionnaire contre ces révisionnistes. Ce livre fournit une explication claire et complète des causes de l'échec des plans et

des efforts des khrouchtchéviens pour mettre à bas notre Parti et notre peuple et les lier au char révisionniste ainsi que les raisons de notre victoire. L'essence de ces causes est la fidélité de notre Parti envers le marxisme-léninisme, son esprit prolétarien de principe, sa maturité, sa vigilance et son courage dans la défense du marxisme-léninisme, de sa juste ligne, de notre peuple et de notre patrie socialiste. L'unité d'acier de notre Parti, l'unité de son Comité central avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, ainsi que l'unité parti-peuple, ont joué un rôle décisif dans l'application de la ligne de principe de notre Parti. Notre Parti n'a jamais été seul dans sa lutte contre les khrouchtchéviens et les autres ennemis, il s'est toujours battu côte à côte avec le peuple. Aussi est-il toujours sorti victorieux de cette lutte.

La nouvelle oeuvre du camarade Enver «Les khrouchtchéviens» apporte aux communistes et à notre peuple une arme nouvelle et puissante dans sa lutte contre le révisionnisme moderne, lutte qui, comme l'a décidé notre Parti, ne cessera jamais jusqu'au triomphe définitif du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale.

C'est dans le cadre de cette lutte que l'Institut des Etudes marxistes-léninistes a organisé cette session scientifique en collaboration avec les cadres de l'Ecole supérieure du Parti «V.I. Lénine», de l'Université, de l'Académie, du ministère des Affaires étrangères, des secteurs de la presse, de la littérature et des arts, etc. Cette session a pour thème: «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer». C'est là l'axe de cette session, mais les matériaux présentés dépassent ce cadre, car la lutte contre le révisionnisme soviétique est étroitement liée à la lutte contre le révisionnisme moderne en général et contre chacun de ses courants en particulier, car «le révisionnisme khrouchtchévien comme l'a indiqué le VIIe Congrès du Parti - reste toujours à la tête du front révisionniste moderne», et la dénonciation de ce révisionnisme «sert à démasquer tous les autres opportunistes».

Au nom de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, je déclare cette session ouverte.

RAPPORTS

Professeur Agim Popa

LE XXe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE ET L'EVOLUTION DU REVISIONNISME MODERNE

Il y a vingt ans, le camarade Enver Hoxha prononçait son discours historique à la Conférence des quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers à Moscou. Au cours de ces vingt années, la vie a confirmé entièrement la justesse et la vitalité des positions du PTA, elle a montré de façon irréfutable que la ligne de la lutte résolue contre le révisionnisme était la seule attitude juste et l'unique voie de salut. «C'est à cette lutte, qui exigea et exige toujours de grands sacrifices, souligne le camarade Enver Hoxha dans son nouveau livre «Les khrouchtchéviens», que notre petite patrie doit sa liberté e', son indépendance si précieuses, son heureux développement dans la voie du socialisme. C'est seulement grâce à la ligne marxiste-léniniste de notre Parti que l'Albanie n'est pas devenue ni ne deviendra jamais un protectorat des Russes ou de qui que ce soit.»

Le camarade Enver Hoxha démasqua avec clarté et des arguments à l'appui, la ligne traîtresse des révisionnistes khrouchtchéviens et établit une ligne de démarcation entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme khrouchtchévien.

Il s'attacha particulièrement à critiquer et à dénoncer les thèses opportunistes et les prises de position contre-révolutionnaires du XXe Congrès du PCUS, qui formula la ligne générale du révisionnisme khrouchtchévien concernant les problèmes nationaux aussi bien qu'internationaux. «Le temps a confirmé, écrit le camarade Enver Hoxha, que les thèses du XXe Congrès n'étaient pas de «simples déformations idéologiques», ni des appréciations -erronées de la situation. Les «théories khrouchtchéviennes» représentaient en fait une voie choisie délibérément pour éliminer la dictature du prolétariat et pour restaurer le capitalisme, c'étaient des mécanismes idéologiques et politiques conçus à dessein pour convertir l'Union soviétique en un Etat impérialiste et pour abattre les obstacles à l'application de sa politique chauvine de grande puissance.»

I. La lutte contre le révisionnisme moderne est une lutte pour la défense des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme

Au XXe Congrès du PCUS, les révisionnistes khrouchtchéviens, de même que tous les révisionnistes modernes, ont beaucoup spéculé et ils ont continué de le faire par la suite, sur le mot d'ordre du «développement créateur» du marxisme-léninisme et de la «lutte contre dogmatisme» en prétextant, afin de propager leurs théories opportunistes et de justifier leurs menées contre-révolutionnaires, le changement intervenu dans le rapport des forces dans le monde et l'apparition de certains phénomènes nouveaux dans la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale.

«A partir de là, ils proclamèrent périmées, dépassées et inadéquates pour notre époque les grands enseignements du marxisme-léninisme sur le passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme.

Leur «antidogmatisme» n'est rien d'autre qu'une manœuvre pragmatiste pour justifier et couvrir le révisionnisme. Il est de fait que plusieurs thèses révisionnistes actuelles comme celles sur «la voie pacifique au socialisme», sur le parti ouvrier «de masse», légaliste et «ouvert» aux divers courants et fractions idéologiques et politiques, sur le «socialisme démocratique», etc., ne sont qu'une résurrection, certes sous un nouvel habit et ce afin de les adapter aux conditions et aux besoins nouvellement créés, des vieilles théories de Bernstein et des mencheviks, de Kautsky et de la IIe Internationale, théories démasquées à l'époque par Lénine et enterrées à la suite du triomphe de la grande Révolution socialiste d'Octobre.

Les attaques des khrouchtchéviens contre Staline et le discrédit qu'ils ont jeté sur l'ordre socialiste de son époque, la réhabilitation, de leur part, de la direction révisionniste yougoslave et la proclamation de la Yougoslavie titiste pays socialiste. tout cela a ouvert les portes aux théories révisionnistes des «voies particulières, nationales, de passage au socialisme», des «socialismes spécifiques», etc., qui commencèrent à prendre vie. C'est ce qui fut à l'origine de l'apparition de la prétendue «voie italienne au socialisme» de Togliatti, du «socialisme aux couleurs de la Franco» de Marchais, du «socialisme au visage humain» de Dubcek en Tchécoslovaquie, etc. C'est là aussi une des directions de l'attaque des révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme et la théorie du socialisme scientifique. Ainsi donc. sont prônés une voie au socialisme et un «socialismo» fondamentalement différents de ceux de l'époque de Lénine et de Staline.

Au XX' Congrès du PCUS et par la suite, les révisionnistes khrouchtchéviens spéculèrent en grand sur le slogan mystificateur du retour aux enseignements de Lénine, qui avaient été soi-disant abandonnés, dénaturés et foulés aux pieds par Staline. Notre Parti a déjà démasqué le but de cette manœuvres de prétendu retour à Lénine. Il a montré, avec des arguments à l'appui, que les attaques contre Staline n'étaient en réalité que des attaques contre le marxisme-léninisme, que Staline appliqua et défendit avec esprit de suite en Union soviétique comme dans le mouvement communiste international.

La vie et l'évolution ultérieure des événements vinrent confirmer entièrement cette analyse faite par le PTA. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné à juste titre dans son livre

«L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme», «les révisionnistes, qui parlaient avec passion d'«affranchissement du stalinisme», d'un prétendu retour au léninisme, professent maintenant l'abandon du léninisme pour «retourner» aux fondateurs du socialisme scientifique, à Marx et à Engels», comme le font, par exemple, les eurocommunistes, ces révisionnistes «sans gants» de nos jours. «Mais les révisionnistes, souligne le camarade Enver Hoxha, qu'ils soient khrouchtchéviens ou eurocommunistes, luttent au même titre, de manière tout aussi farouche et diabolique, à la fois contre Staline et contre Lénine et Marx.»

La thèse du «pluralisme idéologique» constitue, elle aussi, une des directions préférées de l'attaque déclenchée par les révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme. Ce furent les attaques du groupe Khrouchtchev contre Staline et le marxisme-léninisme, la réhabilitation du titisme et le rapprochement avec la social-démocrate, qui leur donnèrent le feu vert.

La thèse titiste selon laquelle on peut soi-disant aller au socialisme même sous la direction de partis, d'organisations et de forces qui ne se disent pas socialistes, finit par avoir droit de cité et fut adoptée par les togliattiens et autres. Les choses en arrivèrent au point que dans la presse révisionniste, y compris la soviétique, se firent jour des conceptions d'après lesquelles on peut passer au socialisme «en tenant d'une main le Coran et de l'autre, «le Capital»», ou «d'une main, la croix et de l'autre, la faucille et le marteau», etc., etc.

Cette thèse du «pluralisme idéologique» imprègne également d'un bout à l'autre les conceptions des révisionnistes modernes sur la société socialiste. L'abandon du marxisme-léninisme en tant qu'idéologie dirigeante dans la société socialiste, l'ouverture des portes au «libre échange des idées et des cultures», au déferlement irrésistible de l'idéologie, de la culture et du mode de vie bourgeois, bref, la dégénérescence spirituelle totale de la société socialiste, telle est l'essence des thèses révisionnistes du «pluralisme idéologique» en régime socialiste.

Enfin, les révisionnistes modernes ont étendu ce «pluralisme idéologique» jusque dans les rangs du parti même de la classe ouvrière. en prêchant la coexistence en son sein des plus divers courants philosophiques et même religieux.

Il va de soi que sans le marxisme-léninisme, il ne peut être question ni du renversement de la bourgeoisie, ni du passage au socialisme et encore moins de la construction du socialisme et du communisme ou de l'existence d'un parti révolutionnaire authentique de la classe ouvrière. Comme le souligne le camarade Enver Hoxha, les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, eurocommunistes, chinoises, font partie intégrante du plan stratégique global de l'impérialisme et du révisionnisme moderne pour étouffer la révolution et les luttes de libération, pour perpétuer la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme et démanteler le socialisme. Aussi la défense de la pureté du marxisme-léninisme et de ses enseignements fondamentaux contre les déformations et les attaques des révisionnistes, qu'elles soient ouvertes ou masquées, constitue un grand devoir révolutionnaire.

II. Les révisionnistes modernes, ennemis jurés de la dictature du prolétariat

Le XXe Congrès du P.C.U.S. en particulier, avec le «rapport secret» de triste mémoire de Khrouchtchev, marqua le début d'une campagne générale déclenchée par le révisionnisme moderne contre la dictature du prolétariat. Par ailleurs, les révisionnistes khrouchtchéviens déclarèrent, à leur XXIIe Congrès, que la dictature du prolétariat était elle-même «dépassée», ils lui opposèrent la démocratie socialiste, ils lui substituèrent le prétendu «Etat du peuple tout entier», ce qui n'est rien d'autre qu'une façade de la dictature de la nouvelle bourgeoisie soviétique. Mais en l'espace de quelques années, le prétendu «Etat du peuple tout entier» se transforma en un Etat social-fasciste. L'incroyable gonflement de l'appareil militaire et policier, le recours à la violence pour étouffer la protestation des masses travailleuses, l'oppression et les persécutions féroces des éléments

révolutionnaires à l'aide d'un large recours aux camps de concentration et aux «cliniques psychiatriques», l'emploi de l'armée soviétique pour asservir d'autres peuples et pays, sont autant de faits qui révèlent le caractère social-fasciste de l'actuel Etat soviétique.

La campagne khrouchtchévienne contre la dictature du prolétariat en Union soviétique et contre son expérience historique fut d'un grand appui à la diffusion des théories anarcho-syndicalistes des révisionnistes yougoslaves sur l'«étatisme bureaucratique». Alors qu'ils soutiennent, dans leurs thèses, qu'il faut renoncer, dans les pays capitalistes, à renverser l'Etat bourgeois par la révolution et à détruire son appareil de répression, les révisionnistes yougoslaves jettent de la boue sur l'Etat socialiste et en demandent la liquidation le plus tôt possible afin qu'il soit remplacé par le «vrai socialisme humanitaire» par la prétendue «démocratie directe», etc., c'est-à-dire par le système titiste de l'«autogestion», qui n'est rien d'autre qu'une théorie et pratique capitalistes. comme l'a défini le camarade Enver Hoxha.

Le VIIIe Congrès du PC chinois proclama comme un des principaux devoirs de la dictature du prolétariat. de réaliser son alliance avec la bourgeoisie nationale dans le processus de construction soi-disant socialiste du pays, l'application d'une ligne de «coexistence durable et de contrôle réciproque» entre le parti communiste et les partis bourgeois prétendument démocratiques, etc. La lutte, contraire aux principes. que se livrent entre eux divers groupements et fractions révisionnistes pour s'emparer du pouvoir. le fait de lancer les masses dans des actions anarchistes visant à la destruction des organes d'Etat. du parti lui-même et des organisations de masse, comme cela se produisit lors de la prétendue grande révolution culturelle prolétarienne. l'engagement toujours plus marqué de l'économie dans la voie de la décentralisation «autogestionnaire» titiste, l'ouverture de la Chine à l'afflux des capitaux des monopoles impérialiste, l'agression contre le Vietnam, ainsi qu'une série d'autres pratiques et agissements antimarxistes, attestent clairement que les révisionnistes chinois n'ont rien de commun avec les enseignements du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat.

Les révisionnistes sont allés si loin dans leurs attaques contre la dictature du prolétariat que les eurocommunistes. comme par exemple le renégat Marchais du haut de la tribune du XXIIe Congrès du PCF, l'ont comparée aux régimes fascistes de Hitler, Mussolini, Salazar et de Franco. C'est là un fait significatif, qui témoigne de la dégénérescence et du glissement des révisionnistes modernes vers les positions de l'anticommunisme le plus enragé et le plus vulgaire.

Mais qu'est-ce que ces révisionnistes opposent au régime de la dictature du prolétariat? Quel est le contenu du prétendu «socialisme démocratique». sans dictature du prolétariat qu'ils prêchent? Ce n'est rien d'autre que la société bourgeoise actuelle teintée de couleurs pseudo-socialistes, pour cacher son caractère capitaliste. Telle est donc la société hybride, capitaliste-socialiste, que les révisionnistes eurocommunistes offrent à la bourgeoisie comme une issue dans des situations critiques, afin qu'elle puisse maintenir sa domination face à la révolution prolétarienne.

L'expérience historique, aussi bien l'expérience révolutionnaire de l'époque de Lénine et de Staline et de la construction socialiste en Albanie jusqu'à nos jours, que celle de la contre-révolution révisionniste en Union soviétique, en Yougoslavie, en Chine et dans d'autres pays, confirme entièrement la justesse, la vitalité et la valeur actuelle inaltérable des enseignements du marxisme-léninisme sur la dictature du, prolétariat.

La défense des enseignements du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat, contre laquelle se sont dressés furieusement dans un front uni les forces de la réaction anticommuniste et les révisionnistes modernes de toutes les couleurs, demeure, pour les marxistes-léninistes authentiques, une des tâches les plus importantes, pour faire avancer la cause de la révolution et du socialisme.

III. Saboteurs de la révolution, défenseurs du régime capitaliste

Tous les révisionnistes, les anciens comme les modernes, ceux qui sont au pouvoir comme ceux qui agissent dans les pays capitalistes classiques, sont unis Par l'hostilité à la révolution, par la lutte pour la saboter la miner et perpétuer la domination de la bourgeoisie.

:Mais c'est surtout à la suite du XX^e Congrès du PCUS; où la théorie marxiste-léniniste de la révolution violente, en tant que loi générale du passage du capitalisme au socialisme, et de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, fut rejetée comme étant périmée, et remplacée par la thèse khrouchtchévienne de la «voie pacifique» vers le socialisme à travers le parlement et, en général, l'appareil d'Etat bourgeois, que les théories reniant la révolution ont connu une large extension dans le mouvement communiste et ouvrier.

Cette thèse khrouchtchévienne devint la source et la base de l'«épanouissement» de toutes les théories contre-révolutionnaires actuelles des révisionnistes et en particulier des eurocommunistes, qui ont pour objectif de préserver et de perpétuer le capitalisme et qui constituent une preuve vivante de la dégénérescence social-démocrate totale des partis révisionnistes.

Comme le souligne le camarade Enver Hoxha dans son ouvrage «L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme», la stratégie actuelle des révolutionnaires ne serait pas selon le renégat Carrillo, de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, car il n'appartiendrait plus à celle-ci, pas plus que de renverser les rapports de production bourgeois, car ils seraient désormais changés. mais de transformer, graduellement et à travers des réformes, les institutions politiques et idéologiques existantes, afin de les adapter à la réalité sociale et de les orienter soi-disant en faveur du peuple. Dénonçant ces conceptions déjà répandues par Kautsky, Lénine, en son temps, écrivait: «Leur conclusion générale = socialisme **sans** révolution!! Ou révolution **sans** destruction du pouvoir politique de «la machine d'Etat de la bourgeoisie!! Voici une perle d'idiotie!!» On est en présence ici, dit Lénine, de l'opportunisme le plus pur et le plus vulgaire, d'un renoncement à la révolution en fait, alors qu'on l'accepte en paroles.

Le coup d'Etat fasciste sanglant qui en 1973 a renversé au Chili le gouvernement d'Allende et porté au pouvoir la dictature militaire de Pinochet, fut un coup écrasant infligé aux théories révisionnistes du «passage pacifique démocratique au socialisme». Dans leurs efforts pour sauver à tout prix ces théories, les eurocommunistes italiens ont servi la stratégie dite du «compromis historique», que l'on devrait appeler plus exactement trahison historique.

Ce sont ces mêmes positions contre-révolutionnaires et pragmatistes qui caractérisent «la théorie des trois mondes» des révisionnistes chinois. Ceux-ci déforment et ignorent les contradictions fondamentales de notre époque, nient l'existence de toute situation et perspective révolutionnaires de nos jours, s'opposent à toute action révolutionnaire, car le moment pour cela ne serait pas encore venu. La seule tâche du prolétariat et du peuple de chaque pays, du «troisième» ou du «deuxième» monde, ou même des Etats-Unis, serait, selon les révisionnistes chinois, de s'unir à la bourgeoisie et aux milieux dirigeants de leur pays même les plus réactionnaires et les plus fascistes, afin de défendre soi-disant la patrie et l'indépendance nationale contre la menace que seul le social-impérialisme soviétique fait peser sur le monde.

L'époque que nous vivons est caractérisée par une intensification générale du processus révolutionnaire mondial. Les conditions objectives de la révolution deviennent toujours plus favorables. Ce qui est décisif à l'heure actuelle, c'est la préparation du facteur subjectif de la révolution. Le principal obstacle à cela c'est l'influence que les révisionnistes exercent sur les masses et leurs menées contre-révolutionnaires de s'apaiser en leur sein. Les thèses et pratiques anarchistes, *foquistes*, terroristes, trotskistes et autres, concernant la révolution et la lutte armée, ont suscité également le désarroi et la déception. «Aujourd'hui, alors que la solution de cette question est à l'ordre du jour, écrit le camarade Enver Hoxha, c'est pour les marxistes-léninistes un devoir impératif que de dissiper le brouillard que les révisionnistes ont répandu sur la révolution, de

dénoncer leurs manœuvres et leurs spéculations sur cette question, de dévoiler leurs desseins contre-révolutionnaires, chauvins, hégémoniques, de comprendre et d'appliquer correctement les enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution».

IV. La lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme est inséparable de la lutte contre le révisionnisme

Tous les courants du révisionnisme moderne se sont mis au service de l'impérialisme et du social-impérialisme, afro de saper le socialisme, la révolution et la lutte de libération nationale des peuples, car, qui plus est, aujourd'hui le révisionnisme en Union soviétique et en Chine a évolué en social-impérialisme.

A la trahison des révisionnistes yougoslaves, qui sont devenus une officine d'espionnage spéciale de l'impérialisme américain et mondial, attachée à miner le socialisme, à diviser le camp socialiste et le mouvement communiste et ouvrier et à saboter la lutte révolutionnaire et de libération, est venue s'ajouter celle des révisionnistes khrouchtchéviens, qui, en particulier au XXe Congrès du PCUS, jetèrent les fondements «théoriques» et pratiques du cours de réconciliation, de rapprochement et de collaboration contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, au préjudice des intérêts de la révolution et des peuples épris de liberté.

Sous prétexte que dès lors avaient été créées des armes d'extermination massive et que «toute étincelle risquait de déclencher une conflagration à l'échelle mondiale», une «catastrophe nucléaire», qui, selon lui, entraînerait la destruction de la civilisation humaine, Khrouchtchev déclara périmés et dépassés les enseignements de Lénine sur l'attitude à l'égard des guerres justes et des guerres injustes. Les enseignements de Lénine furent donc complètement falsifiés et, à leur place, furent mises en avant les thèses opportunistes khrouchtchéviennes de la coexistence pacifique comme «ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes et du mouvement communiste international», comme «voie générale de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale» et moyen le plus efficace pour «résoudre tous les problèmes vitaux qui se posent à la société actuelle».

Mais les révisionnistes soviétiques ne se servirent pas de la thèse de «la coexistence pacifique» seulement pour justifier leur politique de concessions et de compromis sans principes vis à vis de l'impérialisme américain. «Cette ligne, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, leur servait et leur sert aussi de masque pour dissimuler la politique expansionniste du social-impérialisme soviétique, pour réduire la vigilance et la résistance des peuples face à leurs plans impérialistes et hégémonistes. La thèse de la «coexistence pacifique» était un appel que les révisionnistes soviétiques lançaient aux impérialistes américains en vue de se partager le monde et de le dominer ensemble».1

Les agressions de type fasciste et l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968 puis celle de l'Afghanistan en 1979, la course effrénée aux armements, la transformation des autres pays de la prétendue «communauté socialiste» en néo-colonies du social-impérialisme soviétique selon la théorie et la pratique de «la souveraineté limitée» et de «l'intégration socialiste», les pénétrations et les ingérences des social-impérialistes soviétiques en Afrique, dans les zones du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient, dans la Méditerranée, les océans Indien et Pacifique, font ressortir toute la fausseté des thèses et de la propagande des révisionnistes soviétiques sur la paix et la coexistence pacifique, le désarmement la sécurité et la détente.

Le XX° Congrès du PCUS, élaborant son cours de rapprochement et de collaboration avec l'impérialisme américain et international, sert aussi de «base théorique» et de justification à la politique extérieure actuelle de la Chine. Si les révisionnistes chinois critiquaient naguère ce cours des révisionnistes khrouchtchéviens et la propagande chinoise attaquait l'impérialisme américain en le qualifiant de plus grand ennemi de tous les peuples du monde, cela était fait purement et

simplement à partir de positions pragmatistes et conjoncturelles, pour empêcher la formation d'une alliance soviéto-américaine contre la Chine ou sans la Chine. Le rapprochement de la Chine avec les Etats-Unis s'est désormais mué en une alliance typique de puissances impérialistes, dirigée contre la révolution, contre les peuples épris de liberté et les autres pays.

La politique chinoise actuelle d'opposition au social-impérialisme soviétique, par les motifs qui l'animent, par les objectifs quelle vise et les dangereuses conséquences qu'elle risque d'entraîner, n'a rien de marxiste-léniniste. Les dirigeants chinois poussent ouvertement les Etats-Unis à déclencher une guerre impérialiste atomique en Europe contre l'Union soviétique, en escomptant que ses deux principaux rivaux s'entredévoreront loin des frontières de la Chine et la laisseront seule dominatrice toute puissante dans le monde. Par conséquent, non pas insurrection armée des peuples pour freiner la guerre impérialiste, non pas transformation de cette guerre, si jamais elle éclate, en guerre révolutionnaire et de libération pour le renversement de l'impérialisme, mais remplacement de la révolution par la guerre impérialiste, voilà la déformation monstrueuse que les révisionnistes chinois ont faite du marxisme-léninisme.

Les thèses du rapprochement, de la coopération et de la «compétition pacifique» avec l'impérialisme, que les révisionnistes khrouchtchéviens avancèrent au XXe Congrès du PCUS, ont nourri toute une série d'autres «théories» révisionnistes, des révisionnistes yougoslaves comme de ceux qui sont connus aujourd'hui sous le nom d'eurocommunistes.

Il est de fait que les eurocommunistes se sont faits les soutiens de la politique des blocs impérialistes, en tant que prétendu facteur de la sauvegarde de la paix. Non contents de dissimuler le rôle de l'OTAN dans la répression de la révolution dans les pays d'Europe occidentale, ils ignorent le grave problème national de ces pays et de leurs peuples, celui de la domination de l'impérialisme américain et de la nécessité pour eux de s'en libérer. En même temps, les eurocommunistes ont proclamé le Marché Commun et l'Europe Unie «une réalité à admettre» ils dissimulent le caractère d'exploitation de cette Europe des monopoles capitalistes, dirigée contre les peuples ouest-européens et qui est un organe du néo-colonialisme entre les mains de l'impérialisme européen contre les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ils propagent des illusions trompeuses sur «la démocratisation» de ces organismes interimpérialistes soi-disant en faveur des masses travailleuses et des peuples. «Or, souligne le camarade Enver Hoxha, accepter cette «réalité» revient à accepter la suppression de la souveraineté et des traditions culturelles et spirituelles des pays distincts d'Europe en faveur des intérêts des grands monopoles, à accepter de voir liquider la personnalité des peuples européens et de les voir se transformer en une masse pressurée par les sociétés multinationales, elles-mêmes dominées par le grand capital américain.»

Aussi est-il nécessaire de dénoncer et d'écraser la propagande délétère de l'impérialisme et tout à la fois, les théories et les thèses pernicieuses et mystificatrices des révisionnistes modernes sur l'attitude à l'égard de l'impérialisme et la lutte contre lui.

V. Le rapprochement avec les sociaux-démocrates, voie de la liquidation du parti prolétarien

L'expérience historique mondiale du mouvement communiste ouvrier démontre que les révisionnistes, les anciens comme les modernes, de tous les courants, dans leurs efforts pour saper le mouvement révolutionnaire et le socialisme, ont toujours porté leur premier coup contre le quartier général révolutionnaire de la classe ouvrière, le parti prolétarien. Les révisionnistes khrouchtchéviens en ont donné l'exemple en déclarant à leur XXIIe Congrès la liquidation du caractère prolétarien de leur parti et sa transformation en «parti du peuple tout entier», ce qui en théorie est une grande absurdité et signifie dans la pratique la suppression du rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Mais le groupe Khrouchtchev n'a pas confiné son action en Union soviétique. Il s'est efforcé d'imposer le cours de dégénérescence des partis prolétariens à tout le mouvement communiste et ouvrier international. De ce point de vue ce n'est pas du tout par hasard que, parallèlement à la réhabilitation du titisme, les révisionnistes khrouchtchéviens ont lancé au XXe Congrès du PCUS le mot d'ordre du rapprochement avec la social-démocratie. Plus tard, au XXIIe Congrès, Khrouchtchev déclara que «ce n'était pas là un mot d'ordre tactique temporaire, mais une ligne générale du mouvement communiste», cherchant ainsi à répandre l'illusion que des changements auraient eu lieu au sein de la social-démocratie. Mais, comme l'a souligné notre Parti, les faits prouvent le contraire: ils montrent que ce n'est pas la gare social-démocrate qui s'est déplacée vers le train révisionniste, mais que c'est le train révisionniste qui a roulé très vite vers la gare social-démocrate.

Les révisionnistes ont renoncé aux positions théoriques fondamentales du marxisme-léninisme et de la doctrine du socialisme scientifique pour adopter en fait les positions idéologiques opportunistes et contre-révolutionnaires de la social-démocratie. Du point de vue de la stratégie politique, les partis de l'eurocommunisme ont abandonné toute action révolutionnaire tendant à renverser la bourgeoisie et se sont transformés en partis de réformes sociales dans le cadre de la loi et de la constitution bourgeoises, en défenseurs zélés du régime capitaliste et en gérants éventuels des affaires de la, bourgeoisie, pour se substituer petit à petit, en cas de situations difficiles, aux sociaux-démocrates discrédités. Du point de vue organisationnel, les partis eurocommunistes marchant sur les traces des sociaux-démocrates, ont déclaré les enseignements et les normes léninistes de la vie du parti révolutionnaire du prolétariat inconciliables avec les principes de la démocratie et les conditions des pays capitalistes développés. Les révisionnistes prônent le soi-disant «parti de masse», dont les portes sont ouvertes à quiconque vote pour lui, à toutes sortes d'éléments petitbourgeois, provenant de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, des intellectuels bourgeois, libéraux, etc.

Ce processus de dégénérescence social-démocrate des partis révisionnistes a été suivi logiquement des tendances ouvertement liquidatrices, dont le révisionniste italien G. Amendola, s'est fait le porte-drapeau. Condamnant la scission d'antan dans le mouvement socialiste et l'organisation des communistes en parti distinct, il a avancé la thèse de la fusion directe du parti communiste (révisionniste) avec les sociaux-démocrates et les socialistes, afin de trouver soi-disant d'une nouvelle voie vers le socialisme». Mais on sait que la prétendue «nouvelle voie» que cherchent les révisionnistes n'est rien d'autre que la voie social-démocrate de la préservation et de la perpétuation du capitalisme.

A notre époque, la social-démocratie et les révisionnistes luttent du même côté de la barricade pour miner et saboter l'affranchissement de la classe ouvrière de l'exploitation et de l'oppression bourgeoises, pour sauver le capitalisme de la révolution qui approche. Aussi la lutte contre ces officines de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, la libération des masses de leur influence néfaste, sont-elles la condition décisive pour la préparation du facteur subjectif de la révolution.

La formation et la trempe de ces partis révolutionnaires de la classe ouvrière, des vrais partis marxistes-léninistes, ont été et sont réalisées à travers une lutte ininterrompue contre toute influence révisionniste et en tirant les enseignements requis de la dégénérescence social-démocrate des partis révisionnistes.

Comme l'a toujours souligné le PTA, l'acheminement de l'Union soviétique dans la voie anti-marxiste khrouchtchéviennne sanctionné au XXII Congrès du PCUS a conduit et ne pouvait pas ne pas conduire à la dégénérescence totale de l'Union soviétique en un Etat capitaliste et social-fasciste, et en une puissance social-impérialiste.

A ce propos, il est nécessaire de démasquer et de rejeter le bruit que fait courir la propagande bourgeoise social-démocrate, eurocommuniste, etc, selon lequel la direction soviétique post-khrouchtchéviennne, en particulier depuis 1968, aurait renoncé à la ligne du XXe Congrès et de

Khrouchtchev, qu'elle serait retournée de quelques pas vers « les méthodes staliniennes», et aurait évolué en «néostalinisme».

Le Parti du Travail d'Albanie au lendemain même de la chute de Khrouchtchev, et à l'opposé des hésitations et des pressions de la direction chinoise, a démasqué toutes les manœuvres démagogiques du groupe Brejnev et a qualifié la politique de la nouvelle direction soviétique de poursuite du khrouchtchévisme sans Khrouchtchev. Le PTA a souligné qu'il est nécessaire de mener jusqu'au bout et sans hésitation la lutte contre le révisionnisme soviétique, avec ou sans Khrouchtchev.

On spéculé également sur les contradictions qui existent actuellement entre les divers courants du révisionnisme moderne, surtout entre le révisionnisme soviétique et les autres courants. La direction soviétique s'efforce notamment de présenter la question comme s'il s'agissait 1; de contradictions de principe et commune si elle défendais les positions marxistes-léninistes en polémique avec certaines déviations des eurocommunistes et dans une âpre lutte contre les révisionnistes chinois qui ont trahi le marxisme-léninisme. Mais les analyses et les faits réfutent ces allégations et démontrent que les contradictions, tant chez les révisionnistes soviétiques que chez les autres révisionnistes, n'ont pas un caractère de principe, car les uns et les autres sont des ennemis du marxisme-léninisme, qui, indépendamment des contradictions qui les opposent entre eux, ont une base idéologique opportuniste et contre-révolutionnaire commune.

Prenons le cas des révisionnistes chinois, qui ont spéculé et spéculent beaucoup sur la lutte que le PCC mène contre le révisionnisme khrouchtchévien. Il est désormais notoire que cette lutte a connu des zigzags et des fluctuations sérieuses, qu'elle n'a jamais été menée à partir de solides positions marxiste-léninistes et internationalistes, mais pragmatistes et chauvines de grande puissance.

Pour ce qui est des contradictions entre les révisionnistes soviétiques, les titistes et les eurocommunistes, elle, réside, d'une part, dans les intérêts du social-impérialisme soviétique, qui s'efforce de dominer sur tous les parti., révisionnistes et de s'en servir comme des instruments de sa politique extérieure expansionniste, et dans les intérêts de la bourgeoisie occidentale et de l'impérialisme occidental auxquels les eurocommunistes ainsi que les révisionnistes yougoslaves, qui cherchent à être le plus indépendants possible de Moscou, sont étroitement liés, d'autre part. Ils veulent être affranchis de tout diktat soviétique et libres de s'unir à la bourgeoisie locale et à l'impérialisme occidental, à l'OTAN et au Marché commun, pour pouvoir mieux satisfaire leurs intérêts et leurs exigences, ils ne veulent pas avoir les mains liées par les «décisions et obligations communes» de diverses sortes, que les social-impérialistes cherchent à leur imposer.

La propagande bourgeoise, social-démocrate, trotskiste, etc. mène un grand bruit sur le soi-disant échec du marxisme-léninisme, sur ce qu'on prétend être la crise et le désarroi du communisme. Mais en réalité c'est le révisionnisme moderne qui est en crise, et non pas le marxisme-léninisme ni le communisme. La lutte sans principes pour le pouvoir ainsi que les bouleversements qui ont eu lieu dans les pays révisionnistes, de la chute de Khrouchtchev en Union soviétique, de Rankovic et d'autres en Yougoslavie, aux destitutions et promotions répétées en Chine, au limogeage de Gomulka et maintenant à celui de Gierak en Pologne, les échecs des pays révisionnistes en économie et en politique extérieure, les agressions soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, les interventions armées de la Chine au Vietnam, les contradictions et les différends au sein du camp révisionniste, ce sont là autant de faits qui témoignent de la crise grave et sans issue qui tenaille le révisionnisme.

L'évolution du révisionnisme moderne avec toutes ses ramifications, avec ses «théories» et sa démagogie trompeuses et nocives montre la tâche colossale qui incombe aujourd'hui aux marxistes-léninistes pour le dénoncer aux yeux de la classe ouvrière et des peuples. Elle montre également qu'il est nécessaire de mener une lutte de principe et ininterrompue contre tous les courants du révisionnisme moderne, sans se faire d'illusions sur aucun d'eux et sans en sous-estimer aucun. La lutte contre le révisionnisme moderne, pour libérer les masses de l'influence révisionniste néfaste, ainsi que pour doter les partis marxistes-léninistes eux-mêmes d'une trempe révolutionnaire

n'est pas une campagne provisoire, mais une nécessité impérieuse permanente et vitale pour la marche en avant, jusqu'à la victoire totale, de la cause de la révolution et du socialisme.

Vangjel Moisiu,

ancien collaborateur scientifique

**LA LUTTE DU PTA CONTRE LES PRESSIONS ET LES
INGERENCES DES REVISIONNISTES
KHROUCHTCHEVIENS A L'EGARD
DE NOTRE PARTI ET DE
NOTRE PAYS**

La lutte du Parti du Travail d'Albanie contre les ingérences et les pressions des révisionnistes khrouchtchéviens est partie intégrante de sa grande lutte de principe contre le révisionnisme soviétique.

Il est de notoriété qu'à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, qui se réunit en novembre 1960 à Moscou, le Parti du Travail d'Albanie adopta une attitude ouverte et résolue à l'égard du cours révisionniste et de la politique chauvine de N. Khrouchtchev. Dans son discours historique, le camarade Enver Hoxha ne s'est pas borné à dénoncer la plate-forme révisionniste khrouchtchévienne en général, il a aussi exposé les vues de notre Parti sur les questions fondamentales de la théorie et de la pratique de la révolution et de l'édification socialistes, ainsi que sur les problèmes de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste international, et il a en même temps démasqué ouvertement et résolument les pressions, les chantages et les ingérences des révisionnistes khrouchtchéviens à l'encontre de notre Parti et de notre pays.

L'attitude ferme et de principe adoptée par notre Parti à la Conférence de Moscou ne fut pas fortuite et inopinée. «Notre attaque ouverte et conforme aux principes contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien à la Conférence de novembre 1960, écrit le camarade Enver dans son oeuvre «Les khrouchtchéviens» . . . était le Prolongement logique des attitudes marxistes-léninistes que le Parti du Travail d'Albanie n'avait cessé d'observer, c'était le passage à une phase nouvelle, supérieure, de la lutte que notre Parti menait depuis longtemps pour la défense et l'application conséquente du marxisme-léninisme».

Le premier affrontement se produisit sur la question du révisionnisme yougoslave. Une année à peine s'était écoulée depuis la mort de J. Staline, que Khrouchtchev

commença à modifier le cours marxiste-léniniste connu du mouvement communiste international, de la lutte de principe contre le révisionnisme yougoslave, et à se rapprocher de Tito. Cela lui était nécessaire pour réaliser ses plans en vue de liquider le marxisme-léninisme et le socialisme. Tito avait été le premier à attaquer Staline et à rejeter le marxisme-léninisme. Aussi Khrouchtchev considérait-il Tito comme son allié idéologique dans sa lutte contre le communisme.

Le PTA s'opposa aux tentatives de la clique khrouchtchévienne pour se rapprocher des titistes dès qu'il reçut, en juin 1954, la première lettre sur la question yougoslave,

ce qui constituait aussi le premier signal de ce rapprochement. En particulier, il protesta énergiquement contre la visite que Khrouchtchev fit à Tito, en mai 1955, à Belgrade, pour s'agenouiller devant lui. Cet acte, qu'il accomplit sans avoir consulté les autres partis ni obtenu leur approbation était une violation flagrante et arbitraire des décisions prises à l'unanimité par les partis

communistes et ouvriers un clair témoignage de la ligne opportuniste que Khrouchtchev avait commencé à suivre.

Le Parti du Travail d'Albanie, qui connaissait bien le vrai visage du révisionnisme yougoslave et lui livrait une lutte irréconciliable, et conséquente, exprima à l'instant même et sans hésitation son désaveu. Le CC du PTA écrivait dans sa lettre: «L'expérience de tous les jours de notre Parti dans ses rapports avec les Yougoslaves. . . atteste de façon claire et complète, avec des faits nombreux et vivants à l'appui, que les principes contenus dans toutes les résolutions de l'Informbureau concernant la question yougoslave sont tout à fait justes. La procédure proposée pour approuver l'abrogation de la Résolution de l'Informbureau de novembre 1949 nous paraît injuste... A notre avis, une décision si précipitée et hâtive sur une question de grande importance de principe, sans une analyse approfondie préalable faite en commun avec tous les partis intéressés à ces questions... non seulement serait prématurée, mais elle nuirait gravement à l'orientation générale. . .»¹

Khrouchtchev se rendit à Belgrade, reconnut humblement devant Tito que «des erreurs avaient été commises» à l'égard du PC de Yougoslavie et de sa direction. Il réhabilita Tito en tant que «marxiste léniniste»! Entre-temps, le cours des ans avait confirmé et devait confirmer encore mieux par la suite que ce n'était pas Tito qui, d'antimarxiste et trotskiste (comme Staline et l'Informbureau l'avaient qualifié) s'était converti en marxiste-léniniste (comme l'appelait Khrouchtchev). C'est ce dernier qui avait embrassé l'anticommunisme et avait imité Tito. Et précisément, comme le dit le camarade Enver Hoxha, «leurs liens étaient fondés sur l'anticommunisme».² Ce fut là le facteur principal qui les unit.

Le PTA devait s'opposer également à toutes les manœuvres successives de la direction révisionniste soviétique pour se rapprocher du révisionnisme yougoslave et Collaborer avec lui sur le front idéologique. Contrairement à ce que Khrouchtchev lui demandait avec force, il ne cesserait jamais sa lutte contre ce révisionnisme. Son opposition et sa lutte étaient fondées sur des bases de principe, pour la défense du marxisme-léninisme, de l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste, et non pas sur des positions nationalistes étroites ni sur un attachement entêté à des idées préconçues, comme le prétendaient les khrouchtchéviens, en déformant nos justes prises de position.

Les divergences de principe et les affrontements entre notre Parti et le groupe Khrouchtchev s'intensifièrent et s'approfondirent encore plus lorsque ce dernier formula et légalisa sa plate-forme révisionniste au XXII^e Congrès du PCUS, entreprenant en même temps une campagne

acharnée contre le soi-disant culte de la personnalité de J. Staline, et qu'il s'attacha de toutes ses forces à imposer cette ligne contre-révolutionnaire à tout le mouvement communiste mondial.

Le groupe Khrouchtchev exerça une grande pression particulièrement sur le PTA pour qu'il accepte le cours du XXII^e Congrès et, en conséquence, modifie sa ligne générale.

Les Khrouchtchéviens connaissaient bien l'attitude de notre Parti, opposée à la leur, sur la question yougoslave; ils savaient aussi que notre Parti tenait Staline en haute

estime comme théoricien et grand dirigeant marxiste-léniniste. Aussi doutaient-ils de le voir disposé à approuver et à embrasser le cours du XXII^e Congrès. Quoi qu'il en fût, ils espéraient pouvoir surmonter tous les obstacles. Le PTA, pensaient-ils, ne se désolidariserait pas des autres partis, qui, avec plus ou moins d'enthousiasme, acceptèrent le cours révisionniste du XXII^e Congrès, le qualifiant, comme la direction révisionniste soviétique l'avait fait, de congrès «marquant une nouvelle étape dans le développement de l'Union soviétique et du mouvement communiste et ouvrier international».

Les khrouchtchéviens ne ménagèrent pas leurs efforts pour assurer l'adoption des thèses de leur Congrès par le III^e Congrès du PTA, qui devait se tenir trois mois plus tard, en mai 1956. Ils avaient chargé Souslov, leur idéologue principal, de convaincre la direction de notre Parti de la nécessité de revoir et de modifier sa ligne générale en conformité avec le cours du XXII^e Congrès. Ils avaient également assigné des tâches à leur agent, Liri Belishova, pour exercer des pressions du

dedans. Ils mirent aussi à profit la Conférence du Parti de la ville de Tirana, pour attaquer la ligne et la direction marxiste-léninistes de notre Parti. Les khrouchtchéviens poursuivirent leurs efforts afin d'atteindre aussi leur but par l'intermédiaire de la délégation qu'ils envoyèrent à notre III^e Congrès. Mais notre Parti ne bougea pas de ses positions.

En vue de tromper notre Parti, les révisionnistes invoquèrent les prétendus arguments des «-situations nouvelles», et, conséquemment, «-des nouvelles voies et possibilités d'aller de l'avant», en présentant le cours contre-révolutionnaire du XX^e Congrès comme «un développement créateur du marxisme-léninisme» adapté à ces situations et possibilités! -Beaucoup se laissèrent abuser par cette démagogie de traîtres, écrit le camarade Enver. Mais le Parti du Travail d'Albanie, lui, ne s'y trompa point».

Le III^e Congrès de notre Parti, à l'opposé des visées des khrouchtchéviens, approuva totalement la ligne politique et l'activité pratique du Comité central et de tout le Parti. Il décida, à l'unanimité et sans hésiter, de poursuivre dans tous les domaines le cours marxiste-léniniste que notre Parti avait suivi depuis sa fondation.

Dans les circonstances d'alors, le III^e Congrès du PTA ne pouvait pas condamner ouvertement le cours antimarxiste du XX^e Congrès soviétique. Entre-temps, toutes les conclusions tirées et les décisions prises au III^e Congrès étaient, par leur contenu révolutionnaire marxiste-léniniste, en opposition foncière avec ce cours.

Le Parti du Travail d'Albanie avait, sur toutes les thèses révisionnistes du XX^e Congrès et tous les problèmes de principe qui préoccupaient le mouvement communiste international, ses vues révolutionnaires ainsi que ses réserves, dont non seulement il avait fait part à la direction soviétique, mais qu'il avait aussi rendues publiques dans la presse et dans toute sa propagande.

Notre Parti, à l'époque, ne se prononça pas ouvertement sur les divergences idéologiques de principe apparues entre lui et la direction soviétique, et il soutint même l'Union soviétique, à un moment où les divers impérialistes et révisionnistes avaient pris pour cible l'Union soviétique pour discréditer le communisme. Notre Parti ne pouvait alors s'exprimer ouvertement contre les khrouchtchéviens, car il lui fallait un certain temps pour mieux les connaître. Les khrouchtchéviens agissaient en sous main, ils manœuvraient en se masquant de slogans marxistes-léninistes, ils avançaient en zigzags et, à part les doutes, leur action suscitait parfois l'espoir que la direction soviétique comprendrait la catastrophe où le cours qu'elle avait adopté conduisait le Parti communiste et le système socialiste et qu'elle pourrait se mettre à rectifier ses attitudes erronées.

C'est pourquoi, explique le camarade Enver Hoxha, notre Parti avançait à pas mesurés mais il ne dormait pas. Mû par le désir de préserver et de renforcer l'amitié avec l'Union soviétique, il suivait avec la plus grande attention toutes les attitudes et les menées de Khrouchtchev, mais en même temps il ne manquait pas de répondre, d'une façon ou d'une autre, aux prises de position et aux actes erronés des khrouchtchéviens, à leurs déviations et aux pressions qu'ils exerçaient sur lui.

Les khrouchtchéviens voulaient nous contraindre à réhabiliter nos traîtres, exigeant que notre Parti agisse avec Koçi Xoxe, Tuk Jakova et autres de la même manière que, sous la pression de Khrouchtchev et de Tito, on l'avait fait avec Rajk, Kadar et Nagy en Hongrie, avec Kostov en Bulgarie, avec Gomulka en Pologne etc. Mais la réponse tranchante de notre Parti à ces pressions fut: «Nous n'avons accusé et condamné personne injustement. . .»

En particulier, les khrouchtchéviens s'employaient à liquider les principaux dirigeants de notre Parti et de notre Etat et à les remplacer par les traîtres réhabilités, comme ils l'avaient fait dans beaucoup d'autres partis et pays anciennement socialistes.

Les khrouchtchéviens tendaient également à mettre sous leur contrôle notre armée, notre économie, notre culture etc., à travers les conseillers et spécialistes soviétiques, ainsi que par l'intermédiaire de leurs agents albanais. «Tous les partis des pays socialistes, à l'exception du Parti du Travail d'Albanie, tombèrent dans ce traquenard khrouchtchévien».

Les khrouchtchéviens poursuivirent contre nous les pressions qu'ils avaient entreprises depuis la mort de J. Staline en vue de donner à l'économie populaire de notre pays une orientation unilatérale vers le développement de l'agriculture et surtout des cultures fruitières. Ils étaient contre

l'élévation et le développement de l'industrie socialiste en Albanie, ils étaient surtout contre la mise sur pied d'une industrie de transformation et d'une industrie de constructions mécaniques. Invoquant mille prétextes, ils ne laissaient échapper aucune occasion pour entraver l'application de la politique économique révolutionnaire de notre Parti concernant l'industrialisation du pays, la construction de la base matérielle et technique du socialisme, l'autosuffisance du pays en céréales panifiables. Partant des enseignements du marxisme-léninisme, le PTA considérait l'édification et la défense du socialisme comme impossible sans une industrie moderne diversifiée, une agriculture mécanisée et avancée, qui assurent l'indépendance économique indispensable pour l'indépendance politique. Les khrouchtchéviens voulaient donc que l'Albanie fût économiquement dépendante de l'Union soviétique, pour l'être aussi politiquement.

Entre-temps, le révisionnisme moderne se répandait rapidement et envahissait presque tous les partis communistes et ouvriers, et tous les pays socialistes, (à l'exception de notre Parti et de notre pays), constituant ainsi un très grand danger pour le mouvement communiste international et le camp socialiste. Le PTA ne doutait pas que l'éveil sans précédent du révisionnisme yougoslave, sa vaste activité de subversion, l'apparition des théories togliattiennes du «polycentrisme», de la «voie italienne au socialisme», de «la démocratie sans rivages» etc., l'élimination des dirigeants de plusieurs partis, la réhabilitation de nombreux traîtres dans divers partis, les manifestations contre-révolutionnaires en Pologne, la contre-révolution en Hongrie etc., que tout cela avait sa source dans le XXe Congrès et que les principaux responsables en étaient Khrouchtchev et Cie.

Notre Parti suivait avec une grande inquiétude l'évolution des situations. Tout en s'en tenant à ses positions de principe sur toutes les questions et les événements, il se persuadait toujours plus que la direction khrouchtchévienne de l'Union soviétique s'écartait du marxisme-léninisme et déviait de la voie du socialisme. Il fut, en particulier, confirmé dans ce sentiment par le rôle abject que jouèrent Khrouchtchev, Mikoyan, Souslov, Andropov etc., en Hongrie en destituant Rakosi, et en soutenant Nagy, en renversant l'ancien Comité central du parti hongrois et en en élisant un autre depuis la Crimée, où se reposait Khrouchtchev, qui y avait invité Kadar, tout en collaborant et en se livrant à des marchandages en coulisse avec Tito etc.

La direction soviétique envoya, pour notification, au CC de notre Parti également les lettres échangées en novembre 1956 entre Khrouchtchev et Tito sur la question hongroise pour obtenir son approbation et indiquer à notre Parti la voie que lui aussi devait suivre!

En soumettant ces lettres à l'examen du Bureau politique du Comité central, le camarade Enver Hoxha posait la question: «. . . violerons-nous les principes, nous taisons-nous ou continuerons-nous à aller de l'avant sans pactiser avec des prises de position erronées? . . . J'insiste pour que nous progressions en nous en tenant fermement aux principes que nous avons définis... Toutefois, que nous soyons d'accord ou non avec le CC du PCUS sur certains problèmes qu'il soulève, nous ne devons pas rendre publiques nos divergences, parce que «ça nuirait à l'Union soviétique et au camp socialiste. D'autre part, je suis d'avis que nous ne devons pas faire de concessions comme tend à en faire la direction du PCUS, parce que ce sont là des attitudes foncièrement opportunistes... Nous ne consentirons aucune concession sur les principes, nous ne reculerons pas d'un pouce... nous défendrons les questions de principe, dussions-nous rester seuls. Et, à coup sûr, nous ne resterons pas seuls longtemps, si nous menons une juste lutte pour la défense des principes».

En décembre 1956, le camarade Enver Hoxha fit directement part aux dirigeants soviétiques à Moscou des oppositions de notre Parti à plusieurs de leurs actes erronés, ainsi que de sa préoccupation devant le grand danger que représentait la propagation du révisionnisme. Deux mois après, en février 1957, le Plénum du CC du PTA, condamnant les révisionnistes comme responsables des événements de Hongrie, de Pologne, etc., défendit les principes fondamentaux marxistes-léninistes sur le rôle dirigeant du parti révolutionnaire de la classe ouvrière dans la révolution et dans l'édification socialistes, sur la nécessité du maintien de la dictature du prolétariat durant toute la période de passage du capitalisme au communisme, sur la lutte des classes pendant cette période, principes que le groupe de Khrouchtchev et ses successeurs avaient foulés aux pieds.

La violation de ces principes en Hongrie et en Pologne laissait présager la catastrophe qui menaçait la révolution et le socialisme. Le Comité central soutint également Staline et dénonça la prétendu «culte de la personnalité de Staline». Le Plénum du CC de notre Parti rejetait donc pratiquement les thèses révisionnistes du XXe Congrès.

Les khrouchtchéviens étaient au courant des prises de position du PTA et de ses oppositions sur nombre de leurs actions. Cependant, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, ils ne voulaient pas approfondir leurs divergences avec nous. Avec leur logique contre-révolutionnaire et chauvine de grand Etat, ils s'imaginaient que, étant un petit parti et un petit pays, nous ne saurions sur qui nous rabattre. Tôt ou tard, croyaient ils, nous nous agenouillerions devant eux. Mais la publication, dans le «Zëri i popullit», du rapport du camarade Enver Hoxha au Plénum du CC en février 1957, alarma les khrouchtchéviens. Aussi demandèrent-ils au Parti du Travail d'Albanie d'envoyer d'urgence à Moscou une délégation au sommet. Dans ses tentatives de soumettre la direction de notre parti, le groupe Khrouchtchev pratiqua, comme l'écrit le camarade Enver Hoxha dans «Les khrouchtchéviens» la politique de «la carotte» et «du bâton». La «carotte», c'étaient les promesses d'aides économiques considérables, l'exonération du remboursement des anciens crédits, l'approbation, juste pour la forme, de quelque attitude révolutionnaire de notre Parti. Le «bâton», c'était leur obstination menaçante pour nous faire modifier nos prises de position révolutionnaires à Propos de Staline, du titisme, des ennemis intérieurs de notre Parti etc., et modifier également notre politique d'indépendance économique.

En avril 1957 eut lieu le premier affrontement direct avec les révisionnistes khrouchtchéviens. Khrouchtchev; incapable de venir à bout de l'opposition du camarade Enver Hoxha et des autres membres de notre délégation à ces modifications suggérées, donna libre cours à son irritation: «Arrêtons là nos discussions, dit-il, nous ne pouvons pas nous entendre avec vous!» Malgré cela, il n'eut pas le courage de les interrompre, car il espérait toujours atteindre son but.

En même temps qu'ils se livraient à ces pressions, les khrouchtchéviens s'employaient à saboter l'édification et la défense du socialisme en Albanie, à travers leurs conseillers, spécialistes et diplomates, ainsi qu'à préparer dans ce but leur officine au sein de notre Parti en vue de prendre la citadelle de l'intérieur.

Leur objectif était de briser la résistance du PTA, de le contraindre à changer de cours. Mais, comme l'écrit le camarade Enver Hoxha, «ils se cassèrent le nez».

L'attitude révolutionnaire du PTA sur toutes les questions qui ont engendré des divergences après le XXe Congrès se manifesta aussi dans la première rencontre des partis communistes et ouvriers à Moscou, en novembre 1957, et lors de la publication du programme contre-révolutionnaire de la Ligue des communistes de Yougoslavie en 1958. Une série d'articles écrits dans notre presse à cette occasion, dénonçaient non seulement les thèses de ce programme, mais également les thèses du XXe Congrès. La direction soviétique nourrit vainement l'espoir que les affaires iraient s'améliorant après la signature de l'accord octroyant un nouveau crédit à l'Albanie pour son 3e plan quinquennal et surtout après la visite, en mai 1959, de Khrouchtchev, qui, comme on le sait, vint chez nous en «reconnaissance» avant d'entreprendre des opérations décisives pour l'application de ses plans politiques et militaires en Albanie. L'espoir de Khrouchtchev d'exploiter, au profit de ses objectifs, le complot contre-révolutionnaire de Teme Sejko, s'éteignit avec la découverte et la liquidation de ce dernier en 1960.

En poursuivant avec résolution sa voie révolutionnaire, à travers ses affrontements avec les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes et autres, notre Parti, vers la fin de 1959 et le début de 1960, avait tiré la conclusion que «Pour nous, la direction du Parti communiste de l'Union soviétique avait cessé d'exister, Khrouchtchev et les khrouchtchéviens étaient des révisionnistes, des traîtres».

C'est avec cette conviction que la délégation du PTA, conduite par le camarade Hysni Kapo, se rendit en juin 1960, à Bucarest, où, comme on sait, le groupe Khrouchtchev tenta de porter un coup décisif derrière le dos au camp socialiste et au mouvement communiste international.

Comme l'indique le camarade Enver Hoxha, le CC du PTA, lorsqu'il envoya sa délégation à Bucarest, n'était pas au courant des desseins de Khrouchtchev. Mais aussitôt après avoir reçu les radiogrammes du camarade Hysni Kapo, il se persuada définitivement que Khrouchtchev avait ourdi un complot». . . des plus vils et des plus sauvages. . . » et qu'il lui appartenait de mettre tout en oeuvre pour le faire échouer.

La délégation du PTA à Bucarest, suivant les recommandations du CC, s'opposa ouvertement aux menées scissionnistes du groupe khrouchtchévien, elle dénonça les visées antimarxistes et les procédés putschistes pratiqués par Khrouchtchev. «Si, à Bucarest et à Moscou, écrit le camarade Enver Hoxha dans «Les khrouchtchéviens», nous avons soutenu la Chine, ce n'est pas parce que c'était un grand pays dont nous pouvions espérer obtenir des aides, mais pour défendre les normes léninistes, le marxisme-léninisme. Si nous avons soutenu le Parti communiste chinois ce n'est pas parce que c'était un grand parti, mais pour défendre les principes, le bon droit marxiste-léniniste. A Bucarest et à Moscou, nous aurions défendu n'importe quel parti et pays, quelle qu'en fût l'importance numérique, pourvu qu'ils fussent avec le marxisme-léninisme».1 L'attitude de principe du PTA empêcha le groupe Khrouchtchev de réaliser ses buts diaboliques. Cette attitude était le résultat logique de toute la ligne révolutionnaire suivie par notre Parti.

La Rencontre de Bucarest marqua un tournant immédiat dans les rapports entre le Parti du Travail d'Albanie et la direction soviétique. La «rébellion albanaise» devait être vaincue au moyen de toutes les mesures possibles de coercition et de pression. Pour l'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie commençait une période de grande épreuve.

Tout d'abord, les khrouchtchéviens s'efforcèrent de diviser et de mettre à bas le CC de notre Parti, pour le contraindre à dénoncer son attitude de Bucarest. A cette fin, ils eurent recours à leur agent, Liri Belishova, qui avait été travaillée dans ce sens à Moscou, mais ils se heurtèrent à l'unité d'acier de notre Comité central.

Le groupe Khrouchtchev avait fondé ses espoirs surtout sur les cadres qui avaient fait leurs études en Union soviétique. Or les khrouchtchéviens ne trouvèrent ni ne créèrent aucune faille dans les rangs du Parti pas plus que dans le peuple. Face à l'unité du Parti et à l'unité Parti-peuple, leurs plans firent fiasco.

Les révisionnistes soviétiques recoururent à des pressions et à des sabotages surtout dans le domaine économique, en entravant et parfois en arrêtant l'envoi des marchandises et des équipements industriels figurant dans les accords conclus. Ils allèrent jusqu'à utiliser l'arme de la faim, s'opposant à l'envoi d'une quantité de céréales pour parer à la pénurie due à la sécheresse exceptionnelle de l'année 1960. Ils menacèrent notre Gouvernement d'arrêter l'envoi de tous les armements et équipements militaires pour l'Armée populaire.

Mais le Parti du Travail d'Albanie ne fléchit pas. Il fit appel au patriotisme et à l'héroïsme du peuple, à son esprit de combat et de sacrifice. Notre peuple serra encore plus les rangs autour du Parti pour faire front aux difficultés, aux pressions et aux ingérences des khrouchtchéviens.

En août, la direction soviétique envoya au CC de notre Parti une lettre dans laquelle elle lui demandait de prendre part à la Conférence qui devait se tenir en novembre 1960 à Moscou, «dans une totale unité de vues». Cela signifiait que notre Parti devait renoncer à son attitude de principe de Bucarest et à sa ligne marxiste-léniniste. Mais notre Parti était résolu à ne pas céder et à défendre jusqu'au bout ses principes. Sa réponse à cette demande du groupe Khrouchtchev fut: «Quitte à rester sans pain, nous, Albanais, nous ne violons pas les principes, nous ne trahissons pas le marxisme-léninisme. Que cela soit bien clair pour tous, amis- et ennemis».

Entre-temps, le Comité central du Parti recommandait à sa délégation à la Commission des 26 partis, chargée de la rédaction du projet de déclaration de la Conférence de Moscou, de lutter opiniâtrement afin de rejeter les thèses révisionnistes que la direction soviétique et autres voulaient faire figurer dans ce projet de déclaration: «Nous sommes pour aller jusqu'au fond des choses, écrivait le camarade Enver Hoxha à notre délégation, . . . Un révisionniste convaincu ne change pas de voie... Un compromis avec eux ne servirait pas notre cause».

Le discours historique prononcé à la Conférence des 81 partis à Moscou par le camarade Enver Hoxha au nom du CC du Parti du Travail d'Albanie, est bien connu dans le monde. Ce discours mit à nu la tactique diabolique de Khrouchtchev pour camoufler les profondes divergences de principe, l'existence de deux lignes opposées au sein du mouvement communiste international ainsi que pour éviter la critique de la ligne révisionniste et de l'activité de sape de la direction soviétique. Il visait par là à rejeter la faute sur notre Parti et le PC chinois, qu'il avait attaqués et basement injuriés dans un document soviétique distribué avant la conférence, et à se poser en porte-drapeau du marxisme-léninisme et de l'unité !

Répondant aux pratiques de marchand de Khrouchtchev à l'égard de l'Albanie, le camarade Enver Hoxha lui dit à cette conférence: «Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était ainsi traitée, c'était lorsque certains croyaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non. Mais ce temps-là est révolu depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays... Que l'Albanie avance dans la voie du socialisme et qu'elle fasse partie du camp socialiste, ce n'est pas à vous d'en décider, . . . cela ne dépend pas de votre bon vouloir. Cela, c'est le peuple albanais, avec à sa tête son Parti du Travail, qui l'a décidé par sa propre lutte. Et il n'est pas de force au monde qui puisse l'écartier de cette voie».

Après la conférence de Moscou, où le conflit idéologique atteignit son paroxysme, les pressions et les attaques des khrouchtchéviens contre notre Parti et notre pays revêtirent des formes plus âpres et plus agressives. N. Khrouchtchev, s'imaginant qu'il pouvait faire la pluie et le beau temps, leva furieusement le poing de la vengeance contre un petit parti, un petit peuple et pays socialiste, en organisant et en dressant contre l'Albanie un blocus politique, économique et militaire d'une férocité sans précédent.

Les khrouchtchéviens annulèrent unilatéralement tous les accords conclus entre les deux pays, ils coupèrent totalement les crédits et toute aide économique et rompirent leurs relations commerciales; ils retirèrent démonstrativement d'Albanie tous leurs spécialistes et chassèrent de leur pays tous les cadres et les étudiants albanais qui faisaient leurs études dans les instituts d'enseignement soviétiques. Ces menées hostiles furent accompagnées d'une lettre adressée à notre gouvernement en avril 1961, et où il était dit: «L'Albanie ne peut plus espérer désormais que l'Union soviétique poursuive son aide sur la base antérieure» et «l'Union soviétique estime indispensable dorénavant d'établir ses rapports avec l'Albanie sur une nouvelle base. Peu après, en mai, ils annulèrent arbitrairement les accords bipartites prévoyant, dans le cadre du Pacte de Varsovie, la fourniture d'armements et de technique militaire, à notre armée. Ils enlevèrent indûment à l'Albanie 8 sous-marins ainsi que ses vaisseaux de guerre alors en radoub à Sebastopol. Ils retirèrent aussi de façon démonstrative leurs navires de la base militaire de Vlore.

Jamais l'histoire des relations entre pays socialistes n'a connu une telle pression exercée vis-à-vis d'un petit pays, d'un petit peuple. «Pas même les impérialistes; écrivait le camarade Enver Hoxha, ne sont allés jusqu'à imposer un blocus aussi perfectionné à un pays socialiste. . .»

Les révisionnistes soviétiques étaient prêts à intervenir même militairement en Albanie en prétextant l'affaire de la base de Vlore. Mais leurs plans échouèrent face à l'héroïque résistance de notre Parti,, de notre armée et de notre peuple en armes.

Enfin, en octobre 1961, N. Khrouchtchev lança, de la tribune du XXIIe Congrès, une attaque ouverte et publique contre notre Parti, appelant nos communistes et notre peuple à se dresser dans une contre-révolution, ce qu'il fit suivre d'un autre acte hostile, la rupture des relations diplomatiques avec l'Albanie.

Ces faits attestent l'échec de toutes leurs tentatives pour soumettre notre Parti et l'obliger à prendre le tournant révisionniste comme les autres partis, pour contraindre notre peuple à abandonner la voie du socialisme et à s'engager dans celle du capitalisme, à l'exemple des anciens pays socialistes. Le Parti du Travail d'Albanie remporta là une grande victoire sur le révisionnisme khrouchtchévien.

Dans ces circonstances, notre Parti ne pouvait plus se taire. Non seulement il était sur la juste voie, mais il estimait de son devoir de rendre publique la trahison des khrouchtchéviens envers

le marxisme-léninisme et le socialisme, ainsi que toutes leurs menées hostiles, leurs crimes contre notre Parti du Travail et l'Albanie socialiste. Le Parti du Travail d'Albanie livra au révisionnisme khrouchtchévien une lutte à outrance, pleinement convaincu qu'il défendait ainsi la grande cause du marxisme-léninisme et du socialisme. «La lutte imposée à notre Parti et à notre peuple, déclarait le Comité central du Parti, sera longue et difficile. Mais les difficultés n'ont jamais fait peur à notre Parti et à notre peuple».

Les khrouchtchéviens se trompaient lourdement lorsqu'ils pensaient que, sans l'aide de l'Union soviétique, l'Albanie ne pouvait faire aucun pas en avant, qu'elle serait finalement obligée ou bien de retourner au sein de la «famille socialiste», ce qui signifiait se mettre sous la dépendance de l'Union soviétique, comme les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, ou bien de se vendre à l'impérialisme pour trente deniers!

Le PTA, dit le camarade Enver Hoxha, «. . . ne se vendit ni ne se vendra jamais à l'impérialisme ni à qui que ce soit, car un parti marxiste-léniniste authentique. . . ne peut jamais, quelles que soient les conditions et les situations où il se trouve, se vendre ni se laisser acheter, mais il s'en tient résolument à sa voie, la voie de la lutte intransigeante contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction».

L'Albanie socialiste, non seulement ne piétina pas, mais avança très rapidement sans l'aide de l'Union soviétique social-impérialiste, elle développa rapidement son économie, sa culture et tous les secteurs de la vie du pays, dans la voie du socialisme, et renforça sa défense. Le PTA avait assuré, grâce à sa politique révolutionnaire clairvoyante, toutes les conditions nécessaires pour sa marche en avant dans les domaines politique, économique, culturel et militaire. Les résultats obtenus de 1961 à 1986 attestent la grande force créatrice d'un peuple dirigé par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Ces résultats réfutent les prévisions et la logique d'impérialiste des révisionnistes soviétiques.

La clique révisionniste khrouchtchéviennne se trompait lourdement en espérant pouvoir isoler l'Albanie. L'Albanie ne fut ni ne peut jamais être isolée, car il y a dans le monde des marxistes-léninistes, des révolutionnaires et des internationalistes authentiques, il y a des peuples et des pays amis qui ont compris et continuent de comprendre toujours mieux la ligne révolutionnaire et la lutte de principe du PTA pour la défense de la liberté, de l'indépendance et du socialisme en Albanie, pour la défense des intérêts et des idéaux des prolétaires et des peuples du monde entier.

Malgré l'échec qu'ils essayèrent dans leur affrontement avec le PTA, les khrouchtchéviens ne renoncèrent pas pour autant à leurs tentatives de soumettre le PTA et le peuple albanais. Après le renversement de Khrouchtchev, ils espéraient parvenir à plier notre Parti, lui imputant la responsabilité des «querelles et des désaccords», qui, selon eux, n'avaient aucune base objective ou motif idéologique. Mais le Parti du Travail d'Albanie ne nourrit aucune illusion sur les desseins des successeurs de Khrouchtchev, qui ne firent que «changer de chevaux» dans la direction soviétique, en gardant intact le khrouchtchévisme.

Notre Parti rejeta aussi les «conseils» de la direction chinoise pour se rapprocher et se réconcilier, suivant son exemple, avec les khrouchtchéviens. Ses conceptions qui s'exprimaient par les formules «tendons la main aux chers camarades soviétiques», «oublions le passé», «il faut comprendre les difficultés des camarades soviétiques», sentaient de loin l'opportunisme et le pragmatisme. «La destitution de Khrouchtchev de la direction du Parti et de l'Etat soviétiques, écrivait le camarade Enver Hoxha, ne signifie pas la mort du révisionnisme khrouchtchévien, elle ne liquide pas son idéologie et sa politique, exprimées dans la ligne des XX^e et XXII^e Congrès du PCUS. . . Il ne faut pas susciter ni nourrir d'illusions. Il ne faut pas nous laisser tromper par la démagogie et les masques. . . Pour les marxistes-léninistes, la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien prendra fin lorsque sa ligne sera liquidée politiquement et idéologiquement, lorsque seront liquidés l'esprit, la pratique et les attitudes fondés sur les positions révisionnistes khrouchtchéviennes. . .»

Les révisionnistes soviétiques espéraient encore qu'après la rupture avec les Chinois, nous allions leur tendre la main, s'imaginant que, dans ces circonstances, «l'heure propice était venue de s'entendre avec l'Albanie. De nos jours encore, les révisionnistes, ainsi que leurs alliés, font des sondages à travers leur presse, ils interviennent, prononcent des discours pour nous tâter le pouls, on les entend faire allusion à un retour éventuel des Albanais, privés de l'aide chinoise, au sein de la «famille socialiste».

Mais leurs vœux ne seront jamais exaucés. «Nos ennemis, a dit le camarade Enver Hoxha, se trompent lorsqu'ils pensent que notre pays. . . «est resté en chemin»qu'il «va tendre la main à quelqu'un pour se faire tirer du borbier » etc. La République populaire socialiste d'Albanie... va de l'avant d'un pas sûr, en s'appuyant sur ses propres forces, elle construit, crée; se prépare militairement sans craindre personne, et, par son exemple héroïque, elle inspire et inspirera toujours les masses opprimées du monde».

En jetant un coup d'œil sur la voie parcourue durant cette période de plus de 20 ans, nous pouvons définir les raisons, les facteurs politiques et moraux qui ont assuré la grande victoire de notre Parti contre les khrouchtchéviens et scellé leur défaite honteuse.

1. Notre Parti a triomphé des interventions, des pressions, des chantages et des blocus des khrouchtchéviens, parce qu'il s'en est toujours tenu au marxisme-léninisme, il a suivi une ligne de principe conséquente. La lutte de notre Parti contre le révisionnisme soviétique est une lutte juste, foncièrement de principe. Nos divergences avec les khrouchtchéviens n'étaient pas une affaire concernant seulement les rapports entre nos deux partis et nos deux pays. Avant d'avoir un caractère bilatéral, elles étaient générales; avant d'être des contradictions entre deux Etats, elles étaient des divergences idéologiques, de principe, des divergences entre deux lignes opposées. La direction révisionniste soviétique commit des actes hostiles et odieux envers notre peuple et notre pays, parce que le PTA défendait le marxisme-léninisme, alors qu'elle l'avait trahi. La lutte du PTA contre le révisionnisme khrouchtchévien n'était donc pas uniquement dirigée contre les menées hostiles antialbanaises de la clique khrouchtchévienne vis-à-vis de notre Parti et de notre pays, mais surtout contre la trahison révisionniste, pour la défense du marxisme-léninisme, de la cause de la révolution et du socialisme. Nous avons condamné, a dit le camarade Enver Hoxha, la trahison des révisionnistes soviétiques envers le marxisme-léninisme de même que nous avons condamné la trahison des titistes et des révisionnistes chinois «. . . pour des raisons essentiellement idéologiques, politiques et non pas pour de petites questions. Elles n'avaient pas un caractère purement national, elles ne nuisaient pas uniquement aux intérêts économiques d'Albanie, mais elles revêtaient et elles revêtent un caractère plutôt international, parce qu'elles nuisait aux grands principes pour lesquels combattent les peuples, pour lesquels combattent le prolétariat mondial et l'humanité progressiste».

2. Le Parti du Travail d'Albanie put faire front avec succès aux pressions, chantages et blocus hostiles des khrouchtchéviens, parce qu'il s'appuyait sur les larges masses travailleuses du pays et qu'il jouissait du puissant soutien du peuple. Notre peuple, dans une unité d'acier avec le Parti, a combattu cette activité féroce et hostile avec une haute conscience politique. C'est justement «dans cette unité, souligne le camarade Enver Hoxha, que réside la force inébranlable de notre Parti et de notre peuple, le gage sûr de toutes les victoires du passé, du présent et de l'avenir, remportées par notre peuple. Cette unité constitue le coup le plus impitoyable donné à tous les ennemis de notre Parti et de notre peuple, aux impérialistes et aux révisionnistes de tout acabit».

3. Si le Parti du Travail d'Albanie est venu à bout des blocus khrouchtchéviens c'est parce qu'il a appliqué constamment le grand principe révolutionnaire de l'appui sur ses propres forces. Personne ne nous a fait don de la liberté, de l'indépendance, des grandes victoires de la révolution et de l'édification socialiste. Nous les avons conquises au prix de notre sang et de notre sueur versés à flots.

Lorsque la direction soviétique a coupé tous les crédits et les aides économiques à notre pays, notre Parti et notre peuple n'ont pas capitulé, notre économie n'est pas restée sur place, au contraire elle s'est développée à des rythmes accélérés dans la voie du socialisme. La juste politique du Parti visant à l'industrialisation socialiste du pays, au développement et à la modernisation de l'agriculture, à la construction de la base matérielle et technique du socialisme, à la mise sur pied d'une économie indépendante a permis à notre économie socialiste de ne ressentir les effets d'aucune crise ni stagnation, de progresser rapidement.

En Occident, certains politiciens et historiens déforment et falsifient la grande vérité du conflit entre le PTA et les khrouchtchéviens, motivant sa résistance et sa victoire par des causes et des facteurs qui ne correspondent pas à la réalité. C'est ainsi qu'ils citent «l'aide chinoise» et «l'éloignement géographique de l'Union soviétique». Il est facile de rejeter ces arguments. Notre Parti a entrepris sa lutte contre le groupe Khrouchtchev et l'a menée victorieusement non pas pour les intérêts des Chinois, ni parce qu'il a eu leur soutien ou leur aide, mais pour de grandes raisons idéologiques et politiques, internationales et nationales, et cela en s'appuyant sur ses propres forces. Quant à la menace de l'agression militaire soviétique, elle a existé il y a 20 ans, comme elle existe encore aujourd'hui. Si les social-impérialistes soviétiques ou quelque autre agresseur n'ont pas osé s'engager dans des aventures militaires contre l'Albanie socialiste, ce n'est ni à cause de l'éloignement géographique, ni parce qu'ils n'en ont pas eu le désir.

Ils savent bien que l'Albanie socialiste n'est pas une bouchée facile à avaler, que le peuple albanais, traditionnellement patriote et épris de liberté, dans une unité d'acier avec son intrépide Parti du Travail, est prêt à tous les égards et résolu à combattre jusqu'au bout pour défendre la liberté et l'indépendance de sa patrie. Tout agresseur qui oserait l'attaquer, se trouverait engagé sur le terrain embrasé de la lutte populaire d'où il ne pourrait plus s'échapper.

4. Un autre facteur de la victoire de notre Parti sur les khrouchtchéviens est le fait qu'il s'en est tenu avec persévérance au principe révolutionnaire de la non-ingérence des étrangers (fussent-ils alliés ou ennemis) dans les affaires intérieures de notre pays. Etant toujours sur le -qui-vive et ne permettant aucune immixtion de l'extérieur, il a élaboré et appliqué sa ligne révolutionnaire d'une manière tout à fait indépendante et il a lutté ardemment pour défendre cette indépendance contre qui que ce soit.

5. Dans sa lutte contre la trahison révisionniste khrouchtchévienne, le Parti du Travail d'Albanie a bénéficié de l'aide et du soutien résolu des forces révolutionnaires marxistes-léninistes. Le ferme appui de ces forces a renforcé notre Parti, raffermi sa détermination et sa confiance en soi dans son grand affrontement avec les ennemis et les traîtres de la révolution.

La lutte du Parti du Travail d'Albanie contre le révisionnisme soviétique constitue une expérience de grande valeur. Elle confirme clairement que même un petit parti d'un petit pays peut faire face avec succès à n'importe quel ennemi, si grand et puissant soit-il, qu'il peut l'affronter et le vaincre, s'il s'en tient fermement aux principes marxistes-léninistes, s'il suit une juste ligne et si, dans ses rangs règne une unité saine, s'il a établi d'étroits liens avec le peuple, s'il fait preuve de fermeté et de courage dans la lutte et s'il a foi dans la victoire.

Omer Hashorva
candidat ès sciences

LE REGIME ECONOMIQUE ET SOCIAL ACTUEL DE L'UNION SOVIETIQUE, REGIME CAPITALISTE

Procédant à une analyse générale et approfondie de la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, le PTA et le camarade Enver Hoxha ont indiqué, entre autres, que si l'on ne barrait pas la voie à l'accession du révisionnisme à la direction du parti et de l'Etat en Union soviétique, cela entraînerait des conséquences fatales pour le Parti bolchevik et les destinées de la révolution et du socialisme dans ce pays. Et l'avenir a démontré que la trahison khrouchtchévienne, en Union soviétique a fait dégénérer le régime socialiste en un régime capitaliste. «La société soviétique, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIIe Congrès du PTA, s'est embourgeoisée jusque dans ses fibres les plus profondes, le capitalisme a été restauré dans tous les domaines».

Le processus contre-révolutionnaire de la dégénérescence du socialisme et de la restauration du capitalisme en Union soviétique a commencé par l'usurpation de la direction du parti et de l'Etat par les révisionnistes khrouchtchéviens et il s'est poursuivi avec leur dégénérescence graduelle en parti et en Etat bourgeois. Mais ce changement du caractère du parti et de l'Etat, ainsi que toute la transformation contre-révolutionnaire dans le domaine de la superstructure politique et idéologique, ne pouvait ne pas entraîner aussi la transformation du caractère de la structure elle-même, car la nouvelle bourgeoisie soviétique ne pouvait exister et dominer politiquement et idéologiquement sans créer aussi sa propre base économique.

Les révisionnistes khrouchtchéviens, tout en gardant en apparence les formes de la propriété socialiste, en ont changé l'essence, l'ont transformée en propriété capitaliste, à la ville comme à la campagne. Les réformes économiques qu'ils ont appliquées conformément à leurs conceptions idéologiques antimarxistes capitalistes sur le «perfectionnement de la direction et de la planification de l'économie», le «rôle primordial donné aux stimulants matériels», ainsi que les autres mesures prises successivement, ont fait pratiquement du profit l'objectif principal de la production. profit qui, comme l'a souligné Marx, constitue la loi absolue des rapports de production capitalistes.

Avec la restauration du capitalisme en Union soviétique. la propriété d'Etat socialiste n'a pas été morcelée, mais elle a dégénéré en propriété du capitalisme monopoliste d'Etat. Ce type de propriété est aujourd'hui la forme de propriété dominante dans ce pays. Le capitalisme monopoliste d'Etat s'étend à toutes les branches de l'économie et des services, dans l'industrie. l'agriculture, la construction, les transports, le commerce, les communications, le système financier et de crédit, les banques. etc.

Se camouflant sous la terminologie marxiste. les révisionnistes soviétiques continuent de parler de la direction centralisée et planifiée de l'économie. Mais il s'agit là d'un centralisme bureaucratique, dicté par les conditions spécifiques mêmes du régime capitaliste soviétique, où la propriété monopoliste d'Etat est prépondérante, ce qui permet à l'Etat bourgeois soviétique de centraliser considérablement la production, la répartition d'une partie des marchandises. la fixation de leur prix. en particulier des prix des produits destinés à la militarisation de l'économie. La bourgeoisie soviétique, qui vise à s'assurer le maximum de profit, a. tout en conservant certaines formes d'organisation et de direction de l'ancienne économie socialiste, appliqué de nouvelles formes d'organisation et de gestion qui s'adaptent au capitalisme monopoliste d'Etat. C'est le cas par exemple des «complexes industriels et agro-industriels», des diverses «sociétés multinationales» etc. La bourgeoisie soviétique utilise ces «nouvelles formes» pour intensifier l'oppression et

l'exploitation des masses travailleuses soviétiques et des autres peuples du monde, pour surmonter les difficultés de la qui tenaille l'économie soviétique, ainsi quo pour faciliter son intégration dans l'économie capitaliste mondiale et celle des économies des autres pays révisionnistes dans cette économie même.

Afin de s'assurer le maximum de profit, la bourgeoisie soviétique, dans le cadre du centrale bureaucratique, a conféré aux dirigeants des entreprises et des unions économiques des droits et des compétences très étendus concernant le volume de la production, l'éventail des produits, les prix, la structure organisationnelle de direction, les rapports avec les entreprises commerciales, l'embauche, la réduction de la main-d'œuvre. Profitant de ces compétences, ces dirigeants modifient le but même de la production et l'éventail des produits, ils orientent la production vers les articles qui sont le plus avantageux, élèvent, sous des formes camouflées et divers prétextes, les prix de leurs produits en ayant pour objectif essentiel d'assurer le profit maximum pour eux-mêmes et la bourgeoisie soviétique.

Partant toujours du profit comme objectif suprême, les dirigeants de ces entreprises et des unions économiques appliquent dans la production des systèmes d'organisation qui accentuent l'intensification du travail et entraînent par là même la réduction de la main-d'œuvre, alors qu'une part considérable du fonds des salaires «économisé» à travers ces «réductions» et licenciements d'ouvriers, est appropriée par ces dirigeants sous forme de gratification complémentaire. Ainsi, c'est dans les entreprises et les unions économiques, forme principale du capitalisme monopoliste d'Etat dans l'économie soviétique, qui prennent corps toutes les lois spécifiques sur lesquelles se fonde et se développe l'économie de tout pays capitaliste, comme la loi du profit, de la valeur, de l'anarchie, de la concurrence etc., et qui agissent aujourd'hui avec toute leur force dans l'économie de l'Union soviétique également.

L'économie soviétique actuelle se caractérise par des plaies propres à l'économie capitaliste, comme le développement inharmonieux de ses branches, l'imparfaite exploitation des capacités productives, la baisse des rythmes de production, la hausse des prix, du coût de la vie et l'inflation, la pénurie de marchandises de large consommation sur le marché. Ces phénomènes ne sont pas fortuits, ni temporaires, ni le résultat de difficultés de croissance du «socialisme», comme les révisionnistes soviétiques cherchent à les présenter. Ces phénomènes sont inhérents à la nature capitaliste même du régime économique qui do mine en Union soviétique, lequel, comme toute l'économie capitaliste mondiale, est plongé dans une crise profonde et générale.

Afin de camoufler le caractère exploiteur de leur régime économique et social, les révisionnistes soviétiques mènent ces derniers temps un grand bruit démagogique autour des droits et des compétences des soi-disant «collectifs de travailleurs». Selon eux, ces collectifs jouissent de droits administratifs et économiques pour discuter des problèmes de production et de gestion des entreprises et institutions, des problèmes de répartition des cadres, de la rétribution matérielle des travailleurs etc., et pour résoudre ces problèmes.

Mais le fait que ce sont les directeurs d'entreprises qui décident de problèmes, vitaux pour les travailleurs, comme le sont entre autres les salaires, l'embauche, le licenciement, montre que les droits de ce qu'on appelle les «collectifs de travailleurs» sont purement formels et servent de masque démagogique pour cacher aux ouvriers l'exploitation et l'oppression qu'exerce sur eux la bourgeoisie révisionniste. Si l'on vante les soi-disant droits et compétences des «collectifs de travailleurs», c'est seulement pour faire croire fallacieusement aux travailleurs soviétiques qu'ils sont maîtres de leurs destinées, alors que, en fait, la bourgeoisie révisionniste soviétique décide de tout conformément à ses intérêts et à l'encontre des intérêts des travailleurs.

Dans les campagnes, à la suite de la dégénérescence de la propriété socialiste kolkhozienne, a été créée la propriété capitaliste de groupe, qui représente la deuxième forme, par ordre d'expansion, de propriété capitaliste en Union soviétique. La suppression des SMT et la vente des moyens économiques agricoles qu'elles détenaient en propre, la création, à leur place, de soi-disant centres régionaux destinés à la réparation des machines agricoles, ont fait que dans l'agriculture soviétique également les moyens de production sont devenus des objets d'achat et de vente. En

mettant le profit et le stimulant matériel à la base de l'activité des kolkhozes aussi, en instituant le travail sur la base de contrats en agrandissant les lopins personnels des coopérateurs et en les transformant en propriété privée pure et simple, ainsi qua par d'autres mesures de cette nature, les révisionnistes ont fait dégénérer complètement et sous tous ses aspects la propriété socialiste kolkhozienne en propriété capitaliste de groupe, et établi dans toute l'agriculture soviétique des rapports capitalistes. Sur cette base, on a vu dès lors se faire jour d'autres phénomènes caractéristiques comma l'absorption et l'exploitation par les kolkhozes les plus puissants de la main-d'œuvre des kolkhozes les plus faibles, la différenciation économique des kolkhoziens et leur exode en masse vers les villes.

Il est désormais notoire qua l'agriculture de l'Union soviétique révisionniste est tenaillée depuis des années par une crise grave et profonde. Elle est devenue la branche la plus arriérée de l'économie capitaliste soviétique. Cela a obligé l'Union soviétique à importer, depuis 1963, d'importantes quantités de céréales. Cet état de choses tient à ce que la bourgeoisie révisionniste soviétique, se guidant sur la loi du maximum de profit, a intérêt à investir ses capitaux dans le pays et à l'étranger, dans les branches de l'économie qui lui assurent le profit maximum, plutôt qua de les investir dans l'agriculture pour rattraper le retard de cette dernière.

Dans les conditions du capitalisme, la petite propriété privée, comme l'a souligné Lénine, subsiste comme compagne de route de la grande propriété. Cette propriété existe et est très répandue en Union soviétique, dans les villes comme dans les campagnes. Elle constitue, dans ce pays, l'une des formes de la propriété capitaliste dont la bourgeoisie soviétique a permis le développement. A cette fin, la constitution révisionniste soviétique sanctionne le droit à l'exercice d'une activité privée dans l'artisanat, l'agriculture et les services, ainsi qua le droit des citoyens soviétiques à posséder des lopins de terre, du bétail et de la volaille. On voit donc qu'en Union soviétique a été créé un secteur particulier de la petite propriété privée.

Afin de faire ressortir la nature de classe du régime économique de l'Union soviétique, il importe surtout d'analyser les rapports de répartition, dont le caractère capitaliste est plus évident et plus manifeste, partant, plus difficile à camoufler par les révisionnistes soviétiques.

On sait qua ces rapports dépendent des rapports de propriété et sont déterminés par ceux-ci. Mais, comme le dit Engels, «les rapports économiques de chaque société se présentent avant tout comme des intérêts». Si l'on analyse donc les rapports de propriété en Union soviétique sous cet angle, c'est-à-dire si l'on définit dans l'intérêt de qui est utilisée la propriété capitaliste et qui en profite, on verra apparaître son essence capitaliste.

Les voies qua suit la bourgeoisie soviétique, en ce qui concerne l'appropriation de la plus-value, sont diverses. Elle s'en approprie la majeure partie à travers les impôts sur les fonds qua l'Etat soviétique prélève aux entreprises et aux unions économiques. Elle s'en assure une autre partie à travers les taxes qua l'Etat capitaliste soviétique collecte des masses travailleuses de la ville et de la campagne, et qui sont aussi sanctionnées dans la nouvelle constitution révisionniste soviétique. Auprès des entreprises et des unions économiques ont également été créés certains fonds, comme «le fonds du profit», «le fonds s des stimulants matériels» et autres, dont la plus grande part va dans les poches de la couche de la bourgeoisie qui est à la direction des entreprises et des unions économiques. La bourgeoisie soviétique transforme une partie de la plus-value en capital fonctionnel pour réaliser à l'avenir une plus-value encore plus importante, elle en utilise une partie pour maintenir son immense appareil militaire et bureaucratique, et elle distribue le reste à ses membres sous forme de hauts traitements, de gratifications et d'honoraires.

Le rapport entre les salaires des ouvriers et ceux des membres de la bourgeoisie soviétique varie entre 1 à 10 et 1 à 30. Cela signifie que, indépendamment du fait que á «le peuple tout entier» est proclamé détenteur de la propriété, en réalité le véritable propriétaire est une poignée de gens qui, au même titre que les propriétaires capitalistes dans les autres pays bourgeois, s'approprient le travail non rémunéré à travers les hauts salaires, les gratifications et autres privilèges matériels.

Afin de frayer la voie à la dégénérescence des rapports de production socialistes et de dissimuler le caractère de classe bourgeois des grandes inégalités de salaires et de rétribution, les

révisionnistes soviétiques ont donné la priorité aux stimulants matériels en régime socialiste, en présentant cela comme une idée soi-disant léniniste. Or on sait bien que Lénine a combattu dans la société socialiste les hauts traitements et autres privilèges matériels qui risquent d'entraîner la corruption des cadres et l'apparition de nouveaux éléments bourgeois. Dès 1918, Lénine, évoquant les tâches de l'Etat prolétarien, posait avec force le problème de «la création de conditions telles que la bourgeoisie ne puisse ni subsister ni renaître». Et Lénine considérait justement la lutte contre les hauts salaires, l'élimination de tout privilège matériel dans la société socialiste, comme l'un des facteurs les plus importants de la réalisation de ces conditions. Il jugeait les hauts salaires un «mode bourgeois» de traitement des spécialistes et des fonctionnaires, un «recul par rapport aux principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien.»¹ En Union Soviétique, par contre, à la suite de la restauration du capitalisme, les hauts salaires, les stimulants matériels, les gratifications, les faveurs, les privilèges, ont été érigés en institution permettant l'appropriation par d'autres de la plus-value créée par la sueur des travailleurs.

L'économie soviétique actuelle est intégrée dans le système capitaliste mondial. «Cependant que les capitaux américains, allemands, japonais, etc., ont pénétré profondément en Union soviétique, les capitaux soviétiques sont exportés dans d'autres pays et, sous diverses formes, ils fusionnent avec les capitaux locaux». Cette intégration a pris de vastes proportions et se réalise sous les formes les plus diverses.

L'Union soviétique est l'un des plus grands pays importateurs de capitaux occidentaux. Son endettement envers ces pays est évalué à 19 milliards de dollars. Quelque 500 trusts occidentaux des plus importants ont fait des investissements sous forme de crédits pour la construction d'établissements industriels en Union soviétique ou pour le financement de son commerce avec ces pays. Plus de 75 sociétés multinationales américaines, ouest-allemandes, anglaises, japonaises etc., ont leurs bureaux en Union soviétique. (Cet afflux de capitaux des monopoles capitalistes étrangers est justement l'une des formes à travers lesquelles ceux-ci sont devenus les partenaires de la bourgeoisie soviétique dans l'exploitation des travailleurs du pays).

La pratique des rapports économiques de l'Union soviétique avec les autres pays du monde, comme ceux de la prétendue «communauté socialiste», les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, atteste clairement la nature capitaliste de l'économie et de tout le régime social soviétique. Dans cette pratique, on voit l'Union soviétique utiliser largement les crédits asservissants, les échanges inégaux, «les sociétés multinationales» et les banques dans les autres pays du monde, afin d'exploiter les peuples. C'est là une pratique typiquement néo-colonialiste, inhérente à la nature capitaliste du régime économique en Union soviétique.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que la politique est l'expression concentrée de l'économie. La politique de chaque pays est la conséquence inéluctable et le produit direct de son régime économique, tandis que le caractère de cette politique reflète nécessairement la nature de classe de ce régime, sa physionomie. Vue sous cet angle marxiste-léniniste, la politique agressive, belliciste, hégémoniste et expansionniste que suit l'Union soviétique en vue d'un repartage du monde, pour étendre ses zones d'influence, s'approprier des sources de matières premières, opprimer et asservir les peuples, montre que le régime économique sur lequel se fonde cette politique impérialiste ne peut être rien d'autre qu'un régime capitaliste, car, comme le démontre Lénine, la politique extérieure agressive et belliciste est le produit inévitable de l'ordre capitaliste.

Les transformations radicales dans la structure économique de l'Union soviétique -ne pouvaient manquer d'entraîner également des transformations radicales dans la structure de classe de la société soviétique actuelle.

Afin de dissimuler l'existence en Union soviétique d'une nouvelle classe bourgeoise, les révisionnistes soviétiques, en cette question également, conservent et affichent toujours, en apparence, la structure de classe socialiste, qui était naguère encore la sienne, de la société. C'est pourquoi, pour bien déterminer la nature de cette structure, il faut nécessairement partir des enseignements léninistes, selon lesquels la nature des classes et, par conséquent, celle de la structure de classe de chaque société, ne peut être correctement définie qu'à travers l'analyse des rapports

réels entre les classes et les moyens de production, de la place qu'elles occupent et du rôle qu'elles jouent dans la direction et l'organisation de la production et de l'économie, et de la part du produit social qu'elles s'approprient.

Le fait qu'en Union soviétique la propriété d'Etat kolkhozienne, auparavant socialiste, s'est transformée en propriété capitaliste, que les masses travailleuses de la ville et de la campagne sont privées du droit de participer effectivement à l'organisation et à la direction de la production, qu'une petite partie de la population, comme les bureaucrates, les technocrates, la haute caste des militaires et de l'intelligentsia créatrice, s'approprient, sous diverses formes, une part considérable des revenus de la société et qu'ils mènent une vie de parasite, prouve que dans la société soviétique actuelle il existe des classes aux intérêts économiques fondamentaux opposés, prolétariens et bourgeois. La couche des bureaucrates et des apparatchiks, qui a usurpé la direction du parti et de l'Etat, qui a perpétré la contre-révolution «pacifique» et qui a avis la main sur les moyens de production, s'est désormais transformée en une nouvelle classe bourgeoise. Quant à la classe ouvrière, qui a perdu son parti et son pouvoir politique et s'est vue dépouillée des moyens de production, elle s'est transformée en une classe purement productrice, en une classe exploitée et opprimée, qui vit en vendant la marchandise qu'est sa force de travail.

Afin de dissimuler la réalité capitaliste de la structure de classe de la société soviétique actuelle, les révisionnistes soviétiques diffusent toutes sortes de «théories» soi-disant nouvelles. C'est là le but de leurs théories sur le passage, de «la société socialiste développée», à la prétendue homogénéité sociale, à travers lesquelles ils prétendent que les différences entre la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne et l'intelligentsia seraient en voie de disparition, pour céder la place exclusivement à des travailleurs aux traits communs, constituant ainsi en Union soviétique une société sans classes.

Au cours de la transformation révolutionnaire du socialisme en communisme se produira inévitablement, comme l'ont démontré les classiques du marxisme-léninisme, le processus d'extinction graduelle des différences de classe et des classes elles-mêmes, partant, se créera la société communiste, dans laquelle, comme le dit Marx, tous seront des travailleurs. Mais cela ne peut se réaliser qu'à travers la dictature du prolétariat, sous la direction du parti prolétarien, à travers le développement conséquent de la lutte de classe et l'application des enseignements du marxisme-léninisme, le développement centralisé et planifié des forces productives et la transformation de la propriété socialiste en propriété communiste. Or, après la restauration du capitalisme en Union soviétique, il ne peut y être question de ces processus révolutionnaires.

Les khrouchtchéviens soutiennent que la soi-disant paysannerie kolkhozienne «s'intègre dans la classe ouvrière», qu'elle «s'identifie» à cette classe. Ces thèses tendent à justifier en fait le processus de décomposition de classe de la paysannerie soviétique, qui, par suite de l'action des lois capitalistes, va grossir les rangs du prolétariat de la ville et de campagne. Les révisionnistes soviétiques s'efforcent justement de présenter le processus de polarisation de la société capitaliste soviétique actuelle comme le passage de cette société à une soi-disant «homogénéité sociale».

Les thèses de «l'intégration des divers détachements de l'intelligentsia dans les rangs de la classe ouvrière», de la création des prétendus groupes sociaux «ouvriers-intellectuels», «kolkhoziens-ouvriers», «ouvriers-kolkhoziens-intellectuels», ont pour objectif de renier le rôle prépondérant de la classe ouvrière et de justifier la création de couches bourgeoises privilégiées dans les rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie kolkhozienne, de l'intelligentsia.

L'analyse de la structure de classe de la société soviétique actuelle fait ressortir qu'elle s'identifie, quant au fond, à celle d'une société bourgeoise capitaliste. Il y existe deux classes principales, la nouvelle bourgeoisie, qui est la classe dominante, et la classe ouvrière, qui est la classe opprimée et exploitée. Il existe en même temps la paysannerie qui elle aussi, une opprimée soumise au processus de décomposition, ainsi qu'une nouvelle couche d'intellectuels, une nouvelle couche de petits-bourgeois composée de propriétaires privés, d'artisans, de trafiquants, d'accapareurs, etc.

La dégénérescence du prolétarien, de la dictature du prolétariat et du régime économique socialiste en Union soviétique, a entraîné la disparition des facteurs qui avaient rendu possible pour la première fois dans l'histoire le règlement de la question nationale. Cette question est redevenue aujourd'hui l'un des problèmes les plus aigus de la société soviétique, car en Union soviétique «le chauvinisme a été érigé en idéologie dominante, l'oppression nationale est devenue une partie indivisible de la politique de classe bourgeoise' que suit la clique au pouvoir».

Afin de cacher cette politique aux travailleurs dans le pays et à l'opinion politique extérieure les révisionnistes soviétiques ont élaboré une «théorie» et une pratique sur «la nouvelle communauté historique des hommes» ou du «peuple soviétique unique». Déployant le drapeau de cette «théorie», ils prétendent qu'en Union soviétique la question nationale a été entièrement et définitivement résolue et que ce problème n'existe plus. Cette «théorie» que les révisionnistes soviétiques s'évertuent à présenter comme une idée léniniste, n'est~ au fond, qu'une conception nationaliste et chauvine, qui vise à légitimer la russification des nations et des nationalités non russes, à nier leur souveraineté et leur identité nationales. Ces visées chauvines apparaissent au grand jour si l'on analyse, à partir des positions du marxisme-léninisme, les phénomènes et processus négatifs qui se produisent effectivement dans les rapports-entre nations et nationalités dans l'Union soviétique actuelle.

Afin de dénationaliser diverses nations, la bourgeoisie impérialiste s'est efforcée constamment de liquider leur langue et leur culture. C'est ainsi qu'agissent les social-impérialisme soviétiques envers les nations et les nationalités non russes en URSS. Sous le slogan de la création de «la culture unique soviétique», de «la culture supranationale», les révisionnistes soviétiques déploient les mêmes efforts pour russifier la culture des autres nations et nationalités de l'Union soviétique.

Dans leur politique chauvine grande-russe, les révisionnistes soviétiques, sous le slogan de l'internationalisation de tous les aspects de la vie, s'attachent surtout à modifier la structure nationale des diverses nations et nationalités de l'URSS. La République du Kazakhstan, par exemple, est peuplée de 5,5 millions de Russes; les 4,5 millions de Kazaks y sont en minorité et ne représentent que 34 pour cent de la population de la République. C'est là un exemple significatif de la politique chauvine grande russe pratiquée par les révisionnistes soviétiques.

Le processus de russification de la population dans les autres républiques soviétiques s'intensifie toujours plus. C'est dans le sens de ce processus qu'agissent aussi des facteurs comme l'«émigration intérieure». Au moyen de déplacements mécaniques, les révisionnistes soviétiques transplantent en masse les populations des autres nations de leur sol natal, les transformant, comme ils le disent, en une «collectivité multinationale».

L'analyse de ces phénomènes faite à partir de positions marxistes-léninistes dévoile le caractère démagogique des thèses des révisionnistes soviétiques sur le soi-disant enrichissement par eux de l'idée léniniste de la création d'une nouvelle communauté humaine historique supérieure à la nation. Les républiques fédérées soviétiques, bien qu'elles jouissent, juste pour la forme, de la souveraineté d'Etat et de l'égalité, sont en train de se transformer en de simples territoires administratifs dépourvus de véritables droits d'Etat et jouissant d'une souveraineté tout à fait formelle. La République russe occupe, dans cette fédération bourgeoise, une position -prépondérante. Entre elle et les autres républiques, indépendamment des slogans démagogiques sur «l'égalité» des nations, existe, dans tout le développement économique et social, un dénivellement marqué, qui va s'accroissant. Dans les conditions de la restauration du capitalisme en Union soviétique, les révisionnistes khrouchtchéviens utilisent le grand potentiel humain et matériel de la Russie pour réaliser leur politique chauvine grande-russe.

Dans les conditions de l'impérialisme, l'existence et le renforcement à l'extrême d'un appareil bureaucratique - militaire, d'organes de répression et d'agression sont propres aux Etats où sévit un féroce régime dictatorial et qui suivent une politique extérieure hégémoniste. Un appareil de ce genre existe également dans l'Union soviétique révisionniste. L'appareil bureaucratique de l'Etat soviétique actuel se compose de toute une armée de plusieurs millions d'employés et de

bureaucrates, de forces qui dépassent 3,5 millions d'hommes et d'autres organes de répression très gonflés, comme le KGB, les tribunaux, les prisons, les camps de concentration, les hôpitaux psychiatriques. La militarisation de l'Etat soviétique a pris des proportions inouïes. Le budget militaire de l'Union soviétique se monte à environ 160 milliards de dollars. Cet état de choses atteste que l'Etat soviétique n'est nullement un Etat «socialiste», «humanitaire», et du «peuple tout entier», comme le présentent les révisionnistes soviétiques. mais, comme l'a qualifié le camarade Enver Hoxha au VIIe Congrès du PTA, «une dictature capitaliste, fasciste».

Les révisionnistes soviétiques s'efforcent de camoufler la nature et les véritables fonctions de leur Etat bourgeois-fasciste. Après avoir proclamé, au début des années 60, le remplacement de la dictature du prolétariat par «l'Etat du peuple tout entier», maintenant, afin de justifier leur politique de terreur et de violence fasciste à l'encontre des masses travailleuses, ils prétendent que «l'Etat du peuple tout entier, serait par son essence la continuation directe de la dictature du prolétariat».

C'est dans ces buts démagogiques que les révisionnistes soviétiques propagent des illusions selon lesquelles l'Etat soviétique du «peuple tout entier», «n'est pas un appareil d'oppression d'une classe par une autre», n'est pas un organe de domination d'une classe sur une autre car la violence qu'il exerce n'est soi-disant dirigée que contre des individus particuliers, gangsters, assassins, voleurs et contre tous ceux qui enfreignent les normes de la société. Et si l'Etat soviétique prend naturellement des mesures contre les gens de cette catégorie, ce n'est certainement pas pour défendre les masses travailleuses, mais pour soutenir les intérêts de classe de la bourgeoisie révisionniste. Or l'existence de l'appareil bureaucratique et militaire mis sur pied en Union soviétique atteste, par ses dimensions mêmes, qu'il ne l'a pas été, comme du reste il ne pouvait l'être, pour réprimer quel-ques personnes particulières. S'il est maintenu debout, c'est justement pour réprimer et exploiter la classe ouvrière et les masses travailleuses, et pour promouvoir des agressions contre les peuples des autres pays.

Le Parti également, bien que les révisionnistes soviétiques, à des fins démagogiques, n'en aient point changé le nom, s'est transformé en un parti bourgeois fasciste, véhicule de l'idéologie et de la politique d'oppression et d'exploitation. Il a élaboré la théorie et la pratique les plus achevées de la contre-révolution révisionniste sur la dégénérescence du socialisme et la restauration du capitalisme, il s'emploie à légitimer théoriquement la politique d'oppression sociale et nationale à l'intérieur du pays et la politique hégémoniste, chauvine, agressive et expansionniste de la bourgeoisie soviétique envers les autres pays et peuples du monde. Sous les slogans démagogiques de la fierté nationale et de l'aide internationaliste, le parti bourgeois soviétique s'efforce d'inculquer aux gens soviétiques un nationalisme agressif, un esprit chauvin de mégalomanie et d'arrogance, pour réaliser les objectifs hégémonistes du social-impérialisme soviétique.

Conformément à leurs objectifs et à leur politique d'oppression, les révisionnistes soviétiques ont radicalement transformé l'essence politique de leur parti, en en faisant un organisme de répression, au même titre que l'armée, le KGB, la milice et les autres organismes de répression de l'Etat bourgeois fasciste soviétique actuel grandissant et gonflant les organisations de base du parti de bureaucrates et de technocrates, ils en ont fait des organismes inactifs, tout à fait formels. Dans le même temps, les révisionnistes soviétiques utilisent les organes dirigeants du parti à tous les niveaux, essentiellement composés de bureaucrates et de technocrates, comme des organes de répression contre tous ceux qui s'opposent et ne se soumettent pas à eux, en entreprenant de vastes campagnes d'épuration et punitives, comme le fut celle des années 1973-1974. A l'échelle internationale, cette organisation, qui porte le nom de parti communiste, corrompt et met au service de la bourgeoisie soviétique des chefs d'autres partis révisionnistes, ainsi que des chefs de file de la bourgeoisie de divers pays, en les utilisant comme des instruments pour y réintervenir. C'est ainsi qu'elle agit en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays anciennement de démocratie populaire, c'est ainsi qu'elle agit en Angola et récemment en Afghanistan. L'analyse de l'action du PCUS conduit à la conclusion irréfutable que ce parti s'est fait le véhicule d'une idéologie et d'une politique d'oppression et d'exploitation, qu'il est devenu un organisme régressif.

Professeur Arben Puto

LE CARACTERE SOCIAL-IMPERIALISTE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'UNION SOVIETIQUE ACTUELLE

Le tournant régressif que prit le cours de la politique extérieure de l'Union soviétique après la mort de Staline, constitue l'un des aspects les plus importants de sa dégénérescence capitaliste.

Afin de saisir, dans toutes ses dimensions, l'œuvre profondément nocive des révisionnistes khrouchtchéviens dans la politique extérieure de l'Union soviétique, il suffit de constater qu'ils ont mis un terme à un phénomène historiquement grandiose, comme l'était l'apparition, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'une politique extérieure socialiste non seulement conçue mais aussi appliquée dans la pratique.

Il y a presque un siècle et demi que Marx et Engels, soulevaient avec force la nécessité impérieuse pour la classe ouvrière, avant même de prendre le pouvoir, d'avoir sa propre politique extérieure. Selon la définition lapidaire donnée par Marx, les nouveaux principes de la politique extérieure de la classe ouvrière devaient être «les simples lois de la morale et de la justice».

Au début du XXe siècle, ce qui paraissait un idéal inaccessible, une utopie, face à la barbarie capitaliste prise d'une fièvre de destruction et d'exterminations massives, fut réalisé pour la première fois à la suite du triomphe de la Révolution socialiste en Russie.

La confrontation entre le capitalisme et le socialisme a été un facteur constant de toute la vie internationale de notre siècle. Leur lutte sur tout le front de la politique extérieure a eu des conséquences d'une extrême importance dans l'histoire contemporaine. Le fascisme n'est pas passé. Le socialisme a surmonté l'isolement et est désormais apparu comme une communauté internationale. La toute-puissance des grands impérialistes est entrée en crise. Le système colonial s'est désagrégé. Un grand nombre de peuples et de nations ont déjà acquis, outre la conscience de leur identité ethnique, leur indépendance d'Etat, et les rapports internationaux se sont ranimés à un degré sans précédent. Tout cela s'est produit sous le signe de la supériorité du socialisme qui trouva une pleine expression en politique extérieure surtout après la Seconde Guerre mondiale.

Le socialisme franchit le seuil de la deuxième moitié du XXe siècle en donnant des preuves indubitables de sa vitalité, et cela non seulement en tant que système économique-social appliqué dans des sociétés particulières délimitées par des frontières d'Etat, mais aussi en tant que communauté internationale, fondée sur un internationalisme que seule la classe ouvrière au pouvoir est capable d'affirmer.

Cette continuité fut interrompue au XXe Congrès du PCUS. Codifiant toutes les théories opportunistes du passé, qu'il eut le souci de mettre à jour et d'adapter aux grands problèmes du développement contemporain, le XXe Congrès du PCUS procéda à une synthèse: celle du révisionnisme moderne, en tant que stratégie et tactique du retour antihistorique du socialisme au capitalisme.

Une des composantes les plus importantes de la politique inaugurée au XXe Congrès du PCUS est, celle qui a trait aux Etats socialistes. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans la

pratique de la construction du socialisme fut posé un nouveau problème qui se rattachait en effet étroitement à la croissance du socialisme dans des dimensions internationales: au seul pays socialiste de la, période d'entre les deux guerres viennent s'ajouter toute une série de pays qui s'engagent désormais dans la voie du socialisme.

«Un peuple qui opprime les autres peuples, ne peut être libre» disait Marx il y a quelque cent ans, avançant par là tout un programme de lutte de la classe ouvrière en vue d'un tournant révolutionnaire dans les rapports internationaux également. Mais le programme du socialisme en matière de politique extérieure ne s'arrête pas là; il comprend aussi les actions directes et la contribution constructive à sa réalisation aussi complète que possible dans les rapports entre les Etats. Il va de soi que ce programme peut et doit se réaliser dans les rapports entre les Etats socialistes, et l'internationalisme prolétarien constitue alors le fondement de ces rapports. Les rapports que divers membres du camp socialiste entretenirent entre eux pendant presque toute la décennie qui suivit la Seconde Guerre mondiale représentaient un modèle dont on attendait certainement qu'il fût porté plus loin. Mais après le XXe Congrès, qui créa une véritable confusion idéologique dans les rangs des partis communistes et des forces anti-impérialistes sur les questions les plus importantes de la stratégie et de la tactique, un pas fut accompli vers la destruction de la base même des rapports entre les Etats socialistes. La campagne contre Staline jeta un nuage noir sur l'expérience historique de la Révolution d'Octobre, sur la construction du socialisme en Union soviétique et sur sa politique extérieure.

Khrouchtchev visait à soumettre les pays socialistes et les partis communistes afin d'en faire des instruments dociles, entièrement à la remorque soviétique, de donner force de loi à son diktat et à son arbitraire.

Le groupe révisionniste de Khrouchtchev et plus tard ses successeurs trouvèrent tout prêts les instruments juridico-internationaux qui devaient faciliter la mise en oeuvre d'une telle politique. Il s'agit là de la dégénérescence et de la transformation contre-révolutionnaire du Pacte de Varsovie et du Conseil d'entraide économique, le Comecon, qui s'apparentent maintenant, du point de vue de la forme et du contenu, aux blocs politiques et économiques de l'OTAN et du Marché commun des pays capitalistes d'Europe occidentale.

Quand on traite aujourd'hui du Pacte de Varsovie et du Comecon, on ne peut plus les juger à partir de leur origine qui date d'un quart de siècle. Créés au départ comme organismes de l'alliance politique et économique de l'ancien camp socialiste, pour faire face à la stratégie d'agression de l'OTAN, pour mener plus avant et approfondir la nouvelle expérience de la collaboration fraternelle des pays socialistes, le Pacte de Varsovie et le Comecon se transformèrent plus tard en instruments de l'hégémonie soviétique tant à l'intérieur des pays d'Europe de l'Est qu'à l'échelle européenne et mondiale. Ainsi, de contre-poids qu'ils étaient au front contre-révolutionnaire de l'Occident capitaliste, ils devinrent une contre-partie dans la lutte sauvage, déclarée et non déclarée, pour le partage des sphères d'influence et le maintien de «l'équilibre des forces». Le camarade Enver Hoxha a qualifié l'OTAN et le Pacte de Varsovie de «. . . principaux piliers sur lesquels s'appuie toute la politique hégémoniste et expansionniste des superpuissances et au moyen desquels elle se réalise, de plus solides remparts de leurs systèmes impérialistes, d'instruments essentiels de leur rivalité et de leurs préparatifs de guerre. . .» tandis qu'en ce qui concerne le Comecon et le Marché commun, il a mis en évidence leur rôle complémentaire «en fonction de leur politique d'agression, d'oppression et d'exploitation»

Il est évident que le fardeau de cette politique pèse avant tout et surtout sur le dos des pays satellites. Afin de farder une pratique de liens internationaux qui revêt tous les traits capitalistes, on a mis en circulation divers slogans et «théories», qui, bien qu'émaillés de phraséologie marxiste, ne sont que des spéculations grossières et ne résistent à aucune critique.

De ce point de vue, la première à considérer est «la théorie» de «la souveraineté limitée», qui a enrichi l'arsenal des moyens de propagande au moyen desquels la bourgeoisie réactionnaire attaque les principes fondamentaux des rapports internationaux. Il est de fait que cette théorie fut répandue par la clique révisionniste du Kremlin précisément lors de l'agression contre la

Tchécoslovaquie en 1968. Ce fait à lui seul suffit pour montrer que les élucubrations de cette nature ont pour but d'assurer une plate-forme idéologique et juridique, sur laquelle doit s'appuyer la politique d'agression, de diktat et de violence brutale. La théorie en question s'efforce de prouver que les intérêts de la «communauté socialiste» constituent «le droit souverain suprême» et que, de ce fait, ils ont un caractère prioritaire. Quant aux intérêts de tel ou tel Etat, simple membre de «la communauté», ils sont qualifiés d'«étroits» et de «particuliers» et, en tant que tels, subordonnés aux intérêts supérieurs généraux et conditionnés par ceux-ci.

Le caractère essentiellement mystificateur de la théorie de la «souveraineté limitée» apparaît aussitôt si l'on observe que c'est justement la direction du Kremlin, cette «instance suprême», qui a le droit absolu et exclusif de fixer la limite de la souveraineté de chaque Etat membre sous prétexte que cette souveraineté va à l'encontre des «intérêts supérieurs de la famille socialiste». Le mécanisme d'une telle action a été parfaitement illustré en 1968 en Tchécoslovaquie, où l'agression «collective» de l'un des Etats membres par le Pacte de Varsovie créa un précédent non seulement dans les rapports à l'intérieur du bloc, mais éventuellement aussi en dehors de celui-ci. C'est ainsi que le cas de l'Afghanistan vient s'ajouter à celui de la Tchécoslovaquie, à travers une interprétation très large, précisément social-impérialiste, de l'«internationalisme prolétarien». Par là même, la «théorie» de «la souveraineté limitée» a les limites de sa sphère d'action, elle ne se confine plus à l'intérieur du cadre des pays dits «socialistes» de l'Europe de l'Est, cadre «couvert» par le pacte de Varsovie, mais elle s'étend sur d'autres pays et d'autres zones géographiques.

«La théorie» de la «souveraineté limitée» marque une étape déterminée, un nouveau pas dans l'élaboration de la plate-forme de la politique extérieure de l'Union soviétique. Cette théorie est, d'une part, l'expression vivante de l'approfondissement du cours social-impérialiste hégémoniste de la politique extérieure soviétique, qui trouve en Europe de l'Est sa première et plus complète application, elle se rattache d'autre part au changement toujours plus évident des rapports entre les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique dans le sens de leur dépendance plus accentuée qui va jusqu'à la perte des principaux attributs de leur souveraineté d'Etat.

Brežnev a déclaré ouvertement au XXVe Congrès du PCUS, que «le processus d'union graduelle des pays socialistes agit maintenant en tant que loi objective exigeant des Etats membres de la communauté socialiste qu'ils combattent l'exclusivisme et l'isolement nationaux».

L'élaboration «théorique» de ce processus de concentration des attributs de la souveraineté d'Etat entre les mains du Kremlin dans le cadre de «la communauté socialiste», ne s'arrête pas là. Ce qui se révèle très significatif à cet égard c'est surtout ce qu'on a appelé deux ans auparavant «la théorie de la nation socialiste», qui a surtout été traitée par la presse tchécoslovaque.

Cette théorie marque en soi un pas très avancé dans les mystifications théoriques relatives à «la communauté socialiste». Elle prétend préluder à une union plus profonde des pays d'Europe de l'Est sur des fondements fédératifs, union qui n'aurait d'autre rôle que d'élargir les frontières de la fédération soviétique existante. Cela confirme directement qu'aujourd'hui existent les «conditions objectives» de la création du «peuple socialiste dans les pays de communauté socialiste». On prétend que la longue expérience de l'Union soviétique indique la voie du «rapprochement», de la «solution des contradictions», de la «fusion» ou de «l'harmonisation des particularités spécifiques nationales» conduit directement à la création d'«un peuple socialiste». Et naturellement on déforme à cette fin les notions de «patriotisme socialiste» et d'«internationalisme prolétarien». La «Pravda» de Bratislava citait quelque temps auparavant une déclaration de Bilak, membre du Présidium du PC de la Tchécoslovaquie, qui propose de «concevoir le patriotisme socialiste comme une attitude à l'égard de toute la communauté socialiste, où l'Union soviétique tient le rôle décisif». De ce point de vue, on fustige évidemment ce qu'on appelle les «conséquences néfastes d'une compréhension étroite et unilatérale de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité et de la non-ingérence», dans les rapports entre les pays de la communauté.

L'«internationalisme prolétarien» brejnévien connaît également des transformations pour s'adapter aux visées de l'expansionnisme soviétique. Il doit servir de «fondement à l'intégration de toutes les sphères de la vie de la communauté socialiste». Et pour éviter que cela ne reste un mot

creux, un slogan, on a élaboré un vaste programme d'«intégration complexe» de l'économie, de la culture, de l'art, de l'enseignement et de tous les autres secteurs, programme que les révisionnistes soviétiques s'efforcent de mettre en oeuvre «à travers les actions communes militaires, politiques et idéologiques désormais institutionnalisées».

Il n'est pas difficile de conclure de tout cela que la politique soviétique dans les rapports avec les pays satellite,s d'Europe de l'Est a pour objectif de consolider la domination de l'Union soviétique et d'élargir les frontières de l'empire, qui peut changer de nom, mais non de contenu.

Dans le cadre de la politique extérieure de l'Union soviétique après le XXe Congrès, l'évolution des rapports avec les Etats capitalistes et surtout avec les USA revêt une importance particulière. Au lendemain de la mort de Staline, mais surtout après le XXe Congrès, est apparue la tendance à édifier de nouveaux rapports avec le monde capitaliste en général et l'impérialisme américain en premier lieu, sur tout le front de la politique extérieure. Aussi la confrontation avec les Etats capitalistes, avec l'impérialisme américain en particulier, devait-elle avoir lieu à partir de positions différentes de celles de la période où l'Union soviétique était apparue comme une grande puissance socialiste. Maintenant l'Union soviétique se présente sur la scène de la politique mondiale à la fois comme un partenaire et comme un rival des Etats impérialistes dans l'âpre lutte pour des marchés, pour des sphères d'influence. «...Le social-impérialisme soviétique ne se contente plus, souligne le camarade Enver Hoxha, de la domination qu'il exerce sur ses Etats satellites» de l'Europe de l'Est. Tout comme les autres Etats impérialistes, l'Union soviétique lutte maintenant pour conquérir de nouveaux marchés, des sphères d'influence, pour investir des capitaux dans divers pays, accaparer des sources de matières premières...»

En d'autres termes, de facteur novateur dans les rapports internationaux, l'Union soviétique s'est transformée en un des principaux protagonistes du grand jeu impérialiste de partage du butin et de l'«équilibre des forces». C'est la raison pour laquelle ces vingt dernières années ont été caractérisées par un profond bouleversement dans toute la structure des rapports internationaux de la période contemporaine, au cours de laquelle la coopération, l'alliance, la concurrence et la rivalité entre les deux superpuissances sont les deux faces de la même médaille. Au fond c'est là quelque chose de fort connu, surtout dans l'histoire européenne de la fin du siècle dernier et du début du nôtre: «le concert des grandes puissances» impérialistes de l'Europe a agi comme une «instance suprême» comme un «directoire» à l'échelle internationale à travers des phases de compréhension, de réconciliation, d'euphorie pacifiste, mais aussi des phases de heurts d'intérêts antagonistes, jusqu'aux graves crises qui ont conduit au déclenchement des guerres impérialistes. Ce qui est particulier, c'est tout d'abord l'entrée de l'Union soviétique, une ancienne puissance socialiste, dans cette «société» puis le fait que le cercle s'est rétréci et réduit au minimum jusqu'à devenir un binôme Etats-Unis-Union soviétique. Ce resserrement du cercle des «Grands» n'est pas du goût des autres Etats capitalistes, auxquels les superpuissances assignent le rôle de «puissances secondaires». Il est vrai que la Charte des Nations Unies proclame cinq grandes puissances, auxquelles elle reconnaît certaines prérogatives et responsabilités particulières à l'échelle internationale, mais dans la pratique il n'en est plus ainsi depuis longtemps. A Washington ou à Moscou on prétend maintenant à ce que les destinées de l'humanité soient entre les mains des deux superpuissances, que ce soit elles qui fassent la pluie et le beau temps dans les rapports entre Etats.

C'est dans ce cadre que s'inscrit aussi le monopole que les deux superpuissances cherchent à se réserver pour «la solution» des problèmes de la politique mondiale. «Pour ce qui est des grandes questions internationales, souligne le camarade Enver Hoxha, elles s'efforcent d'élaborer une politique coordonnée et d'adopter une attitude commune à l'égard des autres pays...» Leur objectif, ajoute le camarade Enver Hoxha, est «...d'obliger les autres Etats à confier leur sort aux deux superpuissances, de façon que ces dernière:s deviennent des arbitres non seulement des affaires extérieures des autres pays, mais aussi de leurs affaires intérieure,s. Les deux superpuissances exigent que leur volonté et leur diktat soient érigés en loi et en norme de vie internationale.»

La propagande bourgeoise et la propagande révisionniste sont à l'unisson dans leurs efforts pour démontrer que l'accord soviéto-américain est la seule garantie de la paix dans les conditions

actuelles. Ce n'est là ni quelque chose de nouveau ni d'original. Dans chaque période historique, on a appliqué des étiquettes pacifistes au «pouvoir» des grands.

Ce processus de concentration dans les plus hautes sphères de la politique mondiale, ce processus de passage du «concert des puissances» à celui des deux superpuissances, loin d'avoir réduit les dangers, les a augmentés, tant pour les pays particuliers que pour -la coopération et la paix entre les peuples.

Malgré tous les efforts de la propagande bourgeoise et révisionniste pour présenter l'accord soviéto-américain comme un «équilibre des forces» entre les deux superpuissances, comme le seul fondement de la sécurité et de la paix internationale, la réalité des rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique montre clairement que les accords tacites ou déclarés entre eux ne sont pas en mesure de mettre fin aux conflits et aux désaccords. Ils ne revêtent qu'une importance temporaire, ce ne sont que des «armistices» dans la longue lutte, continue et impitoyable, qui oppose les deux superpuissances entre elles.

L'expérience de ces dernières années montre très clairement que l'Union soviétique a occupé une bonne place dans la politique expansionniste, qu'elle a entièrement fait sienne la logique impérialiste en matière de politique extérieure. Elle s'en tient totalement à la règle consistant à «comblé les vides». C'est ainsi qu'au retrait partiel de l'impérialisme américain de l'Asie du Sud-Est, à la suite de la défaite qu'il a subie au Vietnam, correspond l'avance générale du social-impérialisme soviétique dans plusieurs régions du monde, surtout en Asie et en Afrique. Les événements d'Angola, d'Ethiopie et, ces derniers temps, l'occupation militaire directe de l'Afghanistan illustrent clairement la grande vigueur actuelle du cours soviétique tendant à l'hégémonie mondiale.

Mais d'autre part il serait erroné d'affirmer que dans l'arène actuelle de la politique mondiale, on n'assiste qu'à une seule confrontation, celle entre les deux superpuissances. En fait, la situation est beaucoup plus compliquée et l'écheveau des contradictions s'est embrouillé outre mesure. Dans son ouvrage «L'impérialisme et la révolution» le camarade Enver Hoxha s'arrête spécialement sur cet aspect de la situation internationale actuelle. «La situation qui s'est créée aujourd'hui dans le monde, souligne-t-il, est assez complexe. Dans l'arène internationale agissent à présent diverses forces impérialistes et social-impérialistes, qui, d'une part, luttent de concert contre la révolution et la liberté des peuples et, d'autre part, s'affrontent et s'empoignent pour s'arracher des débouchés, des zones d'influence et l'hégémonie. A la rivalité soviéto-américain pour la domination du monde sont venues s'ajouter maintenant les prétentions expansionnistes du social-impérialisme chinois, les convoitises rapaces du militarisme japonais, les efforts de l'impérialisme ouest-allemand en vue de s'assurer de nouveaux espaces vitaux, la féroce concurrence du Marché commun européen, qui a tourné ses regards vers les anciennes colonies».

Dans ce groupe de puissances, grandes ou moyennes, qui cherchent à prendre la place <qui leur revient» dans cette confrontation des intérêts se distingue particulièrement la Chine impérialiste actuelle. On peut dire à son sujet ce qu'on disait de l'Italie au dernier siècle «qu'il lui est venu l'appétit avant d'avoir des dents». Le retard chronique de la Chine dans chaque domaine, le manque d'un potentiel économique-industriel important, d'une part, et la voie pleine de détours qu'elle a suivie pendant des décennies, l'absence d'un programme bien défini, ou «les chinoiseries» en matière de politique, d'autre part, font que ce pays n'a pas le souffle suffisant pour marcher du même pas que les plus grands. La clique révisionniste de Pékin n'en est pas moins résolue à s'inscrire dans «le club des superpuissances» à titre de troisième partenaire. Actuellement, ce pays est entièrement engagé dans le grand jeu diplomatique non seulement à l'échelle régionale asiatique, mais aussi à l'échelle mondiale, et il fait cela ouvertement, à partir des positions d'une grande puissance, qui vise à se ranger parmi les superpuissances. A cette fin, la direction révisionniste de pékin a d'ailleurs fait un choix stratégique qu'elle considère comme le meilleur pour la conjoncture actuelle : elle a opté pour l'opposition frontale à l'Union soviétique en alliance avec la superpuissance américaine. Le social-impérialisme soviétique a relevé ce défi et l'on assiste actuellement à la rivalité entre les deux grandes puissances dites «communistes», surtout en

Extrême-orient. Se fondant sur ce fait, la propagande bourgeoise s'empresse de prouver que le capitalisme n'est pas la seule source des maux, que le «communisme» n'a pas apporté de changements, «qu'il n'a entraîné aucun tournant radical» dans les rapports «traditionnels» internationaux. 'Mais aujourd'hui il devient toujours plus évident que c' est là une des falsifications coutumières de la propagande bourgeoise, activité internationale soit de l'Union soviétique soit de la Chine s'identifiant entièrement à la politique impérialiste, et ayant consommé la rupture avec les idéaux socialistes dans le domaine de la politique extérieure.

Les attitudes et les actions à l'égard des pays et des peuples qui ont atteint ou aspirent à une vie d'Etat indépendant, après la désagrégation des anciens empires coloniaux, constituent un aspect très import de la Politique extérieure de l'Union soviétique. C'est là un terrain où le cours social-impérialiste de la politique extérieure soviétique se manifeste d'une façon particulièrement nette.

Le processus d'affirmation et de consolidation d'un grand nombre de nations et de nationalités des divers continents après des siècles d'esclavage se développe à travers de nouvelles luttes non moins âpres et opiniâtres que la lutte armée de libération nationale anticoloniale. La réalité mondiale actuelle est dominée par le contraste entre les grands pays industriels, dits «civilisés», «riches», et les anciens pays colonisés, pauvres ou «en voie de développement», comme on les appelle souvent. On la baptise aussi de termes géographiques comme «le rapport Nord-Sud», et cela naturellement dans une tentative pour justifier l'injustice flagrante actuelle comme s'il s'agissait d'une fatalité dictée par les conditions naturelles. Cette grande confrontation, qui constitue l'une des expressions les plus significatives de la lutte de classes à l'échelle internationale à l'époque actuelle, trouve l'Union soviétique révisionniste de l'autre côté de la barricade, parmi «les riches», les exploités, la bourgeoisie impérialiste.

Ce serait naturellement une vaine illusion que de concevoir le monde des pays sous-développés comme un groupement homogène tant du point de vue du régime économique-social, que du point de vue des orientations politiques. Il convient particulièrement de rejeter, comme étant non seulement non fondé, mais aussi trompeur, le schéma révisionniste chinois sur la division du monde actuelle en trois et sur le soi-disant «tiers monde» en tant que principale force motrice du développement historique de l'époque que Lénine a qualifiée d'époque des révolutions prolétariennes. Néanmoins, il est de fait que les «sous-continents» d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sont considérés aujourd'hui dans l'ensemble comme des sphères d'intérêts et d'action des plus grands et des plus riches, et les seuls rapports que les puissances capitalistes et révisionnistes cherchent à établir et à perpétuer entre ces pays et elles-mêmes sont des rapports de soumission et d'exploitation.

L'Union soviétique est désormais entrée dans la ronde, ce qui explique que ces deux dernières décennies sont caractérisées par une agressivité croissante de sa politique extérieure, qui nourrit des visées particulières à l'égard des anciens pays colonisés. Le partage du «butin» a été réalisé une fois, mais le nouveau partage se p la superpuissance soviétique, par à pas, de façon systématique et opiniâtre, aplanit les obstacles et fraye des chemins pour prendre la place «qui lui revient» dans le grand partnership impérialiste.

Les partis révisionnistes qui se sont faits les véhicules des intérêts du social-impérialisme soviétique, simples instruments de la politique extérieure soviétique, jouent un rôle bien défini dans l'application de cette politique. Contrairement à la pratique de l'époque de l'Internationale Communiste. lorsque les partis communistes. partout dans le monde, mais surtout ceux qui militaient dans les pays opprimés colonisés et semi-colonisés, agissaient en tant que détachements avancés, unis dans la même cause sous l'étendard des idéaux de libération nationale et révolutionnaires, aujourd'hui ces partis se sont convertis en organisations de complot et d'espionnage. en cinquième colonne, qui remplissent des «missions» déterminées pour le compte du centre révisionniste, afin d'aplanir la voie à l'hégémonie de l'Union soviétique dans les pays respectifs. Mais les liens de «fidélité» de ces partis et groupes avec Moscou sont déjà connus partout dans le monde et ils dévoilent parfois avant l'heure le jeu de la direction soviétique. C'est pourquoi celle-ci est souvent obligée d'agir en dehors de «la solidarité» avec les partis «frères», elle

emprunte les voies du «pragmatisme» et conclut des accords avec les régimes les plus réactionnaires et les plus anticommunistes. Les révisionnistes de Moscou, souligne le camarade Enver Hoxha, «. . . agissent, selon le cas et les circonstances, ils cherchent aussi à corrompre et à acheter des cliques dominantes dans les pays peu développés, ils offrent des «aides» économiques asservissantes pour s'y implanter, attisent des conflits armés entre diverses cliques, en soutenant l'une ou l'autre, fomentent des complots et des coups d'Etat afin de porter au pouvoir des régimes pro-soviétiques».

Les social-impérialistes soviétiques ont aussi toutes prêtes les étiquettes du «socialisme spécifique» pour les appliquer aux «nouvelles sphères d'influence» qu'ils parviennent à s'assurer par divers moyens. Il suffit que ces pays se mettent à la remorque de la politique d'expansion de l'Union soviétique pour qu'ils soient jugés appliquer «la voie non-capitaliste de développement», suivre une «orientation socialiste», selon de nouvelles formes «originales, intermédiaires», de passage au socialisme. Mais le jeu des grands, comme le disait Lénine au début de ce siècle, est un jeu de hasard. Le destin est changeant: le social-impérialisme soviétique remporte des succès, mais il subit aussi des échecs. Selon les circonstances, la liste des pays d'«orientation socialiste», suivant «la voie non capitaliste», connaît à Moscou des corrections continues, dont le seul critère est la mesure où tel ou tel pays est prêt à ouvrir ses portes à l'influence soviétique.

Actuellement, dans la politique de l'Union soviétique à l'égard des pays sous-développés, se manifeste et se renforce toujours plus la tendance militariste à jouer avec le feu, à fourbir les armes, tendance qui est lourde de conséquences très dangereuses non seulement pour les peuples de ces pays, mais pour la paix mondiale. Cette tendance revêt deux aspects : d'abord, le commerce des armes, puis, l'intervention militaire directe.

L'Union soviétique est actuellement, en même temps que les Etats-Unis, le plus grand pays exportateur d'armes. Si le commerce des moyens de guerre a connu aujourd'hui cet épanouissement, c'est entre autres parce que l'Union soviétique est totalement engagée dans ce genre d'activité qui est doublement avantageuse: en tant que moyen de s'assurer certaines positions politiques, et en tant qu'opération d'affaire de grand intérêt. Là, la politique se confond avec le business, avec, comme seul objectif, la réalisation des desseins hégémonistes de la superpuissance soviétique.

D'autre part, la réalité a démontré que dans nombre de cas le commerce des armes est le prélude à l'intervention militaire ouverte et justement ces activités traduisent l'accentuation de la tendance militariste de la politique extérieure soviétique. L'expansionnisme soviétique recherche d'autres horizons. L'Europe ne lui offre pas tout l'espace nécessaire. L'Afrique, l'Asie, les pays peu développés sont maintenant au centre de son attention. L'Angola, l'Ethiopie, puis l'Afghanistan sont des cas typiques d'intervention militaire, et des deux premiers cas au troisième, à l'Afghanistan, on assiste sans aucun doute à une escalade de l'engagement de la puissance soviétique, le Kremlin ayant jeté ses forces militaires directement dans la bataille.

La politique de l'Union soviétique à l'égard du soi-disant «tiers monde» a déjà revêtu tous les traits fondamentaux propres à l'impérialisme de notre temps. En tant que telle, elle suscite constamment de nouveaux éléments de tension et de contraste qui enveniment à l'extrême le cadre des rapports internationaux actuels et augmentent beaucoup les dangers de guerre.

Le discours du camarade Enver Hoxha à la Conférence des 81 partis à Moscou, il y a déjà vingt ans, n'était pas seulement un acte de courage politique sans pareil. Il marque une étape très importante dans la lutte contre le révisionnisme moderne, qui est la forme la plus raffinée de l'opportunisme bourgeois et le courant le plus dangereux qui ait jamais menacé le marxisme-léninisme et le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière dans cette deuxième moitié du XXe siècle.

Lorsque, vingt ans auparavant, le camarade Enver Hoxha dénonça la violation des principes léninistes de politique extérieure par les révisionnistes khrouchtchéviens, surtout à l'égard de l'Albanie, beaucoup de voix s'élevèrent pour qualifier cet acte quasiment de sacrilège et d'hérésie. Mais le cours des événements a donné raison à notre Parti, il a démontré que son acte, en ce mois de

novembre à Moscou, n'était pas le fait de la «précipitation» ou de l'«irascibilité», comme le prétendaient Khrouchtchev et compagnie, mais une juste appréciation de la situation et une prévision exacte de ce qui devait se produire par la suite.

Aujourd'hui on voit clairement l'Union soviétique se poser toujours plus en second «gendarme international». Dans les pays de l'Europe de l'Est surtout, mais aussi aux frontières les plus lointaines de ce que les sociaux impérialistes considèrent comme «la sphère de leurs intérêts les plus directs», les peuples se voient menacés par le danger de l'intervention brutale soviétique.

Notre Parti a aussi un autre mérite, celui de n'avoir jamais cessé la lutte contre les illusions pacifistes si tapageusement répandues par la propagande bourgeoise et révisionniste. Appréciant à leur juste valeur les facteurs réels dans la vie internationale actuelle dans le monde, notre Parti a constamment indiqué que les divers slogans sur la «détente», et la «sécurité» en Europe et dans le monde, la «limitation des armements», et le «monde sans guerre ni armes», sont le produit des conceptions bourgeoises et révisionnistes, qui ouvrent la voie à la guerre, justement lorsque l'on pane le plus de la paix.

Toute l'activité de notre Parti et de notre Etat en matière de politique extérieure est menée sous le signe de la lutte de principe pour l'égalité complète dans les rapports internationaux, pour le droit inaliénable de chaque Etat, indépendamment de son potentiel et de sa grandeur, à participer activement à la vie internationale et à exprimer son opinion sur les importants problèmes de la politique internationale. Exerçant largement ce droit dans la pratique, que ce soit pour défendre les intérêts de leur Patrie, ou pour exprimer courageusement et dignement ses points de vue sans ménager les profondes critiques de principe dans le domaine de la politique extérieure, notre Parti et notre Etat socialiste ont apporté une précieuse contribution au développement du processus historique de l'émancipation des plus petits Etats du diktat et de la tutelle des plus grands. D'ailleurs, l'un des traits caractéristiques qui confèrent un contenu réel, concret, à l'indépendance de la politique extérieure de la République Populaire Socialiste d'Albanie, c'est justement son rôle actif dans la lutte de portée historique mondiale, qui englobe un nombre toujours croissant d'Etats, pour s'opposer à la politique hégémoniste des Etats capitalistes et révisionnistes, en particulier à celle des deux superpuissances.

COMMUNICATIONS DE LA SECTION A

Sevo Tarifa

LE DISCOURS DU CAMARADE ENVER HOXHA A LA CONFERENCE DE MOSCOU, ACTION DE PORTEE HISTORIQUE

La Conférence de Moscou de novembre 1960 donna lieu à une âpre bataille idéologique. Dans le déroulement de ses travaux on observe deux phases:

La première phase est celle du début de la Conférence, qui se caractérisa par un calme apparent. Khrouchtchev s'efforça de donner l'impression que la conférence menait ses travaux dans une atmosphère tranquille, pacifique, sans attaques ouvertes, et pourtant ce fut lui qui attaqua le premier sans naturellement citer personne nommément. Par cette tactique, écrit le camarade Enver Hoxha dans son oeuvre «Les khrouchtchéviens», Khrouchtchev voulait nous prévenir: «A vous de choisir, ou bien des attaques générales sans adresse, mais dont tous comprennent bien contre qui

elles sont dirigées, ou bien, si cela vous déplaît, des attaques ouvertes où vous serez désignés nommément».1 Entre-temps, hors de la salle de la réunion, dans les couloirs, on se livrait à des intrigues, des manœuvres de coulisse, des pressions, des menaces, des chantages et des tentatives de persuasion à la Khrouchtchev.

La seconde phase est celle de la discussion ouverte, de la dénonciation de Khrouchtchev et de son groupe.

L'objectif et la tactique de notre Parti étaient: «Nous n'admettons pas la paix pour la paix dans le mouvement communiste; nous ne permettons pas qu'on dissimule les fautes. Nous ne pouvons pas permettre que la Conférence de Moscou soit une «conférence de révisionnistes» et de pacifistes de droite; nous lutterons pour qu'elle soit une réunion marxiste, militante, constructive. Il n'y a pas d'autre voie». Et le tournant à la Conférence de Moscou fut marqué par le discours historique du camarade Enver Hoxha.

Ce discours était une épée aiguisée, dont le tranchant était dirigé contre les déformations du marxisme-léninisme, de la part de Khrouchtchev et de son groupe. La défense du marxisme-léninisme avec un profond esprit de parti et un esprit de principe prolétarien élevé de classe en constituait le pivot.

La parole que notre Parti avait donnée au marxisme-léninisme était: «Nous irons à Moscou non pas avec dix drapeaux mais avec un seul drapeau, le drapeau du marxisme-léninisme». C'est pourquoi son discours à la Conférence de Moscou avait pour épice l'idée suivante: «Ne faisons aucune concession de principe»; «Qui fait confiance à l'ennemi, tôt au tard perd la partie». A partir de ces positions dans ce discours sont traités de manière scientifique les problèmes de la théorie et de la pratique révolutionnaires, de la stratégie et de la tactique dans le mouvement communiste international. Frappant juste, le camarade Enver Hoxha indiqua que l'origine du mal au sein du communisme international réside dans les thèses antimarxistes du XX Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Et il déclara sans crainte à la Conférence: «Si quelqu'un considère notre lutte contre le révisionnisme comme du dogmatisme ou du sectarisme, nous lui conseillerons d'ôter ses lunettes révisionnistes pour voir clair».

Dans son discours à la Conférence de Moscou, le camarade Enver Hoxha défendit l'internationalisme prolétarien avec esprit de suite. A la pression des révisionnistes qui prétendaient que «en combattant Khrouchtchev nous nous rangions contre l'Union soviétique», il répondit: «Notre Parti pose le problème de la façon suivante: ou bien nous devons prendre Khrouchtchev, ce grand ennemi de l'Union soviétique, par la douceur, ou bien nous devons dire au peuple soviétique: voilà ton ennemi! Nous sommes certains qu'il vaut mieux montrer la réalité au peuple soviétique parce que de cette manière nous nous acquittons de notre devoir internationaliste».1 Ce n'était plus le temps où l'attitude envers l'Union soviétique, en tant que centre de la révolution mondiale, constituait le critère de l'internationalisme prolétarien. Avec la prise du pouvoir par le groupe Khrouchtchev, ce critère devait être appliqué dans le sens inverse: le véritable internationaliste et révolutionnaire était celui qui combattait les révisionnistes soviétiques, qui démasquait leur trahison. C'est précisément ce que fit notre Parti à la Conférence de Moscou.

Dans ce discours se fondent en un tout la lutte pour la défense du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et la lutte pour la défense des intérêts supérieurs de notre peuple et de notre patrie. A ces moments critiques et de grande responsabilité pour les destinées du socialisme et du mouvement communiste international deux voies s'ouvraient à notre Parti: la première, la voie de l'insoumission envers la direction révisionniste soviétique, une voie ardue mais la seule qui menât à la victoire; a deuxième, la voie de la soumission envers les traîtres khrouchtchéviens, voie parsemée de fleurs et de louanges, mais qui menait vers l'abîme.

Notre Parti, intelligemment, choisit - la première et la suivit avec détermination. La seconde voie se serait traduite par la perte de notre indépendance. C'est bien pour cela que le camarade Enver Hoxha soulignait avant même la Conférence de Moscou: «Nous ne mériterions pas le lait que nous ont donné nos mères et le pain que nous donnent le Parti et le peuple, si nous ne défendions pas les intérêts de notre peuple».1 Et sous le mot d'ordre «en défendant le marxisme-léninisme et

l'internationalisme prolétarien nous défendons les intérêts de notre peuple et de notre patrie», il démasqua avec courage et fermeté les visées hostiles des khrouchtchéviens envers le Parti du Travail d'Albanie et sa direction, desseins qui consistaient à «convaincre» la direction de notre Parti de la prétendue «justesse» de la ligne de l'Union soviétique dans tous les domaines, à discréditer notre Parti, à le présenter comme un parti qui avait glissé hors des rails du marxisme-léninisme et qui n'était plus un pays socialiste, à contraindre le Parti du Travail d'Albanie à modifier la juste position qu'il avait adoptée à Bucarest, à miner son unité, à diviser et renverser sa direction.

Notre Parti ne mit pas de gants pour démasquer ces méthodes et ces desseins anti albanais, il les critiqua ouvertement et avec un courage idéologique. C'était le moment de mettre le doigt sur la plaie. «Nous ne nous considérerions plus comme des communistes si nous nous étions tus devant les déformations du marxisme-léninisme... même si ceux qui les violaient et qui déviaient, étaient en l'occurrence, les dirigeants du Parti Communiste 3e l'Union soviétique»². Et avec un insigne courage il s'adressa à Khrouchtchev à la Conférence de Moscou en ces termes: «Ce n'est pas nous qui agissons comme les Yougoslaves, mais bien vous, camarade Khrouchtchev, qui employez contre notre Parti des méthodes étrangères au marxisme-léninisme».

Cependant que le camarade Enver Hoxha, avec ce courage et une logique de fer, menait une lutte de principe et démasquait les vues et les menées opportunistes des révisionnistes modernes sans se laisser intimider par personne, Mao Tsétoung, qui peignait depuis long temps le poil de Khrouchtchev, lui adressait une prétendue critique imagée : «Camarade Khrouchtchev, vous êtes un beau lotus, mais vous n'en avez pas moins besoin d'être entouré de feuilles vertes...»ⁱ

L'attitude de principe de notre Parti à la Conférence de Moscou témoigna de sa grande force, une force qu'il a puisée dans le marxisme-léninisme, dans l'unité d'acier de ses rangs, à propos de laquelle le camarade Enver Hoxha recommandait: «Nous devons préserver le Parti, le préserver, le préserver avec amour, avec sollicitude, avec vigilance, parce que c'est contre lui que nos ennemis, dirigent leurs flèches».

Le discours du camarade Enver Hoxha à la Conférence de Moscou était un réquisitoire sévère contre le révisionnisme moderne dans son ensemble et contre le révisionnisme khrouchtchévien en particulier. Les révisionnistes s'étaient trompés dans leurs calculs. La pierre qu'ils lancèrent contre notre Parti est retombée sur eux. Dans sa lettre envoyée au Bureau politique du Comité central de notre Parti, le camarade Hysni Kapo écrivait: «... Au moment où le camarade Enver Hoxha commença à citer les faits, et surtout les actes de Khrouchtchev lui-même; eux tous (Khrouchtchev et les autres membres du Présidium du CC du PC de l'US) devinrent tout rouges, ils paraissaient révoltés et furieux... Les autres délégations écoutaient avec une si grande attention que leurs membres paraissaient figés».

C'étaient là des «bombes» idéologiques à grand rayon d'action. Le discours du camarade Enver Hoxha à Moscou était partout le sujet du jour. Sa publication eut un grand écho international. Beaucoup de nos amis en faisaient une appréciation louangeuse comme: «La fermeté dont a fait preuve la direction albanaise à Moscou était nécessaire et indispensable», «Votre ligne est juste et nous avons un grand respect pour votre direction», «Résistez, et si quelque danger vous menace, nous nous dresserons tous pour défendre l'Albanie». Sur les pages de la presse mondiale on lisait ces titres: «Le réquisitoire de Monsieur Hoxha», «Un document important dans le mouvement communiste international», «Une aide inappréciable du Parti du Travail d'Albanie», «Un document de grande valeur idéologique, politique et historique», «Chaque phrase de ce discours est empreinte de la vérité marxiste-léniniste et témoigne du courage invincible du parti et du petit peuple albanais, qui sont si grands dans l'histoire du mouvement communiste et ouvrier international, ainsi que devant le monde entier», «Merci au glorieux peuple albanais, à son héroïque Parti du Travail et à son éminent dirigeant Enver Hoxha». Le discours de notre Parti à Moscou fut qualifié à la fois de «bombe et de drapeau»: de bombe pour les impérialistes et les révisionnistes, de drapeau pour les peuples et le prolétariat. Et tel demeure son contenu aujourd'hui encore.

Après ce discours, les khrouchtchéviens nourrissaient l'espoir que les communistes et le peuple albanais se dresseraient contre sa direction. Mais ce fut le contraire qui se produisit. L'unité

des rangs du Parti et l'unité parti-peuple se trempèrent comme jamais auparavant. Un nouvel élan révolutionnaire se déclencha dans tout le pays pour la réalisation des tâches fixées. Le discours historique à la Conférence de Moscou glorifia encore plus le renom de notre Parti.

*

* *

Le temps est venu confirmer la justesse de ce discours ainsi que la clairvoyance du camarade Enver Hoxha. Khrouchtchev dégénéra et fut chassé de la scène politique. Ses successeurs, les brejnéviens, ont essuyé et essuient défaite sur défaite. C'est ce qui attend les révisionnistes de tout acabit. Leur fin sera sans gloire. La gloire n'appartient qu'au marxisme-léninisme.

Spiro Dede

LA POSITION DU PTA A LA RENCONTRE DE BUCAREST, POSITION REVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LENINISTE

«La Rencontre de Bucarest, a dit le camarade Enver Hoxha, à en juger par le but que les khrouchtchéviens cherchaient à y atteindre sur les plans tant politique qu'idéologique et organisationnel, était un putsch révisionniste, trotskiste, antimarxiste. Du point de vue aussi des formes sous lesquelles elle fut organisée, cette réunion était de fond en comble un complot».

La direction du P.T.A. a le grand mérite d'avoir percé à jour dès le début ce complot antimarxiste ourdi par Khrouchtchev et ses hommes, de s'y être opposé avec force, de l'avoir démasqué et dénoncé aux yeux des comploteurs mêmes.

Les raisons qui permirent au PTA de découvrir et de s'opposer au complot révisionniste sont multiples et concrètes, mais elles peuvent se regrouper en une seule: le fait que notre parti était empreint des principes et des normes du marxisme-léninisme, sa fidélité à ces principes et ces normes, son courage révolutionnaire pour les défendre à tout moment et contre n'importe qui.

La direction soviétique, modifia unilatéralement l'objet de la Rencontre de Bucarest sur lequel les partis qui y participaient étaient tombés d'accord au préalable et le remplaça arbitrairement par un autre objet l'attaque contre le PC chinois. (Nous disons arbitrairement, car le PTA tout au moins, n'avait pas été consulté sur ce changement et il ne lui avait pas été notifié non plus si l'on avait recueilli aussi l'avis des autres partis participant à la Rencontre).

Cet acte fut suivi plus tard par d'autres actes et procédés tout aussi arbitraires que le premier; seules les thèses d'une partie, la partie soviétique, furent distribuées aux participants, auxquels il fut demandé de souscrire aux thèses soviétiques sur le moment, alors qu'on sait bien que, avant qu'un parti ne donne son opinion, il doit lui être fourni le temps nécessaire pour examiner le problème, le discuter dans sa direction, puis l'exprimer ensuite dans une réunion commune de partis; des pressions et des interventions contraires aux principes furent faites en vue d'accorder les délégations participantes à la réunion selon le son de cloche soviétique; au lieu -de demander à la partie mise en cause d'exposer ses thèses, on limita au minimum son temps de parole, car, comme Khrouchtchev le dit avec emphase: Nous sommes des communistes, mais même Dieu ne nous donne pas assez de force pour supporter de longues réunions. A part cela, en tant que membre des unions professionnelles, je dois prier les camarades de respecter l'horaire».

Sans entrer encore dans le fond des problèmes soulevés, ces actes et procédés de la direction soviétique à la Rencontre de Bucarest constituaient un écart total au regard des principes et des normes les plus élémentaires des rapports léninistes entre partis. C'est pourquoi, un parti vraiment marxiste-léniniste, qui se considère et se respecte comme tel, ne pouvait et ne devait adopter envers de telles infractions aux principes qu'une seule attitude: s'opposer ouvertement et avec force à ces menées, d'où qu'elles vinssent. C'est précisément ce que fit le Parti du Travail d'Albanie à Bucarest: il s'opposa à la violation des normes et des règles du marxisme-léninisme, il se dressa avec courage et héroïsme pour les défendre.

A Bucarest, Khrouchtchev et ses hommes, en toute conscience, avec esprit de suite et opiniâtreté, foulèrent aux pieds les principes et les normes léninistes afin d'atteindre un but précis: soumettre et lier définitivement à leur char révisionniste tous les partis communistes et ouvriers du monde, et surtout les deux partis les plus «indociles»: le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste chinois, lequel, à l'époque, pour des raisons et des desseins différents, apparaissait en opposition avec la direction Khrouchtchévienne.

A partir de quoi, sur le vu des objectifs des khrouchtchéviens et des voies suivies par eux pour les réaliser, le PTA aboutit à l'unique conclusion juste à laquelle on pouvait aboutir: l'«action» de la direction soviétique à Bucarest était un complot antimarxiste, tramé dans les coulisses. En arrivant à cette juste conclusion, la direction du PTA fixa, dès lors, la juste position qu'il devait adopter: ne pactiser en aucune manière avec le complot et les comploteurs, lutter pour défendre le marxisme-léninisme, la juste ligne de notre Parti.

Il revient aussi au PTA le grand mérite d'avoir, bien avant la mise en oeuvre du complot, pressenti que la direction du PCUS pouvait se livrer à Bucarest à des menées antimarxistes et néfastes, et c'est pourquoi il prit préalablement toutes les mesures possibles pour ne glisser vers aucune position erronée.

Les premiers soupçons à propos du complot surgirent dès le 4 juin 1960, lorsque l'ambassadeur soviétique en Albanie, Ivanov, remit au camarade Enver Hoxha la lettre de la direction soviétique du 2 juin. Comme on le sait, Khrouchtchev, dans cette lettre, proposait l'organisation d'une réunion commune des partis frères en vue d'«un échange d'idées sur les questions de la situation internationale actuelle, qui se posaient «après l'échec de la conférence au sommet de Paris».

Le camarade Enver Hoxha posa à Ivanov deux questions: «Est-ce que tous les partis ou seulement les partis des pays socialistes, participeront à cette réunion»? et «les Yougoslaves y sont-ils invités?». L'ambassadeur khrouchtchévien, comme de coutume, s'abstint de répondre. Mais derrière ces deux questions le camarade Enver Hoxha voulait éclaircir la principale: Khrouchtchev, sous le couvert d'une discussion «sur la situation internationale» à la Rencontre de Bucarest, ne voulait-il pas régler leur compte aux partis qui n'obéissaient pas à sa ligne? Deux jours plus tard, le 6 juin 1960, le camarade Enver Hoxha fit part encore une fois de sa préoccupation au Bureau politique, et, ce jour même, il écrivait dans ses notes: «Khrouchtchev, à Bucarest, a l'intention de traiter par dessus la jambe les sérieux désaccords soviéto-chinois et en agissant ainsi d'empêcher, s'il le peut, ou de dévaloriser la prochaine conférence de Moscou. Cette manœuvre de Khrouchtchev est perfide et inadmissible». Quinze jours plus tard, cette prévision devait s'avérer.

Lorsque parvint la lettre du 7 juin de la direction soviétique, il devint encore plus évident que Khrouchtchev, à Bucarest, nourrissait de sombres desseins. Afin d'effacer toute trace du complot et d'écarter quelque doute qui aurait pu naître, il demandait qu'à Bucarest on ne discutât que de la «fixation de la date de la prochaine conférence» tout en ajoutant, comme en passant, que «la possibilité d'un échange de vues n'était pas à exclure». On connaît l'attitude clairvoyante et pondérée de la direction du PTA dans cette nouvelle situation: il fut décidé que le camarade Enver Hoxha n'irait pas à Bucarest, et que notre délégation serait conduite par le camarade Hysni Kapo; celui-ci participerait à la réunion et déciderait, au nom du Bureau politique du CC du PTA, seulement sur les points dont on était convenu, c'est-à-dire le lieu et la date de la future conférence. Notre délégation, non seulement ne devait pas se prononcer sur toute nouvelle tentative de

Khrouchtchev pour discuter des grands problèmes politiques et idéologiques qui préoccupaient le mouvement communiste et qui, sous diverses formes et manières, avaient surgi entre le PCUS et le PCC, mais refuser que ces questions fussent mises en discussion. Ces problèmes devaient être traités à la prochaine conférence; à Bucarest on ne devait discuter que du lieu et de la date de cette conférence. C'est précisément ce que fit notre délégation conduite par le camarade Hysni Kapo, qui s'acquitta dignement et glorieusement de la tâche que lui assigna le Parti.

Qu'en est-il réellement de la défense du PC chinois par le PTA à Bucarest (et plus tard à Moscou) ou plus exactement, de qui notre Parti du Travail a-t-il pris la défense?

Le Parti du Travail d'Albanie, à Bucarest puis à Moscou, ne soutint pas le Parti communiste chinois à priori, en partant du fait qu'on attaquait le Parti communiste chinois, sans plus. Non, les raisons de ce soutien sont beaucoup plus profondes, elles ont un caractère de principe.

Premièrement, comme on vient de le souligner, les voies et les méthodes suivies par la direction soviétique dans l'attaque d'un parti frère, (il s'est trouvé que ce fût le Parti communiste chinois, mais cela aurait pu aussi bien être tout autre parti communiste de l'ancien camp socialiste ou des pays capitalistes), étaient erronées, faussées, antimarxistes. Le PTA ne pouvait pas pactiser avec ces voies et méthodes antimarxistes et ce fut précisément sur cela qu'il porta son opposition à Bucarest.

Deuxièmement, les accusations mêmes que la direction soviétique portait au PC chinois sur sa façon d'interpréter et d'appliquer une série de questions fondamentales du mouvement communiste et de la situation internationale, étaient à la fois adressée au PTA, et par dessus tout, elles constituaient une réfutation du marxisme-léninisme. L'attitude du PTA sur ces problèmes fondamentaux concordait avec l'attitude que semblait adopter à l'époque le PC chinois. (Un autre problème est de savoir pourquoi et comment le PC chinois jugea opportun à l'époque d'adopter ces positions, qui, dans bien des cas, en apparence et par la façon dont elles étaient formulées, paraissaient justes, marxistes-léninistes). Ce qui est à souligner pour la période que nous analysons, c'est le fait fondamental que le Parti du Travail d'Albanie dans sa position face aux problèmes soulevés, ne partit d'aucune autre considération que de celle d'obéir aux enseignements du marxisme-léninisme. de défendre par là le marxisme-léninisme et. par conséquent, tout parti qui se posait en défenseur du marxisme-léninisme.

Le temps a parfaitement confirmé la justesse de ces positions.

On pourra se demander pourquoi le PTA ne s'est pas prononcé à Bucarest sur le fond des problèmes en discussion?

La force et l'habileté d'un parti ne se manifestent pas seulement dans son opposition à un mal, mais aussi dans la manière dont il détermine avec clarté et précision quand, où et comment il faut s'opposer à ce mal, dans le moment qu'il choisit pour lancer son attaque, pas n'importe où et n'importe comment, mais à l'endroit et au moment opportuns. sur la base d'une tactique et d'une stratégie révolutionnaires clairement définies.

C'est ce que notre Parti a fait, comme toujours, à Bucarest également.

Il ne s'y prononça pas sur les problèmes importants. car il estima à juste titre que la Rencontre de Bucarest n'était nullement organisée, et que s'y prononcer signifiait tomber dans le piège de Khrouchtchev qui voulait passer sur les grands problèmes. Et l'attaque contre ce traître ne devait pas consister seulement à lui jeter le chat aux jambes. mais à lui porter un coup qui l'abatte.

La Rencontre de Bucarest non seulement ne rassemblait pas tous les partis communistes et ouvriers, mais la plupart de ceux qui y participaient n'étaient pas préparés sur les problèmes soulevés, ils n'y étaient pas représentés par des délégations au sommet et ils n'étaient pas autorisés par leurs directions à discuter et à prendre des décisions sur les problèmes importants du mouvement communiste.

Et la direction de notre Parti ne pouvait se prononcer à Bucarest sans que son intervention n'eût été préalablement examinée, discutée et approuvée par le Bureau politique et le plénum du Comité central du Parti.

La Rencontre de Bucarest, comme on vient de le souligner, devait être organisée uniquement pour fixer le lieu et la date de la prochaine conférence de tous les partis. Violer cet objet qui était le sien, même à partir de positions différentes, revenait à faire, à partir de positions opposées, ce que Khrouchtchev avait fait à partir des positions de la contre-révolution. La direction du PTA ne commit pas cette erreur non plus.

Le PTA défendit donc à Bucarest les normes léninistes régissant les rapports entre les partis, il défendit le marxisme-léninisme, sa juste ligne, il mit à nu et démasqua avec force le complot révisionniste khrouchtchévien. Le Parti du Travail d'Albanie ne fit à Bucarest que ce qu'il lui appartenait d'y faire.

Meto Metaj

L'ACTIVITE DE SAPE DES REVISIONNISTES SOVIETIQUES DANS LE DOMAINE MILITAIRE ET LA LUTTE DU PTA POUR ANNIHILER CES MENEES (1956-1961)

Afin d'atteindre leurs objectifs politiques et stratégiques à l'encontre de notre pays, les révisionnistes soviétiques ont également déployé une activité malfaisante dans le domaine militaire. La lutte de notre Parti contre ces menées est marquée, au cours des années 1956-1961, par trois étapes.

La *première étape* commence au lendemain du XXe Congrès du PCUS, qui substitua à la ligne marxiste-léniniste la ligne révisionniste et qui va jusqu'au milieu de l'année 1960.

Bien qu'à première vue, il semble que durant cette période tout ait procédé normalement, que l'aide militaire à notre pays non seulement n'ait pas fait défaut mais encore quelle ait été fournie dans la juste voie, une analyse plus approfondie révèle que, déjà à cette époque, les desseins et les attitudes des révisionnistes soviétiques ne s'inspiraient pas des principes marxistes-léninistes.

D'autre part, les aides militaires accordées conformément aux accords conclus après l'accession au pouvoir du groupe khrouchtchévien, ont été minimes, très au-dessous de nos besoins. Et cela se produisait en un temps où notre Parti réduisait ses demandes au minimum, en tenant compte tant des besoins de l'Union soviétique que de ses obligations à l'échelle internationale. D'autre part, au cours de cette étape, les khrouchtchéviens déployèrent les efforts les plus intenses pour introduire dans notre armée leur esprit révisionniste dans tous les domaines: dans son organisation, sa structure et sa préparation politique et militaire; dans la vie des organes et des organisations du Parti, dans le caractère des cadres, etc.

La deuxième étape commence après la Rencontre de Bucarest de triste mémoire et va jusqu'à la fin de 1960. Dès juillet 1960, on observe des retards et des interruptions dans les fournitures de matériels, ainsi que des renvois dans l'exécution des accords de constructions militaires.

Les révisionnistes soviétiques se livrèrent à ces menées dans l'intention de contraindre notre Parti à renoncer à son attitude de principe marxiste-léniniste, afin que l'on allât à la Conférence de Moscou «dans une entière unité de vues».

Après la Conférence de Moscou et particulièrement après le IVB Congrès du PTA, commença la troisième étape, l'étape des attaques les plus farouches des khrouchtchéviens mais aussi de la lutte héroïque de notre Parti pour faire front à ces attaques. Les chefs de file de Moscou, perdant tout espoir de détourner le PTA de sa juste ligne marxiste-léniniste et de le mettre à genoux, passèrent à des actions ouvertement hostiles: ils coupèrent toutes les fournitures militaires, se

livrèrent à des actes de provocation, s'efforcèrent de s'emparer de nos moyens militaires. Cette étape se clôt avec le départ des militaires soviétiques de notre pays et avec la rupture de tout lien avec eux dans le domaine militaire.

Les événements qui se déroulèrent à la base navale de Vlore et la lutte qui s'y livra fournissent un vivant témoignage de la politique social-impérialiste des révisionnistes soviétiques dans le domaine militaire et de l'attitude révolutionnaire et courageuse de notre Parti.

Cette base avait été créée en vertu d'un accord conclu en septembre 1957 entre notre Gouvernement et le gouvernement soviétique, accord qui fut suivi, en mai 1959, d'une autre convention qui en prévoyait l'agrandissement et le renforcement. La base de Vlore avait pour but de renforcer la capacité de défense de notre pays et en même temps de servir les intérêts communs du camp socialiste.

Jusqu'en juin 1960, la partie soviétique, dans l'ensemble, s'acquittait de ses obligations. Mais aussitôt après la Rencontre de Bucarest elle se mit à faire traîner l'exécution de l'accord, allant jusqu'à envisager la remise complète des navires à nos équipages.

Voyant qu'ils ne parvenaient pas à leurs fins par cette voie, les révisionnistes soviétiques s'efforcèrent de nier le droit de propriété de notre Etat sur ces bâtiments. «Les sous-marins, déclaraient-ils, ne sont pas à vous. Le fait que nous avons permis qu'ils battent pavillon albanais a été seulement un acte politique de notre partie.»

Qu'en est-il en réalité? Les accords albano-soviétiques signés en septembre 1957 et en mai 1959 stipulaient clairement que, en arrivant en Albanie, les navires deviendraient propriété de la RP d'Albanie, qu'ils seraient pris en charge par les équipages albanais, alors que les équipages soviétiques demeureraient seulement en qualité d'instructeurs jusqu'à l'achèvement de la formation des nôtres. Et c'est ce qui fut fait dans la pratique: les navires furent pris en charge par nos effectifs en vertu de documents officiels signés par les deux parties et tous les navires hissèrent le pavillon de notre flotte de guerre. Une bonne partie des navires furent pris entièrement en charge dans les années 1957-1960, et, sur un certain nombre d'entre eux, se poursuivait la préparation de nos équipages en vue du passage progressif de ces bâtiments sous le commandement exclusif de nos effectifs.

Voilà quelle était la situation. Mais les Soviétiques confondaient à dessein la prise en charge des navires, aux termes des accords et documents officiels signés, avec la prise en charge de ces bâtiments par nos équipages en navigation autonome. Les Soviétiques non seulement ne renoncèrent pas à cette façon de considérer la question, mais ils recoururent aux tactiques et aux ruses les plus diverses pour s'emparer des navires. Mais tous leurs efforts dans ce sens furent réduits à néant par la haute vigilance de notre Parti et de nos marins.

Toutes ces menées ayant échoué, les révisionnistes soviétiques jetèrent la dernière pierre: ils demandèrent comme issue à cette situation que la base de Vlore fût mise sous leur commandement exclusif. Afin de donner à cette demande la forme d'une décision commune, ils mirent à profit la réunion du Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie des 28 et 29 mars de la même année, où il fut stipulé que «... Les navires de la flotte de guerre se trouvant dans la baie de Vlore devront être servis uniquement par des équipages soviétiques et leur commandement confié à un commandement unique soviétique, qui relèvera du commandement général des Forces armées unies du Pacte de Varsovie». Ainsi, non seulement il n'était fait aucun cas du fait que les navires étaient propriété de la RPA, mais il était demandé, comme l'a expliqué le camarade Enver Hoxha, «que nous acceptions de renoncer définitivement à la base de Vlore avec tout son arrière-pays, qui seraient placés sous l'autorité des Soviétiques». L'attitude de notre Parti face à cette décision fut ferme: les accords conclus entre les deux parties devaient être exécutés, faute de quoi tous les militaires soviétiques devraient évacuer Vlore. L'amiral soviétique Kasatanov, qui vint alors en Albanie dans l'intention d'emporter tous les navires, se vit contraint de repartir avec les sous-marins servis par les équipages soviétiques, les enlevant indûment à l'Albanie en même temps que deux autres navires de guerre alors en radoub à Sebastopol.

Ainsi furent clos les événements relatifs à la base de Vlore, qui constituent une intervention typique des plus brutales des révisionnistes soviétiques dans les affaires intérieures de notre pays en matière militaire.

*
• *
•

L'analyse des menées hostiles des révisionnistes soviétiques dans le domaine militaire, permet de dégager certaines conclusions:

Les rapports des khrouchtchéviens avec nous, les accords conclus, l'aide militaire fournie à notre pays s'inspiraient de desseins malfaisants, hégémonistes, expansionnistes. Notre armée et notre pays dans son ensemble ont été considérés et traités par eux dans l'optique des intérêts et de la stratégie du social-impérialisme soviétique. Dès décembre 1956, Khrouchtchev avait exprimé ouvertement ce dessein, en déclarant à la délégation de notre Parti: «L'Albanie est un petit pays, mais elle occupe une importante position stratégique. Si l'on y établissait une base de sous-marins ou de fusées, nous pourrions contrôler toute la Méditerranée». Par la suite, au cours d'e sa visite en Albanie en 1959, ce renégat précisa sa pensée devant la baie de Vlore, qui l'émerveilla non pas tant par sa beauté naturelle que par son importance militaire. Et aussitôt après, au lac de Butrint, il soutient l'idée de Malinovski qui observe que «si l'on coupe ici la côte, on pourrait construire tout près une merveilleuse base de sous-marins et alors la Grèce deviendra nôtre». Ainsi donc, le dessein des révisionnistes soviétiques était clair: faire de notre pays une base militaire à eux, un tremplin d'où ils pourraient entreprendre des actions agressives contre les autres pays et peuples.

En même temps, les khrouchtchéviens se sont évertués à utiliser leurs rapports avec nous, surtout leur aide militaire, comme un moyen de pression et de chantage pour imposer à notre Parti leur ligne révisionniste. L'alternative devant laquelle Khrouchtchev plaça la direction de notre Parti à la veille de la Conférence de Moscou fut la suivante: «ou bien vous vous soumettez, ou bien nous liquidons la base de Vlore». Les pressions et les déclarations tendant à nous exclure du Pacte de Varsovie, la menace des maux que nous encourrions si nous rompions avec l'Union soviétique, etc., sont les points culminants de ces pressions.

Leurs efforts pour introduire l'esprit révisionniste dans les rangs de notre armée, attestaient que l'un de leurs objectifs essentiels était d'en faire une arme contre-révolutionnaire. un instrument pour prendre la citadelle de l'intérieur. Mais notre Parti flaira à temps le danger qui le menaçait et ne permit pas que fussent cultivés dans notre Armée les traits odieux qui fleurissaient dans l'armée soviétique.

Afin de parvenir à leurs fins, les khrouchtchéviens recoururent à toutes les manœuvres. Ils prirent ouvertement la défense de l'agent double américano-soviétique T. Sejko, dont le groupe constituait le maillon intérieur du complot contre l'Albanie socialiste découvert en 1960. Par la suite, il apparut également que les révisionnistes khrouchtchéviens avaient travaillé depuis longtemps à préparer, dans les rangs de notre armée également, leur officine qui devait soutenir leur activité hostile. La découverte de cette officine, en particulier du groupe putschiste avec à sa tête B. Balluku, montre clairement le grand danger qui menaçait l'indépendance et la cause du socialisme en Albanie.

Notre Parti, avec la clairvoyance qui l'a toujours caractérisé, avait pris à temps les mesures pour assurer la capacité de défense du pays. Sur cette question, comme dans tous les autres domaines, il n'a pas placé ses espoirs dans l'aide du dehors, mais il s'est toujours appuyé sur ses forces intérieures. La rupture de tout lien avec les révisionnistes n'a nullement affaibli notre défense, elle l'a au contraire renforcée, elle a élevé le degré de mobilisation des gens, et donné un nouvel essor à la pensée scientifique militaire. Nous avons résolu et résolvons nous-mêmes tous les problèmes dans ce domaine également. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, vingt ans après la rupture avec les révisionnistes soviétiques, nous nous sentons beaucoup plus puissants, aussi bien politiquement et économiquement que militairement.

Selim Beqiri

**LES ATTITUDES OPPORTUNISTES DE LA DIRECTION
CHINOISE ENVERS LE REVISIONNISME
KHROUCHTCHEVIEN DANS LES ANNEES
1960-1964**

Au début des années 60, le PTA, en même temps qu'il menait une lutte âpre et ininterrompue contre le révisionnisme moderne, en tenant tête avec abnégation à sa fureur et à ses pressions de toutes sortes, suivait avec inquiétude et combattait les attitudes opportunistes, éclectiques et contradictoires, inspirées par des intérêts nationalistes étroits, de la direction chinoise envers les révisionnistes khrouchtchéviens.

Il avait, dès le lendemain du XXe Congrès du PCUS, relevé des attitudes de ce genre de la part de la direction chinoise. On se souvient en effet que celle-ci appuya alors publiquement Khrouchtchev dans sa lutte pour jeter le discrédit sur Staline, qu'elle jeta elle-même de la boue sur son oeuvre; elle déclara que «les communistes chinois avaient éprouvé depuis longtemps à leurs dépens certaines erreurs de Staline»¹, et soutint sans réserve la condamnation du groupe «antiparti» de Molotov; elle qualifia les révisionnistes yougoslaves «d'honnêtes hommes et de marxistes» et fut la première et la seule à les inviter à son Congrès, le VIIIe; ou elle avança deux thèses erronées antimarxistes et révisionnistes, etc.

Mais dans les années 60 et par la suite ces attitudes devinrent encore plus accentuées. Nous nous arrêterons brièvement sur certaines de ces attitudes dans les années 1960-1964.

1. A la Rencontre de Bucarest et à la Conférence de Moscou de 1960, l'attitude du PC chinois fut caractérisée par des craintes et des hésitations marquées; il ne répondit pas à l'attaque des khrouchtchéviens sur le même ton qu'eux, mais se borna à une résistance passive, il se contenta de leur faire front, mais sans contre-attaquer. A ces réunions, la délégation chinoise adopta pour tactique de «retirer ses accusations».

Cela fut particulièrement évident aux séances de la commission des 26 partis chargée de la préparation et de la rédaction de la déclaration commune. Bien que la lutte entre les deux lignes opposées au sein du mouvement communiste et ouvrier fût devenue inévitable, le délégué chinois insistait pour «que nous ne commencions pas les premiers la polémique»¹ et «qu'ils fassent le premier pas, nous leur répondrons ensuite».

Le camarade Enver Hoxha, suivant attentivement leurs prises de positions, en déduisait que «les Chinois ne sont pas pour que l'on pousse les choses jusqu'au bout» et il posait comme tâche immédiate de combattre fermement les thèses révisionnistes.

Les attitudes des Chinois faisaient l'affaire des révisionnistes khrouchtchéviens, car, après le premier coup porté brusquement à Bucarest, ils désiraient gagner du temps, se ressaisir et consolider leurs positions. Mais l'attitude indomptable du PTA vint brouiller leurs plans. A la Conférence de Moscou; le révisionnisme moderne se vit porter des coups écrasants. Néanmoins, la délégation chinoise manifesta des attitudes opportunistes à propos de certaines appréciations erronées qui demeurèrent dans la Déclaration, comme par exemple celle du XX Congrès du PCUS, au sujet duquel les Chinois «jugeaient» que «si nous ne l'acceptons pas, nous apparaîtrons devant tout le monde comme les responsables de la scission»;ⁱ ou encore, concernant les thèses pacifistes sur le système colonial, à propos desquelles les Chinois conseillaient de «se taire» sous prétexte que «nous ne devons pas nous attirer l'inimitié de certains partis des pays récemment libérés».

2. La Conférence des 81 partis réunie à Moscou marqua la séparation définitive des marxistes-léninistes d'avec les révisionnistes khrouchtchéviens. Après quoi, le mouvement

communiste et ouvrier international **entra dans une nouvelle phase où la lutte pour la destruction du révisionnisme soviétique et la polémique ouverte contre lui étaient posées comme ,dies tâches historiquement indispensables.**

Au XXIIe Congrès du PCUS, Khrouchtchev attaqua publiquement et de manière infâme le Parti du Travail d'Albanie, mais en même temps on vit s'y manifester **ouvertement et publiquement** l'attitude opportuniste de la direction chinoise. Chou En-Lai, chef de la délégation chinoise, ne répondit pas à l'attaque par une contre attaque, mais se borna à une critique, qualifiant de non fondé **seulement** l'étalage au grand jour des contradictions entre les deux partis, et appelant, du haut de la tribune du congrès, à la cessation de la polémique!

La tendance à observer le silence, les «conseils» et les appels à la cessation de la polémique ouverte constituent la caractéristique essentielle des attitudes chinoises au cours de cette phase. Il apparaît clairement que la direction chinoise n'était pas pour une lutte résolue et de principe contre les révisionnistes khrouchtchéviens. Elle justifiait cette position par le prétendu souci de «ne pas rompre l'unité», et aussi de ne pas laisser Khrouchtchev glisser vers les impérialistes, de «l'empêcher» de capituler, car il en allait du sort des peuples soviétiques!» En réponse à l'attitude opportuniste chinoise, le PTA, lança le mot d'ordre révolutionnaire «Ne cesser en aucune manière la polémique. Feu jusqu'au bout sur les révisionnistes soviétiques!»

3. Après avoir échoué dans sa tentative ouverte pour faire cesser la polémique, la direction chinoise rechercha, et maintenant en grand, surtout en 1963, une réconciliation avec les khrouchtchéviens. Bien que l'époque appelât à définir les voies effectives pour combattre efficacement le révisionnisme, Mao Tsétoung et ses compagnons s'enlisèrent encore plus profondément dans le borbier opportuniste, ils adoptèrent **des attitudes manifestement éclectiques qui se traduisirent par des slogans tout à fait conciliateurs et démagogiques.**

Sous le masque des slogans: «prenons l'initiative», «arborons le drapeau de l'unité», etc., la direction chinoise allait jusqu'à proposer au PCUS, derrière le dos du PTA et sans le consulter, une réunion pour «aplanir les désaccords»! Jonglant avec la philosophie maoïste et déclarant que «nous avons deux mains pour agir avec un camarade qui a commis des erreurs, l'une pour le combattre, l'autre pour le rallier à nous» (Mao Tsétoung. (Euvres choisies, éd. anglaise, t. 5, p. 515, Pékin, 1977), la direction chinoise alla encore plus loin dans la voie opportuniste. Elle lança le slogan du «front anti-impérialiste même avec les révisionnistes». C'est dans cette voie qu'avançait aussi le PC chinois. «Former un front anti-impérialiste avec les révisionnistes modernes», écrivait le camarade Enver Hoxha à l'époque, signifie, pour les marxistes-léninistes, se muer en Don Quichottes et mener une «lutte» acharnée contre les moulins à vent... une «lutte» contre l'impérialisme, qui n'a rien de commun ni avec la politique, ni avec l'idéologie marxistes-léninistes».

4. Les manœuvres pour détourner l'attention de la lutte contre le révisionnisme moderne et la myopie politique constituent un autre trait des prises de position chinoises au cours de cette période.

A l'été 1964, à un moment où les communistes et les révolutionnaires se devaient de concentrer leur artillerie lourde contre la grande, trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, Mao Tsétoung avança brusquement des revendications territoriales envers l'Union soviétique, manifestant ainsi ouvertement son chauvinisme de grand Etat. De plus, par cet acte, la Chine, qui se posait en pays socialiste, poussait à la guerre en Europe, neutralisait la lutte idéologique contre la trahison khrouchtchévienne et attaquait injustement Staline.

5. **Les prises de position de la direction chinoise sont empreintes de pragmatisme: tout devait être subordonné à sa politique, même si elle était en opposition avec le marxisme-léninisme et portait préjudice au socialisme.** Cela se manifesta particulièrement à la suite de la chute de Khrouchtchev. Alors que Moscou - vanta cette décision comme une mesure pénétrée d'un «esprit de principe léniniste élevé», Pékin la qualifia de «changement radical dans la politique de la direction soviétique». En réalité, c'était plutôt une tactique des révisionnistes pour échapper à un discrédit total. La direction chinoise chercha ,à exploiter cette circonstance à ses fins. Pensant que les nouveaux chefs de file de Moscou deviendraient ses vassaux, Mao Tsétoung, non content de

saluer leur accession au pouvoir, se hâta d'envoyer Chou En-lai en «trionphateur» pour discuter avec eux de «la lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme».

Animée d'une présomption petite-bourgeoise et d'un esprit chauvin de grand Etat et de grand parti, la direction chinoise tenta d'imposer aussi cette attitude à notre Parti, car c'était, paraît-il, «une bonne occasion de tendre la main» aux Soviétiques! Le PTA, non seulement n'alla pas à «Canossa», mais, dans un esprit de camaraderie, conseilla même aux dirigeants chinois de ne pas accomplir une pareille démarche erronée, les appelant à poursuivre la lutte de principe «jusqu'à l'enterrement total du révisionnisme comme idéologie». Cela n'empêcha pas Chou En-lai de partir pour Moscou, où il essuya une défaite complète.

Dans les conditions d'alors, la Chine de Mao Tsétoung ne pouvait manifester ouvertement ses desseins. Elle en était empêchée par une série de facteurs :

Premièrement, **elle se posait en pays «socialiste»**. La direction chinoise avait besoin d'un certain temps pour opérer son tournant, le temps de travailler l'opinion des masses de simples gens pour affaiblir en eux et leur faire perdre leur sympathie pour le socialisme.

Deuxièmement, **par suite des chancelllements opportunistes alimentés depuis longtemps par Mao Tsétoung, en Chine la situation intérieure n'était pas encore stabilisée**. Comme on le sait, au cours et au lendemain des années '60, il s'y produisit de nombreux troubles. La lutte traditionnelle pour le pouvoir entre les clans était devenue plus aiguë. Ainsi, au sein de la direction chinoise, on fut amené plutôt à jouer des coudes qu'à se consacrer à l'application concrète du plan stratégique.

Troisièmement, **par la politique fermée qu'elle suivait, elle n'était pas encore parvenue à briser l'encerclement diplomatique**. Les Etats capitalistes l'avaient isolée. Cet isolement continua jusqu'à ce qu'ils se fussent convaincus que la Chine n'était pas «communiste» ni «rouge», comme elle prétendait l'être.

Quatrièmement, **la direction chinoise n'avait pas créé sa réserve politique et économique, elle n'avait pas encore pénétré dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Sans s'être assuré cette réserve, elle ne pouvait se renforcer**. La conquête dans ces zones de la part «qui lui revenait» constituait l'objectif essentiel de la «théorie» chinoise du «tiers monde», qui devait être propagée en grand dans les années qui suivraient.

Cinquièmement, **elle n'avait pas encore noué et assuré une alliance avec les Etats-Unis**. L'exacerbation des rapports avec l'Union soviétique ou sa rupture avec elle dans ces conditions aurait eu pour conséquence de priver la Chine des aides dont elle avait tant besoin. C'est là qu'avait ses racines leur tactique de temporisation avec les révisionnistes soviétiques.

Le PTA, à l'époque, n'avait pas abouti à la conclusion que ces attitudes avaient leur source dans la ligne générale du PC chinois. Aussi, de manière amicale, par les canaux du parti et, le cas échéant, par la presse, sans la citer nommément, il a critiqué la direction chinoise et lui a fait ses observations à ce sujet.

Toutefois, par la suite, lorsque les dirigeants chinois pratiquèrent au grand jour leur politique de rapprochement et de coopération avec l'impérialisme, le PTA se convainquit pleinement que même auparavant, ils ne s'étaient pas inspirés de motifs révolutionnaires pour défendre le marxisme-léninisme et le communisme international, mais d'intérêts nationalistes, chauvins et hégémonistes étroits. Et, avant qu'il ne fût longtemps, le PTA devait démasquer et combattre ouvertement aussi cette nouvelle variante révisionniste, au même titre que le révisionnisme soviétique.

Fatos Nano (memento !)

L'INTEGRATION DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE DANS L'ECONOMIE CAPITALISTE MONDIALE

Les khrouchtchéviens ont établi avec l'économie capitaliste mondiale des rapports d'intégration étendus, approfondis et multiformes, qui portent sur les mouvements réciproques de capital-marchandise, de capital-argent et de capital productif. Dans le cadre de ce double processus, «les capitaux américains, allemands, japonais, etc., ont pénétré profondément en Union soviétique, tandis que les capitaux soviétiques sont exportés dans d'autres pays, où, sous des formes diverses, ils fusionnent avec les capitaux locaux». Nous nous attacherons ici à analyser ces deux aspects du processus d'intégration de l'Union soviétique dans le système mondial de l'économie capitaliste. 1. La pénétration profonde et massive du capital financier occidental, sous forme de crédits, d'investissements fondamentaux et de technologie dans l'économie soviétique et dans les pays sous sa coupe du Comecon.

Ce processus, avec toutes ses conséquences négatives, est la matérialisation de la dégénérescence capitaliste de l'ordre économique et social en Union soviétique, du flirt des khrouchtchéviens avec l'impérialisme, de la prétendue politique de détente et de coexistence pacifique à la khrouchtchévienne avec l'impérialisme, dans le cadre d'une stratégie contre-révolutionnaire commune. Cette politique et les processus d'intégration bourgeoise-révisionniste reposent sur une base économique déterminée et, tout comme leurs alliances, leurs rivalités reflètent les intérêts matériels, communs et opposés, des superpuissances dans le repartage économique et territorial du monde. Le camarade Enver Hoxha indique que «les intérêts capitalistes des deux parties sont si considérables que dans des situations données ils priment toutes les frictions et rivalités, tous les conflits».

Sur le plan économique, ces intérêts capitalistes tendant au profit maximum tiennent, d'une part, aux besoins de l'Occident capitaliste d'alléger la crise en faisant retomber les effets sur les marchés et les peuples de l'Est révisionniste. Ils dérivent, d'autre part, des besoins économiques et militaires de l'Union Soviétique pour créer et moderniser sans perdre de temps son potentiel économique et militaire en exploitant la technique, la technologie plus avancée, les fonds financiers et les moyens matériels disponibles des plus anciens Etats impérialistes.

Les révisionnistes soviétiques veulent faire passer leur tendance à s'intégrer dans le capitalisme mondial, comme une «application créatrice» des enseignements léninistes sur les relations entre des Etats aux systèmes sociaux différents. Le marxisme-léninisme ne nie pas les relations économiques avec l'extérieur, il ne prône pas l'autarcie et l'auto isolement, mais il est contre l'application des principes et méthodes capitalistes dans ces relations et il admet encore moins l'intégration d'un Etat qui se dit socialiste dans l'économie capitaliste mondiale.

L'intégration des pays du Comecon dans l'économie capitaliste mondiale porte sur tout le système des relations économiques entre les monopoles privés et étatiques de l'Occident capitaliste et les monopoles d'Etat des pays révisionnistes, depuis le simple achat jusqu'à la constitution d'entreprises mixtes dans les sphères de la production, des services et de la circulation. La presse révisionniste soviétique indique que la moitié des 800 plus importants monopoles multinationaux entretient des rapports réguliers avec les pays de la prétendue famille socialiste. (*Myejdounarodnaya jizn*, N° 9, 1979, p. 37). Les pays capitalistes développés ont une part de 30% dans le commerce extérieur de l'Union soviétique et le déficit de cette dernière dans son commerce avec eux a dépassé, ces cinq dernières années, dix milliards de roubles.

L'intensification des liens de l'économie soviétique avec l'Occident, s'est accompagnée d'une extension continue des relations non commerciales. Celles-ci consistent essentiellement dans l'obtention de crédits et le recours à la technologie occidentale, que l'Union soviétique compensa en nature, matières premières et produits finis. Ces relations, depuis les prétendus accords compensatoires de coopération productive jusqu'à la constitution d'entreprises mixtes capitalisto-

révisionnistes ont eu pour effet la fusion des cycles de reproduction des capitaux des deux parties en un mouvement unique et complexe, dont d'importants éléments ne peuvent plus maintenant fonctionner de façon indépendante. Ces nouveaux liens qui se sont développés sur une grande échelle surtout dans les années '70 ont complété l'intégration de l'économie soviétique et de ses satellites dans le système capitaliste mondial. La presse soviétique révèle que le nombre des entreprises mixtes Est-Ouest atteint maintenant 400 et qu'en Europe seulement, entre l'Est et l'Ouest ont été conclus plus de 1 300 accords compensatoires». (Myejdounarodnaya jizn N° 4, 1979, p. 12).

Au début de 1979, en Union soviétique, plus de 60 grands complexes économiques industriels, dans le gaz, la chimie, la pétrochimie, le charbon, le fer, le papier et la cellulose, la sidérurgie et la métallurgie non ferreuse, travaillaient pour rembourser à l'Occident la technologie et les crédits obtenus, et cela pour une part allant de 30 à 60 pour cent de leur production annuelle. Ces accords seront - en vigueur jusqu'à la fin du siècle et ils portent sur des volumes colossaux de fournitures réciproques (Myejdounarodnaya jizn, N° 7, 1979, p. 15). De ce fait, l'endettement des pays du Comecon envers l'impérialisme occidental s'élève à 75 milliards de dollars, et l'Union soviétique, avec 19 milliards de dollars, est le pays de plus endetté.

2. L'expansion de la bourgeoisie impérialiste soviétique dans l'économie capitaliste mondiale et la fusion de ses capitaux avec le capital financier international.

Les khrouchtchéviens se sont faits les partenaires de l'oligarchie financière occidentale pour exploiter les peuples soviétiques et est-européens, pour nourrir leurs ambitions et être mieux capables de rivaliser avec l'impérialisme dans l'exploitation de tous les peuples du monde.

Cette activité expansionniste agressive a fait de l'Union soviétique une des superpuissances néo-colonialistes de notre temps, elle a suscité le déferlement des capitaux de l'Etat monopoliste soviétique dans les canaux du capital financier international, leur intégration dans le mouvement de ce capital, la création d'organismes particuliers et communs d'expansion vers les pays sous développés et la fusion du capital soviétique et des capitaux de la bourgeoisie compradore des pays tombés sous l'influence de Moscou.

Les khrouchtchéviens, depuis le milieu des années '50, ont mis en application dans les anciens pays coloniaux, leur «programme d'aides économiques» asservissantes, qui avaient pour objectif stratégique de libérer les nouveaux Etats de «leurs liens d'exploitation avec les métropoles occidentales» jet de les engager dans l'orbite de la nouvelle métropole soviétique en croissance. Les brejnéviens élaborèrent plus avant ce programme d'«aides» néo-colonialistes, en l'adaptant mieux aux besoins et aux capacités productives de la «communauté socialiste», aux déficits et aux surplus de production de l'Union soviétique.

Dans ce cadre, les problèmes de l'«internationalisation de l'économie soviétique», le développement et l'encouragement des processus d'intégration des pays sous développés dans la «communauté socialiste», ainsi que l'opposition à la situation de monopole des puissances impérialistes de l'Occident dans ces pays, à partir des positions de nouvelle superpuissance, sont inscrits avec toujours plus de force à l'ordre du jour de la politique économique extérieure agressive de l'Union soviétique. Dans l'élaboration de cette plate-forme, l'Union soviétique met ouvertement l'accent sur la nécessité de «perfectionner les organismes et les pratiques tendant à s'assurer les matières premières déficitaires et des devises fortes des pays en voie de développement», sur les «puissants stimulants que ces pays fournissent au développement de son économie» et sur le «renforcement du potentiel» du social-impérialisme soviétique, qui étend toujours plus la sphère de ses intérêts impérialistes «légitimes» et «vitaux» au-delà des frontières nationales et des limites de l'Europe de l'Est.

L'élément fondamental de cette plate-forme révisionniste consiste dans la thèse d'une économie mondiale unique et interdépendante», où, par suite de la révolution scientifique et technique, se posent de manière particulièrement aiguë les «problèmes globaux» touchant les «intérêts vitaux» de chaque Etat et ne pouvant être résolus que dans le cadre d'un nouveau système de «rapports tripartites»: Union soviétique, Occident «tiers monde».

Dans leur essence, ces «problèmes globaux» qui se rattachent au «besoin objectif» d'«assistance» des pays sous-développés de la part des pays industrialisés, ne représentent que les intérêts globaux de l'impérialisme mondial dans ses efforts, entre autres, pour acquérir de nouveaux débouchés et terrains d'investissements, piller les richesses des autres pays, et préserver les lois néo-colonialistes dans le commerce mondial, où, le social-impérialisme soviétique réclama sa part en tant que superpuissance. Et la propagande soviétique le révèle lorsqu'elle affirme que dans la solution de ces «problèmes globaux», aucun pays, pas même l'Union soviétique, ne peut demeurer «non engagé».

Le Comecon est manipulé chaque jour davantage par Moscou pour les besoins de l'intégration et de l'internationalisation» de l'économie soviétique. La presse soviétique déclare que la division du travail au sein du Comecon «se réalise dans le cadre des projets d'une division du travail à l'échelle mondiale... Aussi les liens entre le Comecon et le tiers monde revêtent ils une grande importance dans une économie internationale où les grandes unions économiques jouent un rôle primordial». (Vyeshnyaya targoviya N° 10, 1978 et Veprski ekonomik, N° 9, 1977). Les accords asservissants que l'Union soviétique a conclus jusqu'ici avec 64 pays sous-développés définissent rigoureusement la charge des obligations matérielles et financières qui retombe sur les autres membres du Comecon pour la mise en oeuvre des plans expansionnistes du Kremlin, et cela avec une étroite spécialisation de chacun d'eux dans la «division socialiste du travail» dans le cadre du Comecon.

Mais le social-impérialisme soviétique réalise son expansion dans les -pays sous-développés toujours plus en dehors du cadre et des structures du Comecon. Cela apparaît clairement dans l'extension que connaissent les entreprises monopoleuses mixtes, soviétiques et occidentales, dans l'économie capitaliste mondiale. La création de sociétés mixtes dans des pays tiers, comme le montre l'accord de l'Union soviétique avec l'impérialisme allemand en 1978, est désormais une des clauses essentielles de des accords de coopération interétatique entre Moscou et les pays occidentaux. Au début de 1977, les monopoles étatiques soviétiques participaient à 84 monopoles internationaux ou associations avec l'Occident, dont quinze opéraient dans les pays sous-développés.

Le tableau de l'intégration complète de l'Union soviétique dans le système du capitalisme mondial est complété par la présence et l'activité d'organismes financiers, économiques et technique - administratifs du capitalisme monopoliste étatique soviétique dans les centres d'affaires de l'impérialisme mondial, aux points névralgiques de la toile d'araignée néo-colonialiste qui suce le sang des peuples, dans les marchés financiers et les bourses de New-York, Londres, Paris, Francfort, Vienne, Zurich, Singapour, Johannesburg, Brasilia, sur les marchés du dollar et des eurodevises, etc. Il convient d'ajouter aussi à ce tableau les accords entre Etats et les «gentlemen agreements» qui fonctionnent entre les oligarchies financières de l'Est et de l'Ouest sur la base de l'union personnelle. Qu'il suffise de rappeler ici les liens Brejnev-Hamme (chef de l'Occidental Petroleum Corporation) qui ne sont qu'une petite partie de ce vaste système de liens que pratiquent les khrouchtchéviens sur le modèle de l'accord Khrouchtchev-Agnelli.

Genc Xhuvani
Lulëzim Hana

**LE COMECON, INSTRUMENT DU SOCIAL-
IMPERIALISME SOVIETIQUE POUR
L'EXPLOITATION ET LA DOMINATION
DES PAYS MEMBRES**

La transformation de l'Union soviétique en une puissance impérialiste, sa politique agressive, expansionniste, hégémoniste et rapace à l'égard des autres peuples, ne pouvaient ne pas entraîner, comme elles l'ont effectivement fait, un changement dans la nature du Conseil d'Entraide économique (le Comecon), dans les buts qui ont présidé à sa création. Dévoilant la nature capitaliste et le rôle exploiteur et rapace de l'Union soviétique au sein du Comecon, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Le Comecon s'est transformé en une organisation révisionniste de coopération de l'industrie et de plusieurs autres branches de l'économie des pays qui en font partie. Cette organisation est dominée par les révisionnistes soviétiques qui, à travers elle, ont pour objectif d'exploiter et de diriger, dans leur intérêt, l'économie des autres pays membres, de l'obliger à se développer dans le sens qu'ils souhaitent, de conditionner les économies des autres pays, de façon que, dans le cadre de cette fausse coopération socialiste, ils dominent aussi politiquement ces Etats.»

C'est là une application concrète de la théorie fasciste brejnévienne de la «souveraineté limitée» dans domaine économique aussi. Afin de camoufler cette pratique d'exploitation, les révisionnistes de Moscou mènent une démagogie sans scrupule sur la soi-disant «lutte contre l'autarcie» et un grand tapage sur la prétendue nécessité de «l'intégration économique», de la spécialisation et de la coopération. fondées sur la subordination des intérêts nationaux aux intérêts «internationalistes», c'est-à-dire à ceux de l'Union soviétique.

La «coordination» de la politique économique dans toutes les phases du cycle de reproduction est, au centre ;;u programme néo-colonialiste, dénommé «programme complexe d'intégration socialiste» des pays membres du Comecon. Dans le cadre du Comecon, les révisionnistes soviétiques ont créé des organes supra étatiques, comme le conseil exécutif, des commissions et comités qui agissent selon les intérêts de l'Union soviétique, pour coordonner leur action avec ces pays dans les principaux domaines économiques et financiers. Afin de justifier la violation flagrante de la souveraineté des autres Etats. ils vantent tapageusement la soi-disant «propriété socialiste internationale», qu'ils présentent comme la forme suprême de la propriété socialiste, sans faire aucun cas des différences nationales et politiques créées au cours d'un long processus historique.

Lénine et Staline ont souligné que l'intégration socialiste ne peut s'accomplir que «pendant la période de l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est-à-dire pendant la période de l'instauration du socialisme dans tous les pays». Qui plus est les différences nationales et politiques entre les peuples et les pays, soulignait Lénine, continueront d'exister très longtemps, même après l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale».

Les élucubrations des révisionnistes soviétiques sur leur soi-disant intégration socialiste, ou sur l'internationalisation de la ,propriété socialiste sont donc en opposition flagrante avec les enseignements des classiques du marxisme-léninisme.

La politique typiquement néo-colonialiste des révisionnistes soviétiques a pratiquement conduit au changement de la structure de l'économie des pays membres d u Comecon dans le sens de l'accroissement et de l'approfondissement de leur dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique social-impérialiste. Prétextant «la liquidation des parallélismes», «l'exploitation exclusive des riches gisements», les révisionnistes soviétiques ont privé certains pays vassaux de la possibilité d'assurer eux-mêmes la production de nombreux produits et ont créé une situation qui met ces pays sous la dépendance de l'Union soviétique non seulement pour ce qui concerne les matières premières, mais aussi les produits semi-ouvrés, ouvrés, la technique et la technologie. C'est ainsi que l'économie des autres pays du Comecon connaît en fait un développement unilatéral. Cela dit, de grande, trusts tchécoslovaques comme SKODA, CKD, TESLA, etc., aux traditions bien connues dans la production de machines, d'automobiles, d'équipements électriques, etc., sont contraints, en raison de cette «refonte», de produire essentiellement pour les besoins du marché de la métropole russe. La Hongrie également, dans le cadre de cette soi-disant «spécialisation», est obligée de spécialiser l'usine «L'Etoile rouge» de Budapest essentiellement dans la production des freins de tracteurs, .bien qu'elle ait longtemps produit des tracteurs complets. Actuellement les besoins de l'agriculture

hongroise en tracteurs sont couverts par les importations d'Union soviétique. Il est évident que des limitations de ce genre imposées à la structure de l'économie des pays membres du Comecon, ne pouvait pas manquer d'entraver le développement général de ces pays et d'y créer de nombreuses anomalies et difficultés.

La tendance des révisionnistes soviétiques à donner au développement des pays membres du Comecon un caractère unilatéral s'observe aussi dans leurs efforts pour empêcher le développement à cycle complet des nouvelles branches, dont la création a été permise dans ces pays. Le cas de la Hongrie qui, malgré ses importants gisements de bauxite, se voit interdire de développer son industrie d'aluminium, est particulièrement typique à cet égard. Dans le cadre des plans de «coopération et de spécialisation» que les révisionnistes soviétiques ont dicté au Comecon, cette industrie doit être développée en Union soviétique même, laquelle en fait venir les matières premières de Hongrie, celle-ci, de son côté, étant obligée -de satisfaire ses besoins en produits d'aluminium en les important d'Union soviétique! Cette année, il est prévu que 330 000 tonnes de bauxite (1,5 fois plus que six ans auparavant) seront transportées à une distance de plusieurs milliers de kilomètres pour être fondues dans les usines d'Union soviétique. De même, la Pologne, dont les usines métallurgiques dépendant essentiellement des matières premières et de l'énergie que lui fournit la métropole russe, n'arrive à réaliser sur son sol pas même la moitié du cycle de la production dans cette branche. D'autre part, ce pays révisionniste est obligé de livrer à l'Union soviétique la plus grande partie des produits qu'il fabrique à partir de matières premières soviétiques ou dans des usines construites avec des crédits soviétiques, dans le cadre du Comecon. (Jusqu'à présent, la Pologne a, entre autres, livré à l'Union soviétique des dizaines d'usines complètes pour la production d'acide sulfurique et plus de 110 000 wagons ferroviaires). La Bulgarie, dont l'industrie a été mise sur pied, soit sur la base des matières premières soviétiques, soit, comme une composante de l'industrie de la métropole russe à laquelle elle est obligée d'envoyer une quantité considérable de ses produits pour en effectuer les opérations définitives, est un autre cas typique de dépendance totale vis-à-vis du social-impérialisme soviétique. Et cette dépendance coûte à la Bulgarie un endettement de plus de 2 milliards de roubles.

Selon le soi-disant programme complexe d'intégration économique, presque tous les pays membres du Comecon financeront en commun la construction de divers ouvrages en Union soviétique. Les données publiées par les révisionnistes soviétiques eux-mêmes font ressortir que durant le quinquennat en cours, il sera livré à l'Union soviétique, comme cela a été «coordonné» par le Comecon ou établi par des accords bilatéraux, des équipements complets pour la construction de plus de mille établissements industriels, y compris d'autres équipements pour six usines d'urée d'une capacité annuelle de 6 millions de tonnes, des équipements pour vingt et une usines de production d'acide sulfurique d'une capacité totale de 10 millions de tonnes par an, pour quarante-six usines de l'industrie alimentaire. Etant donné qu'aux termes des décisions prises par le Comecon, ces usines demeurent propriété du pays où elles sont construites, le grand avantage que tirent les social-impérialistes soviétiques de tels rapports d'exploitation avec les pays révisionnistes dépendants, est très évident.

Les investissements de base qui sont faits, dans le cadre du Comecon, dans les pays de ce groupement capitaliste ou les crédits qui leur sont accordés par les révisionnistes soviétiques, servent essentiellement leur développement unilatéral, et visent à adapter le mieux possible la structure économique des pays vassaux à la structure économique soviétique. Ces crédits sont octroyés par la Banque Internationale des Investissements, à travers laquelle les révisionnistes soviétiques approfondissent, entre autres, la dépendance et l'asservissement économique des pays vassaux envers la métropole russe.

La nouvelle bourgeoisie soviétique exploite aussi les pays membres du Comecon à travers d'autres avantages importants qu'elle tire de l'échange inégal, du diktat à grande échelle des «ciseaux des prix». Ainsi par exemple, les prix auxquels les révisionnistes soviétiques vendent le minerai de fer aux pays révisionnistes d'Europe de l'Est, sont de 10 à 15 pour cent plus élevés que ceux du marché mondial, et ceux des machines, de 1,4 à 2,1 fois plus haute. Les machines

importées de la R.D. Allemande sont achetées par les révisionnistes soviétiques à des prix inférieurs de 25 à 30 pour cent à ceux du marché mondial. Cet échange inégal est encore plus accentué dans le commerce des produits agricoles que l'Union soviétique importe de ses vassaux du Comecon. Cette rapine sans scrupule a assuré à la bourgeoisie soviétique rien qu'au cours du huitième quinquennat un profit supplémentaire de 3 milliards 500 millions de roubles.

Alors qu'auparavant les révisionnistes soviétiques vantaient le principe selon lequel, dans une organisation comme le Comecon, «modèle des rapports communs internationaux entre les pays socialistes», la conjoncture du marché capitaliste ne doit influencer en rien sur l'élaboration de la politique des prix, par contre, depuis que la crise de l'énergétique a commencé à s'aggraver sur ce marché, non seulement ils ont laissé cette thèse dans l'oubli, mais ils sont même passés à des actions concrètes. Ainsi par exemple, depuis janvier 1975, l'Union soviétique a augmenté le prix du pétrole vendu aux pays du Comecon bien que ce prix fût déjà supérieur à celui auquel les révisionnistes soviétiques vendaient leur pétrole aux pays capitalistes et que les pays du Comecon aient même investi de leurs capitaux dans l'industrie du pétrole et du gaz en Union soviétique. Ils sont même allés jusqu'à réduire les contingents de pétrole qu'ils fournissent à ces pays, afin de disposer de quantités plus importantes à vendre sur le marché capitaliste qui leur procure des devises. Selon les données publiées par les révisionnistes eux-mêmes, en 1980 par exemple, l'Union soviétique livrera aux pays membres du Comecon 5 millions tonnes de pétrole de moins qu'en 1979.

Une pratique de rapine comme celle-ci a entraîné et ne cessera d'entraîner de fâcheuses conséquences dans l'économie et les finances des pays membres du Comecon. Du seul fait de la hausse des prix du pétrole soviétique en 1975, qui ne s'accompagna naturellement pas de la hausse des prix des produits que les révisionnistes soviétiques achètent aux autres pays révisionnistes, les pays membres du Comecon ont été obligés de verser à l'Union soviétique social-impérialiste un supplément de plus d'un milliard de roubles.

La politique néo-colonialiste des nouveaux tsars du Kremlin suscite de plus en plus ouvertement des contradictions au sein de ce groupement capitaliste. Les cliques des autres pays révisionnistes, assistant à ces pratiques rapaces et n'ayant aucune possibilité de maintenir tant soit peu un équilibre intérieur pour freiner le déferlement de la haine de leurs masses travailleuses contre la rapine et la double exploitation capitaliste, sont obligées d'exprimer de temps à autre leur mécontentement, leur désapprobation, et de s'opposer ouvertement à leurs patrons de Moscou. Les revues soviétiques comme «Voprosi Filosofyi», «Voprosi ekonomiki», «Myejdounarodnaya jizn», «Ekonomitcheskaya gazeta» ont tour à tour observé qu'au cours «. . . des processus d'intégration et de coopération économique. . . on se heurte inévitablement à des difficultés», que «le processus d'intégration économique, dans le cadre du Comecon, comporte objectivement une série de difficultés», ou, plus ouvertement, qu'il existe «une certaine discordance d'intérêts» et «des contradictions objectives» entre les membres de cet organisme.

Dervish Dumi

LA RIVALITE ET LA COLLABORATION SOVIETO-AMERICAINES, LE PLUS GRAND DANGER POUR LA PAIX ET LA SECURITE DES PEUPLES

La rivalité et la collaboration entre les deux plus grandes puissances impérialistes de notre époque, les

Etats-Unis et l'Union soviétique, constituent l'un des facteurs principaux qui tendent à aggraver la situation internationale actuelle. Celle-ci apparaît aujourd'hui compliquée. Elle a pour traits l'insécurité, la tension politique et militaire, les interventions et les conflits armés,

conséquences de l'exacerbation, sous tous ses aspects, de la crise générale du capitalisme, des contradictions entre les puissances impérialistes, en premier lieu les Etats-Unis et l'Union soviétique. Dans ces conditions, alors que ces deux superpuissances sont durement frappées par la crise, les luttes révolutionnaires et de libération des peuples et le combat des Etats nouvellement formés pour renforcer leur indépendance et leur souveraineté nationales, alors que leurs alliances et groupements militaires et politiques sont rongés par de nombreux désaccords et contradictions et secoués dans leurs fondements, leur hégémonie tend à s'affaiblir toujours plus et la sphère de leur domination néo-coloniale à se rétrécir. Tout cela aggrave sans aucun doute les contradictions, la rivalité et les affrontements entre elles pour la conquête de sphères d'influence, chacune cherche à affaiblir les positions de sa rivale et à renforcer les siennes propres. L'Union soviétique ne perd aucune occasion de combler les vides éventuels, les failles provisoires qui se créent dans les sphères d'hégémonie et d'influence des Etats-Unis à la suite des révolutions et des luttes de libération des peuples. A cette fin, elle s'efforce de mettre à profit les mouvements de libération ou les luttes de ces pays pour assurer leur indépendance et leur souveraineté nationales et réaliser des transformations démocratiques, afin de les mettre sous sa coupe, comme elle l'a fait en Angola; elle s'évertue à étendre son influence en soutenant des régimes qui portent des étiquettes socialistes progressistes, ou en créant des troubles dans un pays donné par le moyen des forces pro-soviétiques puis en intervenant par les armes pour le mettre sous son contrôle, comme elle l'a fait de l'Afghanistan.

Toutefois, cela ne signifie absolument pas, comme le prétendent les révisionnistes chinois et d'autres, que les Etats-Unis battent constamment en retraite, qu'ils abandonnent leurs importantes positions stratégiques devant la pression de l'expansion soviétique. Ils s'emploient, d'une part, à combler les failles, à regagner les positions perdues et à en occuper de nouvelles, et, d'autre part, secourant à tous les moyens et méthodes, à freiner l'expansion de l'Union soviétique, à saper ses positions là où elles sont faibles et instables.

Ce sont justement ces intérêts et contradictions impérialistes inconciliables, cette âpre lutte pour des zones d'influence, cette course sans précédent à l'hégémonie et à la domination du monde entier, qui mettent les deux superpuissances dans une situation de conflits et de heurts continus. Elles ont fait de l'intervention militaire et politique-diplomatique ainsi que de l'agression économique, idéologique et culturelle, l'un des moyens les plus courants non seulement pour étendre leur expansion jet leur hégémonie, „mais aussi pour rétablir l'équilibre des forces» entre elles, lorsqu'il est rompu, ou pour empêcher qu'il ne se rompe dans les zones où un accord préliminaire ra été réalisé.

En Europe, elles se sont efforcées, à travers les concessions et les compensations mutuelles, de maintenir ce qu'on appelle le «statu quo territorial», l'intangibilité des frontières entre les pays européens, et plus précisément, toujours par la force, l'intangibilité des limites de leurs sphères d'influence dans ce continent. Mais de toute façon, cet accord de statu quo en Europe, comme tout autre accord impérialiste, est provisoire et n'exclut nullement la rivalité entre elles. Les Etats-Unis et le bloc de l'OTAN s'efforcent actuellement d'affaiblir les positions de l'Union soviétique, à l'intérieur de son bloc, en encourageant les processus de libéralisation pro-occidentale et une certaine «détente» évolutive, graduelle; de son hégémonie, comme il en va en Pologne ou ailleurs. L'Union soviétique, de son côté, outre les mesures militaires qu'elle prend pour renforcer sa domination sur ses satellites, ne laisse passer aucune occasion d'affaiblir l'hégémonie des Etats-Unis dans l'OTAN, en encourageant le durcissement des contradictions et des désaccords qui opposent ceux-ci à leurs alliés à propos de nombre de questions d'ordre économique et financier, jusqu'à celle de l'installation des missiles nucléaires américains à moyenne portée. Dans le cadre de la rivalité pour le maintien de leur domination en Europe, les deux superpuissances augmentent toujours plus leur pression militaire et politique sur ce continent. C'est justement leur lutte pour affaiblir leurs positions hégémoniques réciproques au sein des alliances, des blocs et des groupements économiques, militaires et politiques, c'est cette confrontation permanente, militaire et politique, accompagnée de l'accroissement des effectifs, de nouveaux armements, de manœuvres et de

préparatifs de guerre, qui aggravent les menaces à la liberté et à l'indépendance des peuples européens et accroissent les dangers de guerre dans ce continent.

Depuis 1975, une rivalité très dure oppose les deux superpuissances pour la domination et l'hégémonie, pour le repartage des sphères d'influence dans ce qu'on appelle

le «tiers monde» et surtout en Afrique. Dans ce continent, les deux superpuissances se livrent une véritable guerre pour l'hégémonie. Elles trament des intrigues et créent des situations fort graves pour les peuples et les pays africains, afin d'intervenir par la suite et d'établir leur influence dans un pays ou un autre. L'objectif actuel de l'Union soviétique pour ce qui concerne l'Afrique, est d'affaiblir la domination des Etats-Unis dans ce continent, de leur enlever des positions et des bases importantes justement dans les pays où l'on observe une augmentation de la résistance à leur domination économique, politique, culturelle et néo-coloniale.

Au Proche-Orient, les deux superpuissances mènent actuellement l'une des luttes les plus âpres qu'ait connues cette région, pour s'emparer des richesses pétrolières et en contrôler les voies de transport. Cela apparaît particulièrement dans les multiples pressions et machinations politiques et diplomatiques auxquelles se livrent les Etats-Unis pour regagner leurs positions néo-colonialistes en Iran, tandis que l'Union soviétique cherche à y accroître son influence et à conquérir de nouvelles positions. Moscou a synchronisé et coordonné le coup qu'il a porté à l'Afghanistan avec les événements d'Iran. De même, le conflit qui a éclaté ces derniers temps entre l'Irak et l'Iran est le résultat de l'âpre rivalité, des complots et des intrigues des deux superpuissances pour s'assurer des sphères d'influence au Moyen-Orient. La grave situation qui s'est créée dans cette région démontre clairement que les deux superpuissances sont encore très loin d'avoir établi un certain «équilibre des forces et des intérêts» au Proche-Orient, aussi la lutte qu'elles se livrent pour l'hégémonie deviendra-t-elle encore plus âpre et pourra-t-elle conduire à un conflit de plus vaste envergure.

Ces nouveaux faits attestent une fois de plus la justesse de la thèse du VIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, selon laquelle, «... quand les superpuissances se rapprochent entre elles, comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde».

Aujourd'hui la rivalité et la compétition pour l'hégémonie entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ont pris de vastes proportions et deviennent aussi de plus en plus implacables et agressives pour une autre raison. qui tient à l'apparition de nouveaux prétendants à l'expansion et à l'hégémonie. A la rivalité soviéto-américaine pour la domination du monde sont venues s'ajouter maintenant les prétentions expansionnistes du social-impérialisme chinois, les convoitises rapaces du militarisme japonais, les efforts de l'impérialisme ouest-allemand en vue de s'assurer de nouveaux espaces vitaux, la féroce concurrence du Marché commun européen, qui a tourné ses regards vers les anciennes colonies».

Il est hors de doute que dans leur lutte pour la domination du monde, l'Union soviétique et les Etats-Unis s'efforceront, d'une part, d'écarter de cette lutte ces nouveaux prétendants impérialistes au repartage du monde, et, d'autre part, de s'en servir contre leur rival. C'est ce que font actuellement les Etats-Unis au regard de la Chine et du Japon, avec lesquels ils sont en train de créer un axe de type militariste afin de l'utiliser comme barrage pour freiner et affaiblir l'expansion de l'Union soviétique dans toute l'Asie et l'Océanie.

Cette attitude des superpuissances, qui se traduit dans leurs efforts pour dominer toutes les autres puissances impérialistes prétendant au repartage du monde, et aussi pour s'assurer la prééminence l'une sur l'autre, en même temps les oppose et leur impose la nécessité de collaborer et de conclure des accords dans certains domaines, lorsque cela convient à leurs intérêts et objectifs stratégiques. C'est pourquoi, quelque restreinte que devienne la sphère de leur coopération, les deux superpuissances s'efforceront toujours de trouver «de nouvelles formes de collaboration dans leurs divergences». C'est dans ce cache que s'inscrivent leurs efforts pour maintenir «l'équilibre des forces» militaires, et surtout pour s'empêcher réciproquement d'acquérir la supériorité en armements

nucléaires stratégiques. D'autre part, la possibilité de collaborer à travers le canal des négociations SALT leur impose aussi de chercher les voies et la possibilité d'établir un dialogue et un accord sur d'autres problèmes.

Dans la situation mondiale actuelle, alors que la crise de l'impérialisme s'approfondit toujours plus et que toutes ses contradictions s'aggravent, la rivalité pour les sphères d'influence et l'âpre course à l'hégémonie entre les deux superpuissances engendrent constamment des conflits et des luttes armées locales, qui risquent de se transformer en une conflagration -générale. «Lorsque les superpuissances ne seront plus en mesure de réaliser leurs intérêts rapaces par des moyens économiques, idéologiques et diplomatiques, lorsque les contradictions auront atteint leur plus haut degré d'acuité, lorsque les accords et les «réformes» ne seront plus capables de résoudre ces contradictions, alors commencera la guerre ,entre elles. Aussi les peuples qui s'ensanglenteront dans cette guerre, doivent-ils tout mettre en oeuvre pour ne pas être pris au dépourvu, pour saboter la guerre interimpérialistes de rapine en sorte qu'elle ne prenne pas des dimensions mondiales et, s'ils n'y parviennent pas, pour la transformer en guerre de libération et en sortir victorieux».

C'est là un grand enseignement léniniste qui indique la seule voie pour faire obstacle aux alliances, aux blocs, aux axes impérialistes et aux guerres qu'ils préparent, empêcher la réalisation des objectifs et de leur stratégie contre-révolutionnaires et bellicistes, et conjurer les dangers menaçant l'humanité, y compris le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

Clirim Muzha

LE PACTE DE VARSOVIE, PRINCIPAL INSTRUMENT DE LA POLITIQUE SOVIETIQUE DE DOMINATION ET D'AGRESSION

Le Pacte de Varsovie joue un rôle primordial dans l'application de la politique extérieure de l'Union soviétique, de même que l'OTAN sert à la mise en oeuvre de la stratégie de l'impérialisme américain. Les faits historiques et l'activité pratique, politique et militaire des pactes de guerre des deux superpuissances impérialistes ont révélé la justesse de l'analyse et de l'appréciation du Parti du Travail d'Albanie selon laquelle «l'OTAN et le Pacte de Varsovie, avec les armées bourgeoises et révisionnistes des pays membres, demeurent le principal rempart du système capitaliste et révisionniste, la plus grande force armée de choc contre la révolution et le socialisme, contre la liberté et l'indépendance des peuples... L'OTAN e le Pacte de Varsovie sont et demeurent des instrument pour la préparation et le déclenchement de la guerre».

Comme on le sait déjà, le Pacte de Varsovie fut créé en mai 1955. Sa création fut considérée à l'époque comme une action nécessaire pour que le camp socialiste et le pays de l'Europe qui y participaient conclussent un traité commun de défense contre la menace réelle du bloc agressif de l'OTAN, avec à sa tête l'impérialisme américain. Les justes attitudes que le Parti du Travail d'Albanie e te Gouvernement albanais ont adoptées face à la trahison khrouchtchévienne sont désormais notoires. Les soupçons justifiés de notre Parti sur les véritables buts auxquels visaient les Soviétiques par le Pacte de Varsovie se sont avérés fondés en un laps de temps relativement court. Alors que tous les autres membres du Pacte de Varsovie ont suivi la voie révisionniste de Khrouchtchev et donné dans son piège, notre pays, loin de se faire la proie des khrouchtchéviens, a démasqué constamment et au moment opportun l'activité antimarxiste et contre-révolutionnaire de la direction soviétique, et s'est finalement déchargé de toutes les obligations qu'il avait contractées en souscrivant au Pacte de Varsovie qui n'a jamais justifié la mission pour laquelle il fut créé.

La transformation contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en une superpuissance impérialiste ne pouvait pas ne pas être. suivie d'un changement radical du caractère du Pacte de

Varsovie, dont les causes, comme le souligne notre Parti, « . . . doivent être considérées surtout comme des causes de caractère idéologique et non pas de simple procédure ou d'organisation. La source de la dégénérescence du Pacte de Varsovie est le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique».

La politique suivie par l'Union soviétique dans le Pacte de Varsovie a revêtu ce dernier de nouveaux traits et lui a fait assumer de nouvelles fonctions, tout à fait contraires à ceux qu'il avait à sa formation. Il a entièrement perdu sa fonction de défense et il soutient aujourd'hui les intérêts de la domination soviétique dans l'Europe de l'Est, dans les pays membres, comme cela fut parfaitement prouvé en Tchécoslovaquie, en août 1968. Mais le Pacte de Varsovie soutient aussi depuis longtemps la politique soviétique d'agression et d'occupation ouverte des autres pays en Europe ou en dehors d'elle. C'est un fait que tous les alliés de l'Union soviétique dans ce Pacte ont appuyé l'occupation fasciste d'Afghanistan de même qu'ils ont appuyé la politique soviétique au Moyen-Orient et dans la zone du Golfe, en Afrique, Asie, etc.

Dans toute son activité politique et militaire, le Pacte de Varsovie applique la stratégie globale du social-impérialisme soviétique. Il est conçu pour lutter par tous les moyens contre la révolution et le socialisme, pour les miner et saper, pour étouffer par le fer et par le feu la révolution. Si elle éclate, dans les pays où le Pacte de Varsovie déploie son activité. Même la littérature politique soviétique parle ouvertement du rôle de ce Pacte au service de la politique extérieure impérialiste de l'Union soviétique. «L'organisation du Pacte de Varsovie est le centre principal de coordination de l'activité des pays frères en matière de politique extérieure. . . Fondamentalement, on peut parler aujourd'hui d'une stratégie commune de la communauté socialiste en politique extérieure».

Aujourd'hui le poing soviétique règne puissamment au sein du Pacte de Varsovie. Les positions dominantes du Kremlin dans cette alliance se sont renforcées graduellement, mais rapidement. Dans son livre «Les khrouchtchéviens» le camarade Enver Hoxha écrit : «A la confiance et à l'amitié marxistes-léninistes, les khrouchtchéviens soviétiques substituèrent la domination du grand Etat «socialiste», pour créer la «famille socialiste», la «communauté socialiste» où la loi est faite aujourd'hui par la main de fer de Brejnev et des maréchaux soviétiques. qui brandit au-dessus de la tête de chaque «enfant prodigue» de la famille la massue du Pacte de Varsovie».

Le Pacte de Varsovie est à tout moment à la disposition de Moscou. Les généraux soviétiques qui en assument les postes de commandement y règnent tout-puissants. Tout le système d'organisation de cette alliance sert les objectifs de l'Union soviétique. L'intégration militaire appliquée par les social-impérialistes soviétiques dans les relations avec ses partenaires, accompagnée de l'intégration économique dans le Comecon, a fait de ces pays de véritables appendices de l'empire soviétique sur le plan politique, économique et militaire. Dans le cadre de l'unification des armements, l'Union soviétique a mis sous sa pleine dépendance ses alliés quant à leur équipement en armements et technique militaire. Ces relations de diktat et de soumission sont masquées sous le couvert de la «standardisation de l'armement», de la «coopération» et de la «spécialisation», etc.

L'Union soviétique a installé sur le territoire des pays membres du Pacte d'importants effectifs, qui constituent en fait des forces d'invasion dans ces pays et sont prêts à agir là où le Kremlin en aura besoin. C'est ce qui s'est toujours produit dans le passé, c'est également ce que les Soviétiques ont fait ces derniers temps après les événements de Pologne. Les manœuvres militaires répétées effectuées par le Pacte de Varsovie servent aussi les visées de la politique soviétique, en ce qu'elles permettent, entre autres, au social-impérialisme soviétique de se livrer au chantage sur les peuples des pays où il exécute ces manœuvres et des pays voisins, de maintenir sous le joug et dans la terreur les cliques vassales, pour qu'elles ne secouent pas la tutelle soviétique, de déplacer ses troupes d'un territoire à l'autre soit pour faire croire qu'elle «réduit» ses effectifs dans un pays donné, soit pour faire pression sur l'OTAN et les Etats-Unis. Mais, par ses manœuvres, c'est surtout

le Pacte agressif de Varsovie, effectivement transformé en un important appendice de son armée d'agression, que l'Union soviétique tient sur le pied de guerre.

Il est évident que, dans le domaine de la politique extérieure, l'Union soviétique tend à étendre son hégémonie et sa domination sur le monde entier. Cette orientation s'est concrétisée dans les pressions politiques et militaires qu'elle exerce sur les autres pays, dans les préparatifs militaires intenses pour entreprendre, selon les moments et les situations, non seulement des agressions et invasions dans des pays donnés, mais aussi des attaques sur une grande échelle contre des régions entières et contre plusieurs pays à la fois. Considéré sous cet angle, le rôle du Pacte de Varsovie est considérable. C'est un moyen important entre les mains des social-impérialistes soviétiques dans leur rivalité avec l'impérialisme américain et l'OTAN. D'une part, sur le plan politique, le Pacte de Varsovie sert à réaliser et préserver la domination de l'Union soviétique sur les pays vassaux de l'Europe orientale et à assurer l'approbation et le soutien de ces pays à la politique extérieure impérialiste de l'Union soviétique; et d'autre part, sur le plan militaire, il sert à mettre en œuvre cette politique.

Le Pacte de Varsovie est non seulement le gardien des intérêts soviétiques dans les pays pressurés et appauvris par Moscou, mais il représente en même temps un grand danger pour la liberté et l'indépendance des autres pays de l'Europe et des régions environnantes. L'Union soviétique a envahi l'Afghanistan et mène un grand tapage sur la «sécurité européenne», elle se prépare intensément à la guerre en même temps qu'elle jure qu'elle est pour le «désarmement», la «paix», et la «détente». Par le biais du Pacte de Varsovie elle se livre partout au chantage et à des menaces. L'Union soviétique a mis sur pied dans les pays satellites des bases militaires, elle y a construit des autoroutes et des oléoducs, etc. En outre, conformément à la stratégie et à la politique agressive du Kremlin, les chefs de file soviétiques du Pacte de Varsovie ont réorganisé de temps à autre les structures des commandements et revu les orientations de leur action. Actuellement opère, entre autres, le commandement soviétique de l'aile sud, dont l'activité vise les Balkans et les eaux occidentales qui les arrosent. Augmentant sans cesse son budget de guerre, qui, selon les agences de presse, a atteint quelque 160 milliards de dollars, l'Union soviétique pousse ses vassaux à accroître leurs dépenses militaires. Par là le Pacte de Varsovie accélère ses préparatifs d'agression militaires.

Dans ces circonstances, apparaît clairement le caractère fallacieux des pourparlers tristement fameux sur la «diminution des troupes et des armements en Europe», que les social-impérialistes soviétiques, dans le cadre du Pacte de Varsovie, mènent depuis une décennie avec les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN. Ces négociations démagogiques visent à couvrir la réalité, la course aux armements et la rivalité entre les deux superpuissances, et les préparatifs intensifs pour une nouvelle guerre mondiale.

La stratégie du social-impérialisme soviétique n'a rien de commun avec le socialisme et le léninisme, et toute épithète du genre «internationaliste», «pacifique» et «défensif» que la propagande soviétique cherche à appliquer au Pacte de Varsovie n'est qu'un bluff. Ce Pacte est le frère de l'OTAN alors que la politique extérieure soviétique, comme le Parti du Travail d'Albanie l'a clairement montré, est une politique de force, de violence, d'oppression et d'agression impérialiste.

L'attitude des révisionnistes chinois dans ce domaine retient également l'attention. Proclamant le social-impérialisme soviétique l'unique ennemi des peuples, ils considèrent comme dangereux le seul Pacte de Varsovie et soutiennent l'OTAN.

D'autre part, la Chine se tait sur la question des peuples des pays qui souffrent sous la double domination de la bourgeoisie locale et de la bourgeoisie soviétique, leur conseillant ainsi de se taire, de se soumettre, de se faire de la chair à canon pour la clique sanguinaire du Kremlin.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, conséquents dans leurs positions marxistes-léninistes, lutteront avec détermination dans l'avenir également, comme ils l'ont toujours fait, contre la politique impérialiste, hégémoniste et expansionniste de l'Union soviétique et de son instrument de guerre, le Pacte de Varsovie, et c'est avec la même force qu'ils combattent et combattront l'impérialisme américain, l'OTAN et toute la réaction mondiale. C'est par la voie juste, révolutionnaire, que l'on conquiert la liberté et l'indépendance, que l'on garantit la défense de la

Patrie et la construction du socialisme, c'est par la voie internationaliste que l'on soutient et appuie la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés pour leur libération nationale et sociale.

Arshi Rucaj

L'AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS ENTRE L'UNION SOVIETIQUE ET LA CHINE, RESULTAT DE LEUR POLITIQUE IMPERIALISTE

Actuellement entre l'Union soviétique et la Chine se déroule un vaste affrontement complexe, englobant presque tous les domaines. Leurs visées de grande puissance ont conduit ces deux pays à des frictions, des contradictions et des conflits, qui dans les années 60 et 70 se sont étendus, approfondis et durcis au point de tourner à des affrontements armés.

Après avoir usurpé le pouvoir et engagé l'Union soviétique dans la voie du développement capitaliste, les khrouchtchéviens se sont fixé pour objectif de créer l'empire révisionniste russe. De leur côté, les maoïstes, gonflés de l'ancien nationalisme et chauvinisme chinois, ont ouvertement exposé leurs plans pour faire de leur pays une nouvelle superpuissance impérialiste, tendant par là, au même titre que les Etats-Unis et l'Union soviétique, à l'hégémonie et à la domination mondiale.

Il n'est pratiquement pas de domaine des rapports internationaux actuels où ne se manifestent dans toute leur âpreté les désaccords et les contradictions entre le social-impérialisme soviétique et le social-impérialisme chinois. Ce qui oppose ces deux nouveaux impérialismes entre eux tient en premier lieu au rôle que chacun d'eux aspire à jouer dans le monde, ainsi qu'à leur rivalité pour les sphères d'influence.

L'Union soviétique, en tant que superpuissance constituée, dotée d'un grand potentiel économique et 3 militaire, qui manipule des blocs militaires et économiques, comme le Pacte de Varsovie et le Comecon, et qui, à l'Est comme à l'Ouest, a au service de sa politique des partis vassaux, et dispose d'une vaste zone d'influence et de domination comme la soi-disant communauté socialiste, cherche à faire la loi et à exercer, aujourd'hui et demain, sa domination dans plusieurs régions du monde.

Bien qu'étant, pour le moment, encore loin d'avoir atteint ses objectifs et se trouvant dans un état chaotique, la Chine, du fait même de ses prétentions au rang de superpuissance, de sa politique d'expansion et belliciste, ainsi que de ses alliances impérialistes et agressives avec les Etats-Unis et le Japon, est nécessairement considérée par le social-impérialisme soviétique comme une menace à sa propre domination, surtout dans le continent asiatique. Economiquement et politiquement plus puissante et jouissant d'une position relativement mieux consolidée, l'Union soviétique fait l'impossible pour réaliser ses plans d'isolement et de soumission de la Chine. Elle poursuit ses pressions et ses menaces tant aux abords de la frontière qui l'en sépare en y massant des troupes considérables armées jusqu'aux dents, que par le biais des autres pays qui sont ses alliés. .

De son côté, la Chine aussi, mettant en oeuvre sa politique chauvine, a massé à la frontière sino-soviétique des millions de soldats et y affecte une grosse partie de ses dépenses de guerre. Les visées et les tentatives d'expansion et de domination des révisionnistes chinois sont désormais notoires.

Mais, malgré ses desseins ambitieux, la Chine n'est pas encore en mesure de rivaliser même avec une seule des deux superpuissances impérialistes, bien qu'elle agisse à l'égard des petits peuples avec la brutalité et l'arrogance d'une grande puissance. Dans ces conditions, les révisionnistes chinois, se fondant sur leur nombreuse population, sur son exploitation intensive,

cherchent à faire de leur pays, le plus vite possible, en fixant comme dernier délai l'an 2000, une superpuissance impérialiste, dotée d'une puissante industrie de guerre et d'une grande armée équipée des armements les plus sophistiqués. D'autre part, ils ont orienté leur politique extérieure dans la voie de l'alliance avec l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes, sur les aides desquelles ils fondent leurs espoirs pour se moderniser économiquement et militairement.

Engagés dans cette voie, les social-impérialistes chinois se rendent compte que, pour réaliser leurs grandes ambitions politiques, économiques et militaires, il leur faut liquider dès l'abord toute résistance à leur expansion. Mais il leur faut affronter un adversaire encore plus puissant, le social-impérialisme soviétique, pour lui enlever la Sibérie, l'Extrême-orient et le chasser de ces zones et pays d'Asie centrale et du Sud-Est, où eux-mêmes comptent s'étendre et créer leurs colonies. Puis, ils envisagent de se heurter à d'autres impérialistes en vue d'acquérir des zones d'influence et des débouchés plus lointains, en Afrique, en Amérique latine et Océanie. C'est pourquoi actuellement la Chine, afin de réaliser ses visées hégémonistes, a fondé sa politique extérieure sur l'alliance avec l'impérialisme américain, auquel elle demande instamment des crédits, des armements et de la technologie.

Les social-impérialistes chinois fondent également leurs espoirs pour la création d'une Chine puissante aux dimensions continentales, sur leur stratégie diabolique qui prône et encourage le déclenchement d'une nouvelle guerre inter impérialiste. Le social-impérialisme chinois pousse dans ce sens l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes, qu'il appelle ouvertement à former une «sainte alliance» contre le social-impérialisme soviétique qui est plus puissant, lui-même n'étant pas assez fort pour lui faire la guerre. Les social-impérialistes chinois souhaiteraient que cette guerre soit déclenchée en Europe, loin de leurs frontières, afin que les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'Europe elle-même soient mis à feu et à sang, et que la Chine reste la seule puissance dominante au monde.

Or ce jeu avec le feu conduira nécessairement la Chine à une véritable catastrophe. Ni les Etats-Unis ni ses autres alliés et amis n'entreront dans la danse de la guerre pour les intérêts de la Chine. Bien au contraire, ils ont intérêt, et ils agissent en conséquence, à ce que celle-ci devienne une mercenaire politique et un instrument de guerre entre leurs mains afin de voir réaliser leurs plans et leur stratégie visant à affaiblir et à détruire la puissance du social-impérialisme soviétique, qui constitue, lui, leur principal rival pour la domination mondiale.

Aujourd'hui la compétition pour l'hégémonie entre le social-impérialisme soviétique et le social-impérialisme chinois s'observe dans toutes les zones les plus importantes et les points les plus chauds du monde, mais surtout en Asie, où, plus que partout ailleurs, se heurtent leurs intérêts d'expansion et de domination. Ces zones commencent en Extrême-Orient; elle comprennent l'Asie du Sud-Est, qui constitue actuellement l'une des régions le plus exposées à la rivalité impérialiste soviéto-chinoise, dans le sous-continent Indien, et s'étendent jusqu'au Moyen-Orient, où l'odeur du pétrole n'attire pas seulement l'Union soviétique, mais aussi la Chine.

Les facteurs des âpres et profondes contradictions qui opposent l'Union soviétique et la Chine sont à rechercher dans l'idéologie impérialiste et la politique chauvine que suivent ces deux pays et leurs partis révisionnistes. C'est justement cette idéologie et cette politique, formulées et appliquées par les khrouchtchéviens et les maoïstes, sur le «grand Etat», le «grand peuple», et le «grand parti», qui poussent l'Union soviétique et la Chine à se battre entre elles, même pour un îlot qui émerge par moments au milieu d'un fleuve perdu.

Les oppositions des khrouchtchéviens avec les maoïstes ne correspondent nullement à des positions de principe, comme ils le prétendent pour tromper le prolétariat et les peuples et dissimuler leur cours hégémoniste et agressif. Le fond du problème réside en ce que chacun de ces deux courants antimarxistes au pouvoir cherche à être la «tête dirigeante» et à arborer l'étendard du révisionnisme moderne afin de s'en servir selon les intérêts et les plans de sa politique impérialiste.

Les révisionnistes soviétiques recourent à tous les moyens possibles et imaginables pour conserver leurs positions de domination à l'égard de leurs alliés révisionnistes et utiliser tous les partis révisionnistes comme des instruments de leur politique extérieure hégémoniste, alors que les

révisionnistes chinois cherchent à torpiller ces positions et à s'en emparer eux-mêmes. C'est pourquoi ils forment, là où ils le peuvent, de nouveaux partis et groupes maoïstes et renforcent les ponts d'amitié surtout avec les partis révisionnistes des pays occidentaux, qui s'opposent aux révisionnistes soviétiques et qui ont tendance à s'affranchir du contrôle de Moscou. Les révisionnistes chinois comptent, par ces forces, créer un nouveau bloc révisionniste en mesure de faire la guerre au bloc soviétique.

En apparence, on dirait qu'il n'existe rien de commun entre le révisionnisme soviétique et le révisionnisme chinois, qu'ils n'ont que des désaccords et des contradictions. La politique impérialiste qu'ils suivent, selon les intérêts de la bourgeoisie de leurs pays respectifs, les divise et les engage dans des conflits et des combats. Mais l'identité de leurs visées dans leur lutte actuelle contre le marxisme-léninisme, la révolution et le socialisme, les unit et les met du même côté de la barricade que les ennemis les plus féroces et les plus dangereux des peuples.

Aussi, comme ils ont la même base idéologique, on ne peut, malgré leurs oppositions et leurs chantages réciproques, exclure la possibilité de compromis et d'accords conjoncturels entre eux conformes à leurs intérêts. Les compromis passés par Chou En-lai dans ses entrevues et entretiens dénués de principes et secrets avec les khrouchtchéviens à Moscou et à Pékin, ne sont ni les premiers ni les derniers. Ils s'inscrivent dans la ligne de la politique des dirigeants révisionnistes chinois, qui change au gré des conjonctures internationales et des intérêts pragmatistes de la Chine.

En conclusion, on peut dire que les contradictions impérialistes soviéto-chinoises émanent du système même d'oppression et d'exploitation capitaliste qui existe en Union soviétique et en Chine, elles sont alimentées par les intérêts et les ambitions hégémonistes et expansionnistes des classes dominantes de ces pays.

Afin d'aggraver ces contradictions, l'impérialisme et la réaction internationale jettent de l'huile sur le feu dans le but de tirer leurs propres avantages de cette situation. En même temps, ils dépeignent les contradictions entre l'Union soviétique et la Chine comme un conflit entre les «deux géants communistes», et visent par là à jeter le désarroi parmi les peuples, à discréditer le socialisme et le communisme.

Prévoyant clairement les dangers qui proviennent du cours hégémoniste et chauvin des khrouchtchéviens et des maoïstes, le Parti du Travail d'Albanie a lancé également une sérieuse mise en garde contre eux. Les analyses approfondies que le camarade Enver Hoxha a faites de ce cours et les définitions marxistes-léninistes qu'il en donne surtout dans ses ouvrages fondamentaux comme «L'Impérialisme et la révolution», «Réflexions sur la Chine», «Les khrouchtchéviens», ont été et sont toujours parfaitement confirmées par l'évolution des faits.

Outre ces mises en garde, notre Parti ne s'est jamais départi de ses positions de principe, il a dénoncé résolument et courageusement la politique hégémoniste et agressive des social-impérialismes soviétique et chinois et dévoilé leurs plans hostiles envers notre pays. Cette juste attitude a revêtu et revêt une importance particulière tant pour les destinées de notre peuple, que pour la cause de la révolution et du socialisme dans le monde.

LA POLITIQUE AGRESSIVE DES SOCIAL-IMPERIALISTES SOVIETIQUES EN MEDITERRANEE ET DANS LES BALKANS

Dans son oeuvre majeure, «L'impérialisme et la révolution», le camarade Enver Hoxha souligne que «la stratégie des social-impérialistes soviétiques. . . c'est la stratégie d'un Etat impérialiste rapace, qui cherche à étendre son hégémonie et sa domination sur tous les continents et sur tous les pays».

L'activité politique, économique et militaire de l'Union soviétique en Méditerranée et dans les Balkans occupe une place importante dans l'ensemble de l'activité expansionniste de la politique extérieure soviétique dans diverses régions du monde non seulement du fait que les visées impérialistes de l'Union soviétique traduisent les rêves des anciens tsars de Russie, qui considéraient les Balkans comme une «zone slave pro-russe», mais aussi parce que les ambitions de Moscou dans cette péninsule se rattachent à tout le bassin stratégique de la Méditerranée.

Afin d'accroître sa présence politique et militaire en Méditerranée, l'Union soviétique social-impérialiste a manœuvré dans les situations tendues créées dans cette région, et elle les a même attisées dans le but de créer des foyers permanents de tension et d'assurer par là sa présence militaire permanente dans cette région; elle s'est employée à créer des groupements d'Etats qui les soutiennent et à conclure des accords et des traités spéciaux avec les pays du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, etc. L'Union soviétique a exploité les agressions impérialistes-sionnistes des années 1967 et 1973 au Moyen-Orient, les crises de Chypre et de Malte, les graves situations créées au Liban et dans la Corne de l'Afrique, pour accroître les effectifs de sa flotte agressive et intensifier son action politique en Méditerranée. Toute cette activité politique et militaire s'est déployée et se déploie toujours dans le cadre de l'âpre rivalité soviéto-américaine pour la conquête de ? plus importantes positions stratégiques en Méditerranée.

Occupant des positions moins favorables que l'impérialisme américain, qui dispose de nombreuses bases navales et aériennes dans cette région, l'Union soviétique, afin d'installer ses propres bases, essaie d'utiliser les conjonctures qui se créent sur le fond de sa rivalité avec les Etats-Unis en Méditerranée, elle attise les querelles entre les pays arabes tout en se posant en leur «ami» et «protecteur»; elle leur accorde des aides, se livre à des démonstrations de sa puissance militaire sous le couvert des visites «amicales» de sa flotte de guerre etc. Malgré tous ces efforts, l'Union soviétique n'a pu s'assurer une puissante base permanente pour sa flotte d'agression. Chassée d'Egypte en 1972 par les Etats-Unis et ayant perdu la base d'Alexandrie, l'Union soviétique, exploitant les contradictions qui existent entre les pays arabes, a obtenu quelques facilités portuaires dans certains pays baignés par cette mer et jusque dans certaines bases aériennes. Au moyen de docks flottants, l'Union soviétique essaie aussi d'utiliser les bas-fonds de la Méditerranée pour réparer et approvisionner ses navires de guerre.

Ainsi, par sa présence «physique», en Méditerranée, l'Union soviétique vise, sur le plan politique, à exercer son diktat et à asseoir son hégémonie sur les pays de cette région. L'important, pour elle, c'est d'établir sa domination sur l'Afrique du Nord et de s'assurer de vastes zones d'influence en Europe méridionale et surtout dans les Balkans. L'Union soviétique tend à affaiblir militairement les positions de son rival, l'impérialisme américain, sur l'aile sud de l'OTAN et à contrôler le trafic maritime des pays occidentaux, en particulier dans les détroits. Sur le plan économique, l'Union soviétique cherche à étendre son expansion et son contrôle sur cette région.

Ce sont ces mêmes objectifs stratégiques, politiques et économiques que l'Union soviétique social-impérialiste vise dans les Balkans. Cette zone particulière en ce qu'elle a été considérée dans le passé comme une «poudrière» autour de laquelle se sont entrelacés les intérêts des grandes puissances capitalistes d'Europe, puis, des superpuissances. Cette rivalité, fondée sur des desseins stratégiques, s'affirme aujourd'hui encore avec force. Les superpuissances essaient, sous toutes les

formes. d'intervenir dans les pays balkaniques, de renforcer leurs positions et leur influence dans ces pays, qu'elles ont mis sous leur contrôle ou attachés à elles par des alliances. Elles font également tout leur possible pour s'évincer dès que chacune voit les positions de l'autre ébranlées dans tel ou tel pays de la région. En cas d'une attaque contre l'Europe, les Balkans demeurent un point d'appui important pour les plans de deux superpuissances, un «œil» sur le Moyen-Orient et la Méditerranée. Les social-impérialistes soviétiques ont fait de la Bulgarie un avant-poste important de leurs menées agressives et de celles du Pacte de Varsovie contre les autres pays balkaniques. L'Union soviétique et le Pacte de Varsovie disposent dans ce pays de dizaines de bases terrestres, maritimes et aériennes, d'aérodromes militaires et d'un nombre considérable de dépôts d'armements, etc. Pour faciliter les opérations militaires contre les Balkans, l'Union soviétique a construit un système de ferry-boats. Ilitchovsk Varna, l'un des plus grands au monde. pour le transport de troupes et de moyens de guerre du territoire soviétique au territoire bulgare.

En Hongrie également, sont concentrées des troupes soviétiques destinées aux pays balkaniques. C'est ce même but que servent les manœuvres militaires du Pacte de Varsovie avec la participation d'un nombre toujours accru de troupes et de moyens de guerre, la création de commandements et de postes de commandement, d'ouvrages d'intérêt stratégique et militaire dans les pays balkaniques et les Etats voisins, ainsi que les efforts de l'Union soviétique pour installer à tout prix dans la Péninsule des bases de sa flotte agressive de la Méditerranée.

Ce sont ces visées hostiles que l'Union soviétique nourrissait à l'encontre de notre pays également, lorsque Khrouchtchev, comme le camarade Enver Hoxha le souligne dans son livre «Les khrouchtchéviens», se proposait de construire dans le sud de l'Albanie une puissante base de sous-marins pour réaliser ses ambitions expansionnistes dans toute la Méditerranée, «du Bosphore à Gibraltar».

L'action et les interventions de l'Union soviétique dans cette région sont favorisées aussi par la situation à compliquée des relations entre les pays balkaniques, où, agissant selon le cas, elle-même ou par le biais de son instrument, la Bulgarie, elle attise les contradictions entre ces Etats. Dans le cadre de la rivalité soviéto-américaine dans les Balkans, l'Union soviétique essaie de torpiller les positions américaines en Grèce et Turquie. Par cette activité néfaste, l'Union soviétique comme les Etats-Unis visent à menacer, à intimider et à démoraliser les peuples des Balkans, dans le but de créer des situations susceptibles d'être exploitées par elles dans certaines conjonctures favorables, comme prétexte pour justifier leur ingérence ou leur agression militaire dans tel ou tel pays balkanique.

Dans l'analyse de la politique des révisionnistes soviétiques, qu'il a faite au VIIe Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha a souligné que «l'Union soviétique a des visées manifestement expansionnistes surtout en direction des Balkans et de la Méditerranée» et que «ces visées, elle s'efforce de les réaliser par l'agression ou par la subversion». L'Union soviétique a mis au service de cette activité le Pacte de Varsovie et le Comecon, les deux principaux instruments de sa politique socialimpérialiste.

L'action de la politique extérieure . agressive de l'Union soviétique en Méditerranée et dans les Balkans fait apparaître que:

Primo, la politique soviétique est une politique de force et de diktat, une politique de chantages et de pressions militaires. La flotte soviétique, par sa présence, a servi constamment d'instrument de pressions et de chantage sur les pays méditerranéens et de soutien à l'action de la diplomatie social-impérialiste soviétique.

Dans la réalisation des visées hégémonistes de l'Union soviétique on constate un double processus, à la fois politique et militaire; d'une part, l'activité politique fébrile de la diplomatie soviétique, qui déploie tous ses efforts pour frayer la voie à ses visées stratégiques en Méditerranée et dans les Balkans et, d'autre part, l'appui donné à cette action politique dans ces régions par la présence militaire et l'accroissement de la force de frappe des social-impérialistes soviétiques.

Seconde, pour parvenir à ses fins hégémonistes, l'Union soviétique, en puissance impérialiste qu'elle est, applique à l'égard de ces pays une politique d'expansion économique,

comme un prélude et un support à l'expansion politique et militaire, mettant aussi en action dans ce but l'organisation néo-colonialiste du Comecon.

Tertio, la politique soviétique à l'égard des Etats de ces régions se caractérise par l'ingérence dans leurs affaires intérieures, qui se réalise suivant la tactique connue consistant à «ronger le fond de l'intérieur», par les manœuvres politique de coulisse, les coteries, les coups d'Etat, les activités d'espionnage ou à travers les partis révisionnistes favorables à Moscou.

Dans le contexte de l'activité politique des socialimpérialistes soviétiques en Méditerranée et dans les Balkans s'inscrivent aussi les desseins hostiles de l'Union soviétique à l'encontre de la République populaire socialiste d'Albanie. A la différence des autres pays, la politique extérieure soviétique envers l'Albanie ne se rattache pas seulement à la réalisation des plans actuels stratégiques et militaires de l'Union soviétique, elle consiste surtout dans la liquidation de l'unique Etat de dictature du prolétariat, de son Parti marxiste-léniniste, qui s'est tenu et se tient à la pointe du combat contre le révisionnisme khrouchtchévien et les autres révisionnismes de quelque couleur qu'ils soient.

Notre pays a toujours bien fait comprendre que quiconque accepte d'entrer dans le jeu des superpuissances, partant, dans celui de l'Union soviétique, nuit aux intérêts de son propre peuple et en même temps des autres. Démasquant les thèses révisionnistes sur la sécurité européenne ou balkanique, le Parti du Travail d'Albanie et notre pays ont souligné avec force que les peuples des Balkans sont en état d'agir avec détermination pour barrer la voie à toute intervention et intrigue des superpuissances impérialistes. En tant que pays méditerranéen, l'Albanie a élevé sa voix contre la présence des flottes de guerre américaine et soviétique, contre l'installation des bases américaines et soviétiques sur les territoires de ces pays, contre les facilités portuaires faites aux navires de guerre et contre les ponts aériens concédés à leurs avions militaires.

Le Parti du Travail d'Albanie et la République populaire socialiste d'Albanie ont constamment démasqué la politique extérieure de l'Union soviétique comme une politique extrêmement agressive, social-impérialiste, comme l'expression directe de la plate-forme idéologique du révisionnisme khrouchtchévien. Ils ont combattu le social-impérialisme soviétique avec la même force avec laquelle ils combattent les visées de l'impérialisme américain en Méditerranée, dans les Balkans et partout ailleurs, ainsi que les sombres desseins des social-impérialistes chinois dans cette zone.

Comme le camarade Enver Hoxha le souligne dans son livre «Les khrouchtchéviens», «. . . notre lutte contre l'activité de traîtres, de fascistes, de social-impérialistes des révisionnistes khrouchtchéviens n'a cessé ni ne cessera jamais. Nous les avons dénoncés et nous les dénoncerons jusqu'à ce qu'ils soient balayés de la face du globe...»

Ajet Simixhiu

LES VISEES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET MILITAIRES DU SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE AU MOYEN-ORIENT

Les visées politiques, économiques et militaires du social-impérialisme soviétique au Moyen-Orient sont une partie intégrante inséparable de toute la politique extérieure de rapine et hégémoniste de l'Union soviétique actuelle. Elles ont vu le jour à la suite de l'usurpation du pouvoir par le groupe révisionniste khrouchtchévien lorsque la politique extérieure comme la politique intérieure de l'Union soviétique subit des changements radicaux et que les principes prolétariens et internationalistes de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples et pays, qui

avaient triomphé avec la grande Révolution socialiste d'octobre, et que V.I. Lénine et J.V. Staline avaient défendus et appliqués avec esprit de suite, furent rejetés et foulés aux pieds. «La politique des révisionnistes soviétiques, a dit le camarade Enver Hoxha, est une politique typiquement agressive colonialiste et néo-colonialiste qui s'appuie sur la force du capital et des armes. La lutte que mène aujourd'hui l'Union soviétique pour s'assurer des positions stratégiques au Proche-Orient, son extension en Méditerranée, dans les océans Atlantique et Indien, la main qu'il allonge en Afrique et en Amérique latine, ses pressions sur l'Europe et son ingérence dans les affaires de l'Asie, sont autant d'actions qui portent le sceau de cette politique.»

Les visées politiques, économiques et militaires du social-impérialisme soviétique au Moyen-Orient ont un caractère stratégique. Elles s'inspirent des considérations suivantes:

Primo, cette zone possède des sources riches et relativement bon marché de pétrole et de gaz naturel ainsi que d'immenses réserves.

Bien qu'elle soit l'un des plus grands producteurs de pétrole et du gaz naturel au monde, l'Union soviétique en importe de très grandes quantités du Moyen-Orient:

a) pour les revendre à des prix concurrentiels aux pays vassaux de l'Europe orientale et à quelques pays de l'Europe occidentale:

b) pour que le pétrole et le gaz naturel de ces pays, qui ont une importance et valeur vitales non seulement pour l'économie de ses rivaux, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays occidentaux, mais aussi pour leur appareil militaire, ne demeurent jamais sous le seul contrôle des Américains.

Secundo, de par sa position géographique très favorable pour écourter les communications terrestres, maritimes est aériennes entre l'Europe et les autres continents, le Moyen-Orient sert de porte d'entrée et de sortie de l'Occident à l'Orient et vice-versa.

Le Canal de Suez également, étant la voie la plus courte de l'Europe à l'océan Indien, revêt une grande importance du point de vue militaire et stratégique pour la flotte maritime militaire soviétique de la mer Noire.

Tertio, le Moyen-Orient constitue à l'heure actuelle pour l'Union soviétique le marché le plus vaste et le plus avantageux pour la vente d'armes ainsi que le meilleur terrain d'essai de divers armements nouveaux.

En outre, les pays du Moyen-Orient constituent l'un des plus grands marchés où l'Union soviétique déverse ses stocks de produits industriels et **fait des investissements très avantageux pour elle-même, mais d'aucune utilité pour les peuples de ces pays.**

Quarto, la lutte anti-impérialiste et anti-social impérialiste des peuples arabes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des peuples de l'Afghanistan, de l'Iran, etc., pour défendre leur liberté et leur indépendance, leurs richesses nationales et surtout leurs richesses pétrolières. ont créé, ces deux dernières décennies, une situation très inquiétante et pour l'une et pour l'autre superpuissance. Dans leurs desseins contre-révolutionnaires, les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques visent également à saper les mouvements populaires progressistes et révolutionnaires et la lutte de libération de ces peuples.

*

* *

La politique des social-impérialistes soviétiques au Moyen-Orient est couverte du prétexte de la «défense des frontières et des intérêts supérieurs de l'Union soviétique» de la soi-disant communauté socialiste, voire même de l'«amitié» pour les autres peuples et pays «alliés» et de la détermination de respecter les «engagements solennels» pris envers eux. Mais le caractère fallacieux de l'«amitié» et de la «détermination de respecter les engagements» envers les peuples et pays alliés, en l'occurrence, envers les peuples arabes, et en particulier palestinien, est apparu dans les diverses guerres agressives et expansionnistes livrées par Israël en 1956, 1967, 1973 contre l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban etc. Dans les trois cas, les dirigeants social-impérialistes

soviétiques ont «menacé» les agresseurs israéliens et leurs patrons américains; mais lorsque vint le moment d'adopter des attitudes concrètes et ouvertes en faveur de la juste lutte des peuples arabes, c'est-à-dire de remplir leurs engagements politiques, technico-militaires, etc., ils ont reculé, se sont mis à jouer le rôle de médiateurs, pour soi-disant calmer les esprits et «conjuré» une grande guerre mondiale .

. . . Tout en prétendant être pour la juste lutte des peuples arabes et du peuple palestinien, les social-impérialistes soviétiques sont les principaux fournisseurs d'Israël en cadres militaires et scientifiques, autrement dit ils aident à accroître la force de frappe de l'armée agressive israélienne, ils fournissent à Israël des réfugiés pour le peuplement des «kibboutz» mis sur pied dans les terres arabes occupées. L'Union soviétique n'a jamais rompu ses liens «non-officiels» avec l'Etat agressif d'Israël. Les social-impérialisme soviétiques de même que les impérialistes américains sont pour l'existence et la consolidation d'un Etat d'Israël grand et puissant du point de vue politique, économique et militaire. Un puissant Israël leur servirait à maintenir l'état permanent de tension au Moyen-Orient et de moyen de subversion et de chantage à l'encontre des pays arabes.

C'est sur ce plan que l'Union soviétique, encore que d'une manière camouflée, soutient la politique impérialiste visant à assurer à Israël des «frontières sûres» et à créer un Etat palestinien tronqué.

Tout démontre que l'Union soviétique social-impérialiste, dans le but de réaliser ses visées politiques et militaires au Moyen-Orient conformément à sa stratégie globale, a appliqué une tactique déterminée: chaque fois que le conflit arabo-israélien a atteint un point critique, Moscou, pour ne pas compromettre ses objectifs et ses plans de complot, s'est adressé à Washington par les voies diplomatiques normales et le télétype rouge. C'est par ces voies que l'on a abouti au plan Rogers-Gromiko, à la politique «ni paix ni guerre», à la Conférence de Genève (dont les Etats-Unis et l'Union soviétique sont co-présidents), aux réunions du Conseil de Sécurité, où Israël a été traité non pas comme un Etat agresseur mais comme un pays belligérant. Les social-impérialistes soviétiques ne se sont donc jamais engagés, contrairement à ce qu'ils ont toujours prétendu et continuent de prétendre, à défendre les intérêts des peuples arabes, victimes de l'agression israélienne et impérialiste, mais ils se sont au contraire employés à saisir toute occasion et toute possibilité pour pénétrer toujours plus profondément dans la zone du Moyen-Orient et renforcer leurs positions en Méditerranée.

Les objectifs immédiats et à long terme des social-impérialistes soviétiques au Moyen-Orient peuvent être résumés brièvement comme suit:

1. Maintenir l'influence politique et militaire de l'Union soviétique là où elle l'exerce (en Syrie, en Irak, au Yémen du sud, en Libye, etc.) et, si possible, l'étendre dans d'autres pays aux dépens de son rival, les Etats-Unis d'Amérique.
2. Rétablir l'influence de l'Union soviétique là où elle l'a perdue, (surtout en Egypte).
3. Etablir son contrôle sur les gisements de pétrole et de gaz naturel du golfe Persique afin d'étouffer les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale qui importent la majeure quantité du pétrole qu'ils consomment de cette région.
4. Ne pas perdre leurs débouchés d'armements et de produits stockés et hors standard.
5. Saper la supériorité stratégique et militaire américaine et assurer le libre passage de la flotte militaire soviétique à travers le Canal de Suez.
6. Saper les luttes de libération nationale et les mouvements révolutionnaires des peuples arabes, africains, et asiatiques de cette région.

*

**

Ce sont les deux superpuissances impérialistes qui ont provoqué, qui attisent et manipulent la crise au Moyen-Orient. Cette crise a, plus d'une fois, menacé la sécurité des autres peuples d'une

grande guerre dévastatrice. Ce danger n'a pas été écarté et il n'a pas non plus diminué, car les causes qui en sont à l'origine subsistent. Il peut à tout moment se transformer en un conflit mondial à cause de l'âpre rivalité qui oppose les Etats-Unis et l'Union soviétique pour s'assurer des positions stratégiques, les voies maritimes, aériennes et terrestres du Moyen-Orient ainsi que pour piller les sources intarissables de pétrole et de gaz naturel.

Le conflit qui a éclaté dernièrement entre l'Irak et l'Iran est également une conséquence de cette rivalité.

L'objectif visé par là est de saper la révolution démocratique-bourgeoise du peuple iranien et les luttes de libération nationale des peuples arabes, de renforcer les positions dominantes de l'une ou de l'autre superpuissance dans le grand bassin de pétrole et de gaz naturel du Moyen-Orient. Ce conflit va à l'encontre des intérêts immédiats et futurs du peuple irakien, du peuple iranien et de tous les autres peuples arabes.

C'est pour cette raison que la crise du Moyen-Orient et son aggravation constituent un grand danger permanent pour les peuples de cette zone, de la Méditerranée, de l'Afrique et des autres pays.

Dans plusieurs de ses documents, notre Parti a procédé à une analyse approfondie, scientifique et marxiste-léniniste de la politique et des objectifs impérialistes de l'Union soviétique actuelle et des Etats-Unis au Moyen-Orient, ainsi que de leurs conséquences, en soulignant que la «crise du Moyen-Orient» est le fait des superpuissances impérialistes, de leurs plans et de leur politique globale et hégémoniste.

Aujourd'hui, l'autorité des social-impérialistes soviétiques au Moyen-Orient est tombée au plus bas justement à cause de leur politique hostile et néo-colonialiste. Bien qu'elle se pose en «pays socialiste», qu'elle prétende suivre une «politique extérieure léniniste» et «intervenir pour faire obstacle à l'action hostile de l'impérialisme mondial», l'Union soviétique social-impérialiste est considérée par les peuples du Moyen-Orient comme une superpuissance impérialiste tout aussi brutale et agressive que les Etats-Unis.

Les peuples arabes et musulmans du Moyen-Orient se sont réveillés et jetés dans la lutte contre les impérialistes étrangers et les oppresseurs féodaux-bourgeois locaux. Le mouvement patriotique et révolutionnaire des larges masses travailleuses opprimées et appauvries gagne toujours en ampleur. C'est cet état de choses qu'atteste la révolution démocratique-bourgeoise et anti-impérialiste du peuple iranien pour renverser le régime fanatique et moyenâgeux des Pahlavi et barrer la voie aux interventions et aux actes de pillage de la part de l'impérialisme américain sans donner dans le piège tendu par le social-impérialisme soviétique; c'est ce qu'attestent la lutte inflexible du peuple afghan contre les envahisseurs russes et l'opposition des autres peuples arabes et du Moyen-Orient à la politique de rapine et de sape de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique.

Mark Vuksaj

LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DU PCUS EN PARTI BOURGEOIS-REVISIONNISTE

Le processus de transformation idéologique et politique du PCUS en parti révisionniste fut accompagné de la substitution des principes et des normes bourgeoises-révisionnistes aux principes et aux normes marxistes-léninistes. Ainsi fut confirmé dans la pratique l'enseignement de Lénine selon lequel «L'opportunisme dans le programme est naturellement lié à l'opportunisme dans la tactique et à l'opportunisme dans les questions d'organisation».

Malgré les masques qui leur furent mis, les principes et les normes organisationnelles devinrent antiléninistes, bourgeoises, réactionnaires, fascistes. Bien qu'ils soient présentés comme des principes et des normes communistes, en réalité «ils sont utilisés comme des leviers pour soumettre le Parti et appliquer la volonté de la clique révisionniste au pouvoir».2 La transformation des normes léninistes en normes révisionnistes-fascistes était le plus grand mal et l'arme la plus terrible de la dégénérescence, de la bureaucratisation, de la technocratisation et de la décomposition du PCUS, l'une des sources principales de cette grande tragédie qui se produisit dans ce parti.

Nous évoquerons ici certains problèmes principaux du processus de transformation organisationnelle du PCUS en parti bourgeois-révisionniste.

*

* *

La lutte révolutionnaire de classe menée au sein du parti prolétarien pour sauvegarder sa ligne prolétarienne et son unité idéologique et organisationnelle marxiste-léniniste, est une loi, un principe fondamental. Aussitôt après la mort de Staline, cette lutte dégénéra en une lutte pour le pouvoir entre individus et groupes au sein de la direction du Parti communistes de l'Union soviétique, comme cela arrive dans tout parti bourgeois. Cette lutte pour le pouvoir a conduit à la liquidation de la politique, des normes et des méthodes révolutionnaires d'élection des organes dirigeants, d'élection ou de nomination des cadres dirigeants et leur remplacement par la politique, les normes et les méthodes de putsch, de complots, par l'esprit de clan et de népotisme, de servilisme et de carriérisme.

Khrouchtchev et compagnie avaient, du vivant déjà de Staline, préparé dans les coulisses le terrain à une telle politique et ils n'attendaient que le moment favorable pour la mettre en oeuvre.

On ne peut pas expliquer autrement le fait, que, dès le lendemain de la mort de Staline, lorsque tout le parti et les peuples de l'Union soviétique ainsi que tous les communistes, le prolétariat et les peuples du monde pleuraient cette grande perte, à la direction du PCUS on se mit à jouer des coud-es. Dès lors, commença la lutte pour le pouvoir, pour le partage des postes et des rôles, pour l'organisation et la réorganisation radicales des organes suprêmes du parti et de l'Etat, et l'on vit alors poindre les intrigues, les querelles, les complots et les putschs.

Afin d'assurer sa totale domination au CC et au gouvernement, Khrouchtchev avait besoin des deux armes principales de la dictature, de la Sûreté et de l'Armée. En attaquant Beria, Khrouchtchev, d'une part, écartait de son chemin l'un de ses rivaux les plus puissants pour arriver à la tête du Parti et de l'Etat. et, d'autre part, s'emparait des organes des affaires intérieures qui allaient lui servir d'arme principale dans sa lutte pour le pouvoir.

*

* *

En ce qui concerne l'armée, il suivit une autre tactique, celle de gagner à lui les principaux cadres qui s'étaient distingués pendant la grande Guerre patriotique, mais qui, la paix venue, s'étaient embourgeoisés. C'est ainsi que Khrouchtchev, qui connaissait bien les ambitions de Joukov, rallia à lui ce maréchal en le nommant ministre de la Défense et membre du Présidium du CC du PCUS. C'est avec l'aide de Joukov, qu'il organisa en 1957 le complot et le putsch contre le «groupe antiparti» de Molotov, Malenkov et Kaganovitch.

La clique Khrouchtchev, s'étant assurée la direction de la Sûreté et de l'armée, liquida la politique léniniste des cadres et lui substitua la politique personnelle de la clique au pouvoir.

Mais Khrouchtchev craignait en particulier les grandes ambitions de Joukov. aussi le liquida-t-il de la direction par un complot suivi d'un putsch. C'est de la même manière que Khrouchtchev à son tour fut renversé en 1964 par Brejnev et sa clique dans le cours de la lutte pour le pouvoir, qui se poursuit encore au sein de la direction soviétique.

*

* *

La liquidation des principes et des normes marxistes-léninistes dans l'édification et la vie intérieure du Parti conduisit à la transformation du PCUS, de parti dirigeant de la classe ouvrière qui incarnait l'hégémonie de cette classe dans l'Etat socialiste et dans toute la vie du pays, en un appendice de l'Etat révisionniste soviétique. L'Etat soviétique se convertit en un Etat fasciste et social-impérialiste et, de ce fait, le **parti également se fascisa, se bureaucratisa, se faisant un instrument aux mains ils cet Etat social-impérialiste**. Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha dans son oeuvre «L'Impérialisme et la révolution», le Parti communiste de l'Union soviétique «a été dépouillé de ses attributs d'avant-garde de la classe ouvrière, d'unique force politique dirigeante de l'Etat et de la société et converti en un parti dominé par les apparatchiks et les agents du KGB».

A la thèse du «parti du peuple tout entier» se rattache également le cumul des fonctions de Premier secrétaire (général) du parti et de Président de l'Etat, ces deux principales fonctions dirigeantes, aux mains d'un seul homme, Brejnev.

*

* *

La liquidation des principes et des normes marxistes-léninistes mena à la déprolétarianisation de la composition du Parti bolchevik.

L'embourgeoisement de la politique d'admission au parti conduisit à la réduction graduelle du taux des adhésions de l'élément ouvrier dans les effectifs du parti.

Ainsi, d'après les données de la presse révisionniste soviétique, même de 1966 à 1971 les nouveaux membres provenant de la classe ouvrière et de la paysannerie représentaient respectivement 40,1 pour cent et 15,1 pour cent du total des admissions et ceux de l'intelligentsia, 44,8 pour cent. Le taux des éléments ouvriers dans le parti durant la période 1971-1976, baissa de 55 à 41,6 pour cent, alors que la classe ouvrière constituait 61,2 pour cent de la population.

Les révisionnistes soviétiques tentent de justifier les admissions d'éléments de l'intelligentsia par le progrès technique, qui selon eux, détermine le développement de la société et par le fait que ce n'est pas la classe ouvrière, mais les spécialistes de la production, qui jouent le rôle principal dans ce progrès. Aussi, d'après leur logique révisionniste, faut-il grossir les rangs du parti d'intellectuels. En 1976, chez les spécialistes, la proportion des membres du Parti était de un sur quatre ou cinq, alors que parmi les ouvriers, de un sur douze.

Il y a longtemps que ce parti a renoncé aux normes léninistes devant être appliquées dans les modalités d'admission. Ce ne sont pas les organisations et les organes dirigeants collégiaux du Parti

qui décident des admissions au parti, mais les appareils, la bourgeoisie révisionniste, d'après l'idéologie et les normes de celle-ci.

La clique révisionniste soviétique eut recours aux épurations, qui constituent une loi du développement du parti de la classe ouvrière et une arme de classe dans ses mains, pour attaquer ses adversaires par des méthodes policières. Les épurations de caractère bourgeois-révionniste commencèrent par les organes dirigeants supérieurs et s'étendirent jusqu'à la base, englobant tout le parti. Dans la seule période 1954-1964, en dix ans, Khrouchtchev et sa clique expulsèrent plus de 70 pour cent des membres du CC du Parti, élus au XIXe Congrès, (1952).

Des épurations plus radicales furent réalisées dans les organes inférieurs du Parti. Au XXII^e Congrès du PCUS, sous le prétexte d'une «rénovation systématique du parti» plus de 40 pour cent des membres des instances dirigeantes furent remplacés. En 1963, cette fois sous le slogan de la «réorganisation du parti», plus de la moitié des membres de ces forums furent remplacés. La presse révisionniste soviétique elle-même avouait en 1967 que les éléments de la couche bureaucratique constituent environ 66 pour cent de la totalité des membres des organes dirigeants du parti et de 91,1 à 97,6 pour cent des secrétaires du parti des différentes instances. (voir la revue «Komunist», nr. 15, de l'année 1967). Dans le parti révisionniste soviétique, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du PTA en 1976, «les membres des comités de parti aux divers échelons sont, dans leur immense majorité, des employés bureaucrates, et leurs secrétaires, dans leur quasi-totalité, des intellectuels et des technocrates».

A part les épurations, au sein du parti révisionniste soviétique, sous le mot d'ordre de «l'épanouissement de la «démocratie», de la légalité et de la liberté», déferla une vague de réhabilitation des traîtres et des ennemis condamnés par le Parti bolchévique du temps de Lénine et de Staline, c'est-à-dire de Toukatchevski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine et compagnie, alors que, comme chacun sait, politiquement aussi, c'étaient des traîtres; des agents et des espions de l'impérialisme, et que leurs vues ont été démasquées sévèrement non seulement par Staline mais aussi par Lénine de son vivant. Le processus de réhabilitation commença à la veille du XX^e Congrès du PCUS et s'approfondit davantage dans les années successives.

Cette politique bourgeoise, révisionniste, eut aussi pour conséquence la transformation des organisations de base du parti d'organismes dirigeants en organisme formels, servant uniquement à approuver la ligne politique révisionniste du parti. L'augmentation même du nombre des effectifs de l'organisation de base constitue un indice de son caractère formel. D'après les données des révisionnistes soviétiques, en 1977, 40,9 pour cent des organisations de base comptaient jusqu'à 49 membres, 12,1 pour cent d'entre elles en comptaient de 50 à 100 et 6,6 pour cent plus de 100. L'augmentation des effectifs de l'organisation de base ainsi que sa vie dégénérée, nullement prolétarienne, attestent donc clairement le caractère formel de la démocratie et du rôle même de l'organisation de base.

Si nous partageons en périodes le processus de transformation du PCUS en parti bourgeois-révionniste et fasciste, nous pouvons affirmer qu'il a traversé trois périodes principales: la période allant de la mort de Staline au XX^e Congrès (février 1956), phase préparatoire pour la prise de positions-clés et le passage à des actions radicales pour liquider la politique, les principes et les normes du parti marxiste-léniniste; la période qui va du XX^e Congrès au XXII^e Congrès (octobre 1961), phase durant laquelle le processus de liquidation de cette politique et de ces normes et principes prend quasi définitivement fin; et enfin la période inaugurée par le XXII^e Congrès, durant laquelle le parti soviétique se caractérise par une politique, par des normes et des principes bourgeois-révionnistes.

C'est à notre Parti que revient le mérite historique d'avoir dévoilé le premier la trahison khrouchtchévienne et déclaré au révisionnisme soviétique, qui constitue le courant le plus dangereux du révisionnisme moderne, une guerre à outrance, sur des bases révolutionnaires marxistes-léninistes. Et cette lutte continuera jusqu'à la liquidation totale de celui-ci. Notre Parti a dans cette lutte, pour arme puissante, sa propre ligne politique et organisationnelle et son action révolutionnaire, qui attestent la vitalité du marxisme-léninisme, le rôle irremplaçable et décisif que

joue le parti de la classe ouvrière dans la révolution et l'édification du socialisme lorsqu'il est dirigé par des principes justes et qu'il applique ces principes avec fidélité et de manière créatrice tant dans sa ligne politique que dans l'édification de sa vie intérieure.

Priamo Bollano

Ancien collaborateur scientifique

DE CERTAINS TRAITES DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT EN UNION SOVIETIQUE

Dans son oeuvre «L'Impérialisme et la révolution» le camarade Enver Hoxha a dit que le capitalisme monopoliste d'Etat représente le stade suprême de la concentration de la production et du capital, principale forme de propriété qui domine actuellement dans l'économie soviétique. Il constitue la manifestation essentielle du capitalisme restauré en Union soviétique.

Ce capitalisme, par son essence de classe, est **identique** au capitalisme monopoliste d'Etat, qui domine dans les autres pays bourgeois. Ce qu'ils ont de commun, c'est **la soumission de l'appareil d'Etat aux monopoles, la domination économique et politique totale de la bourgeoisie dans toute la vie du pays, l'exploitation des larges masses travailleuses et la répression des révolutions et des luttes de libération nationale des peuples.**

Dans le même temps, le capitalisme monopoliste d'Etat soviétique et celui des autres pays bourgeois ont certains traits particuliers, qui les distinguent. Ces traits se rattachent aux particularités de l'apparition et aux formes de manifestation du droit de propriété en Union soviétique, ainsi qu'au mécanisme économique à l'aide duquel il se réalise. Vu sous cet angle, le capitalisme restauré dans ce pays se distingue de celui des pays occidentaux, en ce qu'il se manifeste en tant que **capitalisme centraliste bureaucratique révisionniste.**

1. Le capitalisme monopoliste d'Etat est apparu en Union soviétique au cours du processus de dégénérescence de la dictature du prolétariat et du parti de la classe ouvrière en dictature et en parti de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, processus amorcé avec l'accession des khrouchtchéviens au pouvoir. Cette dégénérescence ne pouvait pas ne pas conduire à la transformation de la base économique, à la spoliation de la classe ouvrière des moyens de production et à la transformation de la main-d'œuvre en marchandise, au même titre que tous les autres produits du marché. Et, selon le marxisme-léninisme, la société dans laquelle la main-d'œuvre aussi prend la forme d'une marchandise et se vend et s'achète librement sur le marché du travail, n'est rien d'autre qu'une société purement capitaliste.

Après avoir usurpé la direction du parti et de l'Etat, les khrouchtchéviens appliquèrent des formes et méthodes d'organisation et de direction, qui, graduellement, conduisirent à la modification de l'essence des rapports socialistes de production, établis sous la direction de Lénine et de Staline, ils introduisirent dans l'économie soviétique un mécanisme économique qui a fait du profit capitaliste le but de la production. En conséquence de quoi, l'ancienne propriété collective commença à perdre ses traits socialistes pour se transformer en propriété de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, en propriété d'une nouvelle classe capitaliste.

Ainsi a été confirmée la justesse de la thèse marxiste-léniniste, selon laquelle le caractère social, socialiste, de la propriété dépend de la nature de classe de l'Etat, de la question de savoir dans l'intérêt de quelle classe elle est utilisée. «Dans tous les cas où la classe ouvrière, dirigée par son véritable Parti marxiste-léniniste, n'est pas au pouvoir, indique le camarade Enver Hoxha, la

seule alternative au socialisme pour les entreprises nationalisées, c'est le capitalisme, la seule alternative à la propriété d'Etat socialiste, c'est la propriété d'Etat capitaliste».

En cette question essentielle il n'y a pas de ligne médiane, ni de tierce voie, et il ne peut y en avoir. Elles sont exclues par le caractère même de la grande production actuelle. Par conséquent, les pseudo-théoriciens révisionnistes qui s'efforcent de présenter la propriété d'Etat actuelle en Union soviétique comme une propriété d'Etat socialiste se font les apologistes et les hérauts de la stratégie de l'impérialisme mondial, lequel, étant en quête d'une «nouvelle société» hybride afin de maintenir sur pied le système capitaliste pourri, a activé ses «plumitifs» pour donner une forme à cette «société». Et, comme le dit le camarade Enver Hoxha, «ils ont trouvé cette «nouvelle» forme de société dans la société capitaliste-révisionniste de l'Union soviétique, qui n'est qu'une société dégénérée,»² jusque dans ses fibres les plus profondes.

2. Le capitalisme monopoliste d'Etat soviétique se distingue de celui des autres pays impérialistes par le très haut degré de concentration de la production capitaliste entre les mains de l'Etat, par sa qualité de force dominante de la propriété dans l'économie capitaliste soviétique.

En Union soviétique, le capitalisme monopoliste d'Etat englobe presque toute l'économie, il s'étend partout et dirige tout, tandis que dans les pays du capitalisme classique il ne connaît pas une si large extension. En Union soviétique, le secteur monopoliste d'Etat comprend les entreprises industrielles, agricoles, de construction, de transport, les finances, les banques, les entreprises commerciales, le fonds des logements, la terre avec ses richesses, en un temps où dans les divers pays impérialistes occidentaux le secteur monopoliste d'Etat fournit 20 à 30 pour cent de la production nationale globale.

Souligner le fait que le capitalisme monopoliste d'Etat est la forme principale du capitalisme en Union soviétique, ne signifie pas pour autant qu'on n'y rencontre pas d'autres formes de propriété capitaliste. Bien au contraire, dans l'économie capitaliste soviétique, au même titre que dans celle des autres pays capitalistes, existent aussi d'autres formes de propriété capitalistes, comme par exemple la propriété collective capitaliste, et la moyenne et la petite propriété capitaliste privée> etc.

3. Le capitalisme monopoliste d'Etat en Union soviétique se pose en «socialisme», en «socialisme développé» et conserve jusqu'à un certain point les anciennes formes de structure économique et de superstructure politique.

En maintenant encore, juste pour la forme, le centralisme, mais bureaucratique, dans l'économie et l'administration, en prenant des mesures pour son «renforcement» dans les limites permises par les lois immanentes de l'économie de marché, la bourgeoisie soviétique s'efforce de présenter l'économie capitaliste soviétique comme une économie «organisée et planifiée». Cela lui permet de donner plus facilement une apparence «socialiste» à ses activités, de tout masquer sous le signe du soi-disant «Etat du peuple tout entier», d'utiliser dans son intérêt toute une série de lois et de normes de sa dictature fasciste, de profiter le plus et le plus longtemps possible de cette supériorité indiscutable, que créa le régime soviétique instauré par Lénine et par Staline en Union soviétique.

Le haut degré d'exploitation du travail salarié, le niveau d'accumulation et de capitalisation de la plus-value, la répartition de la valeur nouvellement créée à travers le travail indispensable et le surtravail, que s'approprie sans le rétribuer la bourgeoisie révisionniste, et en général tous les processus économiques en Union soviétique ne sont pas simplement réalisés par des capitalistes particuliers, mais en premier lieu par des organismes du capitalisme monopoliste d'Etat.

4. Les particularités dans le domaine de l'appropriation et de la répartition de la plus-value obtenue à travers l'exploitation implacable de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, découlent du fait que le capitalisme monopoliste d'Etat soviétique a créé sa propre oligarchie financière. A ce propos, le camarade Enver Hoxha souligne dans son ouvrage «L'impérialisme et la révolution»: «A la différence des pays du capitalisme classique, où la plus-value que s'approprie

chaque capitaliste est fonction du capital qu'il a investi, en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes la plus-value est répartie en fonction de la position qu'occupent les gens de la haute couche bourgeoise dans la hiérarchie de l'Etat, de l'économie, des sciences, de la culture, etc.»

Mais peu importe au prolétariat si la plus-value créée par lui est appropriée par les capitalistes particuliers ou par la classe bourgeoise en général en tant que «capitaliste collectif», et qu'elle soit ensuite répartie entre eux sous diverses formes, à raison du capital investi ou même en fonction de la situation hiérarchique dans l'appareil d'Etat économique, militaire, scientifique, culturel, etc. Dans tous les cas, l'exploitation est la même. Par conséquent, l'Union soviétique également connaît les rapports créés dans les autres pays capitalistes par l'effort pour l'obtention du profit maximum, rapports qui traduisent, dans le fond, la contradiction antagoniste entre la classe ouvrière et la classe des capitalistes. Cela signifie que dans les pays révisionnistes la classe bourgeoise s'oppose à la classe ouvrière en général. Aussi la classe ouvrière est-elle intéressée à opposer au front bourgeois uni son front prolétarien uni.

5. L'intégration économique du capitalisme restauré soviétique dans le système capitaliste mondial se fait à travers les organismes du capitalisme monopoliste d'Etat, qui traduisent et défendent dans l'arène internationale les intérêts impérialistes de la bourgeoisie révisionniste soviétique.

Dans ce cadre, la bourgeoisie révisionniste soviétique pratique l'exportation des capitaux de l'Union soviétique vers les autres pays, l'emprunt de capitaux étrangers, la concurrence, la lutte pour des débouchés, des sphères d'investissement, le pillage des matières premières, le maintien des lois néo-colonialistes dans le commerce mondial, à travers la participation directe des organismes du capitalisme monopoliste d'Etat. En un temps où ces processus, dans les autres pays impérialistes, s'effectuent avec l'aide des capitaux privés et des capitaux d'Etat.

Mais cela, fondamentalement, ne différencie pas l'expansion social-impérialiste de l'expansion impérialiste, car l'Union soviétique, au même titre que tous les pays capitalistes, lutte par le moyen des prétendus crédits et aides, de l'investissement des capitaux, de l'exportation de la technologie, pour le repartage du monde, pour la conquête de marchés et la soumission des peuples, en exploitant économiquement, en premier lieu, les pays vassaux ainsi que les autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, surtout les soi-disant pays d'orientation socialiste. Dans ces rapports économiques capitalistes internationaux, l'Etat soviétique social-impérialiste lutte pour obtenir le maximum de profit dans l'intérêt de sa propre bourgeoisie et en exploitant la classe ouvrière et les masses travailleuses dans les autres pays.

En restaurant le capitalisme en Union soviétique, les révisionnistes khrouchtchéviens ont détruit les fondements du socialisme et donné libre cours aux lois immanentes du capitalisme. Avidement de tirer le maximum de profit et de réaliser ses ambitions hégémonistes en rivalité et en alliance avec sa consœur d'Occident, la bourgeoisie révisionniste approfondit l'oppression et l'exploitation du peuple soviétique, qui, pour sortir de cette situation, doit se dresser dans la lutte pour renverser le pouvoir suprême des nouveaux tsars du Kremlin et restaurer, à travers la révolution, la dictature du prolétariat.

LE MECANISME CAPITALISTE DU FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

Lorsqu'il s'agit de définir l'essence de classe du fonctionnement d'un système économique donné, il faut l'analyser avant tout à partir de son trait fondamental, car c'est ce qui distingue un mécanisme de l'autre; puis considérer les catégories économiques qui y fonctionnent et enfin, les conséquences économiques et sociales qu'il entraîne.

Suivant ce mode d'analyse, il ressort que le trait fondamental qui caractérise le fonctionnement actuel de l'économie soviétique consiste dans le fait que son développement et sa direction ne sont pas fondés sur un plan unique général d'Etat, mais sur les lois du marché. Ce mécanisme régulateur est appliqué à travers les catégories économiques qui sont respectivement la marchandise, la main-d'œuvre, le capital, le profit, le coût de production, la concurrence, l'offre et la demande, le jeu des prix sur le marché, le taux d'intérêt du capital, etc. Il s'accompagne inévitablement aussi de phénomènes économiques et sociaux comme l'anarchie, la spontanéité, le chômage, l'inflation, la hausse des prix, le renchérissement continu de la vie, la crise économique. Ce sont là aussi dans les grandes lignes les éléments qui caractérisent le mécanisme de fonctionnement de l'économie capitaliste contemporaine de tout autre pays bourgeois.

Conformément au mécanisme capitaliste du fonctionnement de l'économie qui agit en Union soviétique, les entreprises de ce pays appliquent totalement le soi-disant principe de la gestion équilibrée, c'est à dire celui de l'indépendance économique intégrale. Cette circonstance se complète du fait inéluctable que leur activité économique et financière n'obéit plus à une planification centralisée. Maintenant les entreprises peuvent décider librement de produire les quantités et les variétés de marchandises, qui, dans les conditions du jeu du marché, sont susceptibles de leur assurer le maximum de profit et de leur permettre de soutenir la farouche concurrence. L'indépendance des entreprises soviétiques est poussée au point que la spéculation et le marché noir sont devenus monnaie courante de leur activité économique et financière. Si l'on ajoute à ce cadre général dans lequel agit l'entreprise soviétique, la création, dans les diverses branches, d'unions du type des monopoles qui jouissent également d'une indépendance économique complète, alors nous apparaîtra clairement le mécanisme de fonctionnement de l'économie soviétique en général, qui est un mécanisme de type capitaliste et que les révisionnistes soviétiques s'efforcent de camoufler d'une phraséologie socialiste.

Les révisionnistes soviétiques continuent d'affirmer qu'il existe dans leur économie une prétendue planification et un plan d'Etat, ce qui implique l'existence d'une centralisation. Mais le plan d'Etat, comme le conçoivent maintenant les révisionnistes soviétiques, n'est nullement un véritable plan socialiste, il ne comporte pas des objectifs fixés à chaque entreprise économique, et il n'est pas obligatoire. Les entreprises soviétiques, en tant que productrices indépendantes de marchandises, ne reconnaissent qu'un seul pouvoir économique supérieur, le Pouvoir du profit, du marché et de ses lois spontanées. C'est pourquoi le centralisme qui existe dans l'économie soviétique, -n'est qu'un centralisme' bureaucratique de type monopoliste.

L'absence d'un véritable plan socialiste dans cette économie est prouvée aussi par d'autres faits. Le prétendu plan que suivent les entreprises soviétiques est, quant au fond, entièrement déterminé par des indices exprimés en valeur, comme le profit, la norme de rentabilité, le taux d'intérêt du capital et la répartition du profit dans l'Etat et le groupe correspondant de la bourgeoisie révisionniste. Ce prétendu plan ne contient aucun indice en nature de la quantité, et des sortes de produits qui seront fabriqués, des fonds fondamentaux ou du chiffre d'affaires, il ne contient non plus aucun indice relatif à la quantité de la main-d'œuvre, aux salaires, à la répartition de la production, aux investissements fondamentaux, etc. Et il va sans dire que les entreprises soviétiques

ne peuvent avoir d'indices de ce genre, étant donné que leur but de production est le profit, que la main-d'œuvre et les moyens de production sont pour elles de la marchandise, que tout ce qu'elles produisent passe à travers l'engrenage du «moulin du diable», c'est-à-dire à travers la concurrence et le marché. Dans ces conditions, parler de centralisme, de plan et de planification, c'est chercher à faire croire que même si l'on s'oriente entièrement vers le profit, le marché et le mécanisme capitaliste du fonctionnement de l'économie, cette économie peut toujours être qualifiée d'économie socialiste et être considérée comme telle. Cette thèse est un scandaleux témoignage de la logique antimarxiste des révisionnistes soviétiques.

La pensée théorique marxiste-léniniste et notre pratique de la construction du socialisme, ont prouvé que la véritable économie socialiste est nécessairement une économie qui fonctionne, qui est réglée et dirigée de façon planifiée, c'est une économie dont les questions essentielles, celles qui concernent les besoins fondamentaux de la société comme celles qui ont trait aux principales proportions de la reproduction élargie, sont posées et traitées de façon consciente, centralisée et par un centre unique, l'Etat socialiste. C'est là le seul mécanisme régulateur de la véritable économie socialiste, mis en place conformément aux lois économiques du socialisme et qui est l'antipode du mécanisme régulateur du marché et de la loi de la valeur, propre à l'économie capitaliste. Le marché des produits de large consommation qui existe dans l'économie socialiste est réglé dans le cadre tracé par le plan, il est subordonné à ce plan et fonction de celui-ci. Sur ce marché, les travailleurs de la ville et de la campagne jouissent de la liberté de réaliser les revenus qu'ils s'assurent par leur travail, en choisissant parmi les marchandises librement mises en vente celles qui conviennent à leurs goûts et à leurs besoins. Quant au marché du travail, au marché du capital et des moyens de production, ils n'existent pas en économie socialiste.

Afin de donner l'apparence «théorique» la plus attrayante et crédible possible, et soi-disant marxiste-léniniste, aux pratiques capitalistes du fonctionnement de l'économie instaurées en URSS, les révisionnistes soviétiques invoquent avec force l'argument des rapports marchandise argent en économie socialiste.

Il est notoire que Marx et Engels n'ont pas prévu la production marchande en régime socialiste; aussi ne s'attachèrent-ils pas à résoudre la question de la production marchande et de l'application des rapports marchandise argent en économie socialiste. C'est sur cette base qu'avant le triomphe de la Révolution Socialiste d'Octobre, l'idée que le socialisme est incompatible avec la production de la marchandise, qu'ils s'excluent mutuellement, était assez répandue, à cette époque-là on admettait comme axiome qu'en régime socialiste la production marchande n'existe pas. Et c'est un fait historique que pendant la période du communisme de guerre en Union soviétique, des tentatives ont été faites pour abolir les rapports marchandise-argent. Mais le mécanisme du fonctionnement de l'économie soviétique qui agit en ce temps-là démontra de façon convaincante qu'il était impossible de construire le socialisme sans utiliser la production marchande et les catégories économiques qui en découlent. Fondé sur l'expérience acquise au cours de cette période, Lénine rejeta sans hésitation et définitivement le dogme de l'antagonisme entre le socialisme, l'économie socialiste et la production marchande. Il rattacha la liquidation de la production marchande et de l'argent à la victoire du communisme à l'échelle mondiale.

Que ce soit en théorie ou dans la pratique de notre construction socialiste il a été prouvé que la production marchande et les rapports marchandise-argent en économie socialiste ne se présentent pas avec la même nature et sous les mêmes traits que dans les conditions où domine la propriété capitaliste des moyens de production, mais qu'ils connaissent des changements. Afin de faire ressortir cette différence, Staline démontra qu'en régime socialiste existe une production marchande d'un type particulier. C'est justement à cette thèse que les révisionnistes soviétiques s'en prennent furieusement et ils la rejettent, soucieux d'accorder «droit de cité», à leur thèse bourgeoise selon laquelle l'économie socialiste serait une économie de production marchande, une économie de marché.

Se couvrant de cet «argument», ils étendent les rapports marchandise-argent sur tout le produit social, y compris les moyens de production et la force de travail. C'est pourquoi dans ces

pays l'union des moyens de production et de la force de travail, en tant que rapport économique fondamental dont dépend le but de la production, ne se fait pas directement, à travers le mécanisme de la planification centralisée de l'économie, mais à travers l'acte de vente et d'achat, dans l'intérêt de la bourgeoisie révisionniste, qui, en tant que propriétaire des moyens de production, s'approprie la plus-value créée par les ouvriers et les paysans soviétiques. C'est sur cette base que se met à agir le mécanisme de fonctionnement de l'économie soviétique dans les sphères de production. de la répartition et des échanges.

Etant donné que, fondamentalement, la production sociale a pour but direct le profit et non pas la satisfaction des masses travailleuses, la production marchande et non pas le produit social direct. le mécanisme du fonctionnement de cette production ne peut être que celui du marché régi par ses lois immanentes. Aucun système économique pas même le système économique qui agit dans l'économie soviétique actuelle. ne saurait échapper à ce rapport. à ce conditionnement objectif.

Thimi Nika

L'ESSENCE SOCIAL-CHAUVINE DE LA «THEORIE» REVISIONNISTE DU «PEUPLE SOVIETIQUE UNIQUE»

La «théorie» révisionniste du «peuple soviétique unique», considérée par la direction révisionniste soviétique comme le résultat du «développement créateur du marxisme-léninisme», occupe une place importante dans l'arsenal des mécanismes idéologiques et politiques que cette direction a choisis précisément pour appliquer sa politique chauvine grande-russe.

Les classiques du marxisme-léninisme ont élaboré de façon scientifique et approfondie la théorie de la nation et la question nationale. Ils ont également donné une réponse précise et bien argumentée à ces deux questions: Quel sera le sort des nations dans l'avenir? Existeront-elles éternellement ou disparaîtront-elles en tant que phénomène social?

Les grands éducateurs du prolétariat ont démontré que les différences qui existent entre nations disparaîtront pour céder la place à la communauté communiste mondiale des hommes. L'accomplissement de ce processus nécessitera une très longue période de temps qui permettra le développement et l'épanouissement économique, politique, social, culturel et spirituel des nations du type socialiste, l'évolution des langues et des littératures nationales, l'affirmation de leur individualité et de leur personnalité nationales. Mettant en oeuvre avec esprit de suite ces enseignements, l'Union soviétique, sous la conduite de Staline, donna un brillant exemple d'un pays, qui, pour la première fois dans l'histoire, résolut sur des bases nouvelles et de façon radicale la question nationale et se caractérisa par une unité monolithique, par la fraternité et l'étroite collaboration combattante entre les nations.

Or, les révisionnistes modernes soviétiques, foulant aux pieds les enseignements du marxisme-léninisme, ont agi d'une façon tout à fait différente, et ils ont restauré l'oppression nationale en Union soviétique. Ils ont identifié la thèse de Lénine sur le rapprochement des nations à celle de la dissolution des nations en régime socialiste, ce qui revient à s'en tenir entièrement sur des positions chauvines.

Depuis plus de deux décennies, la nouvelle bourgeoisie révisionniste russe, qui poursuit les «traditions» de la bourgeoisie russe de l'époque des tsars, met en oeuvre des plans de russification des autres républiques soviétiques, au nom de la soi-disant création d'une «collectivité plurinationale», de leur exploitation et pillage économique, du développement politique, économique et socioculturel inégal des peuples et des nations non-russes. L'expulsion des populations autochtones non-russes des terres de leurs pères au nom de l'«émigration intérieure», de la «fraternité» et du «peuple soviétique unique», est également le fruit de la politique du

russification. Ce processus s'accroît toujours plus. Le pourcentage de la population non-russe dans les républiques soviétiques diminue de jour en jour. Ainsi, par exemple, au Kazakhstan, la population locale se monte à moins de 33 pour cent et en Kirghizie à moins de 50 pour cent de la population totale. Le taux des Lettons et des Esthoniens en Lettonie et Esthonie est descendu à 57 pour cent de la population. Il en est de même dans les autres républiques non russes. Les révisionnistes soviétiques, par la théorie du «peuple soviétique unique», essaient de justifier les grandes disproportions nationales

dans la composition de leur parti. Les visées bourgeoises et nationalistes grandes-russes sont clairement illustrées par les faits suivants: Sur 1000 habitants de nationalité russe, 74 sont membres du parti, et cette proportion est, respectivement, pour les Uzbeks de 35, pour les Kirghizes, de 34, pour les Turkmènes, de 32 et pour les Tadjiks de 30. Un secrétaire sur deux des organisations du parti des républiques non russes est russe. Indépendamment de la proportion de Russes dans la population, un vice-ministre sur deux de ces républiques est russe. Les faits témoignent clairement que les membres du parti de nationalité russe occupent des postes clés partout, dans le parti, l'économie, l'armée, la culture, l'administration, etc.

Les grandes disproportions dans le développement économique des républiques soviétiques attestent aussi le caractère réactionnaire de la politique nationale des révisionnistes soviétiques. Aujourd'hui, tout à fait différemment de la situation à l'époque de Staline, le trait caractéristique de l'agriculture de ces républiques est le développement unilatéral, la monoculture. Les dirigeants révisionnistes soviétiques ne tiennent pas compte des besoins et des particularités économiques de chaque région, de chaque nation et nationalité. Dans les diverses républiques on constate un développement disproportionné des forces productives, ce qui est un phénomène typiquement capitaliste. Dans des républiques comme l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan, la Kirghizie, l'Uzbékistan, etc., les forces productives sont très retardataires; le développement industriel est anémique, unilatéral et se confine principalement dans les industries légères. Afin de justifier cette situation, les idéologues révisionnistes ont invoqué l'«argument» selon lequel «la cause essentielle du retard de ces républiques réside dans le rapide accroissement de la population et non pas dans la trop lente augmentation de la production sociale et de la productivité du travail dans ces régions par rapport à la République russe». Prenons par exemple la circulation marchande par habitant. Comment se présente la situation? Dans les républiques d'Azerbaïdjan, de Tadjikistan, et d'Uzbekistan la circulation marchande par habitant est 2 à 3 fois plus basse que dans la République russe. Sous l'étiquette révisionniste de la «spécialisation» et de la «répartition sociale du travail», les républiques arriérées de l'U.S. sont devenues des fournisseuses de matières premières pour l'industrie de la République russe. Ainsi, par exemple, la moitié des superficies labourables d'Uzbékistan est affectée à la culture du coton et aux autres cultures industrielles. La bourgeoisie russe actuelle de l'Union soviétique essaie de nier aux peuples et aux minorités non russes leur langue maternelle au nom du «peuple soviétique unique». Par divers moyens politiques et économiques, idéologiques et culturels, les populations non russes sont contraintes d'abandonner leur langue maternelle et de la remplacer par le russe.

Afin de justifier et de masquer leur politique chauvine grand-russe, les idéologues du social-impérialisme soviétique ont sorti, à grand renfort de propagande, les conceptions sur «l'internationalisation de tous les aspects de la vie sociale?», sur le «développement de la conscience internationale des masses», sur «l'unification» et le «nivellement» de la culture des nations de l'Union soviétique. Sous l'habit de la culture «soviétique unique», de la culture «supranationale», la nouvelle bourgeoisie russe vise à imposer aux nations non russes de l'Union soviétique les standards et les normes culturelles grandes russes, à dénigrer et faire disparaître leurs traditions culturelles, l'esprit national de leur art et de leur culture. L'action de la clique dominante soviétique en fournit la meilleure preuve. Il y a longtemps déjà que les conceptions de la «culture supranationale», de l'«internationalisation de la culture», de la «culture socialiste

supranationale», à travers lesquelles les social-impérialistes soviétiques essaient de camoufler leurs pratiques de dénationalisation ont acquis, dans la littérature révisionniste actuelle «droit de cité». Les théoriciens et les idéologues grands-russes vont jusqu'à déclarer qu'en Union soviétique «il n'y a pas de limite déterminée entre la fierté nationale et supranationale», et, allant encore plus loin, ils parlent de l'«internationalisation des sentiments nationaux».

Les classiques du marxisme-léninisme ont démasqué sévèrement les théories et les vues cosmopolites, qui visent à étouffer l'esprit national sain de l'art et de la culture des divers peuples, à justifier l'assimilation des nations. «La culture supranationale, a souligné Lénine, n'est pas anationale. Personne n'a dit cela. Personne n'a parlé d'une culture «pure», d'une culture qui ne soit ni polonaise, ni juive ni russe, etc.»

Les propos démagogiques selon lesquels «la question nationale en Union soviétique est entièrement et définitivement résolue» (L. Brejnev «Sur le 50^e anniversaire de l'U.R.S.S.») et que les problèmes posés par cette question dans un régime socialiste développé «ne peuvent pas entrer dans le cadre de la question nationale», sont impuissants à masquer l'amère réalité de l'Etat soviétique. Que reste-t-il de tout ce vernis lorsque les dirigeants révisionnistes de Moscou eux-mêmes se plaignent de l'existence de «préjugés nationalistes», de «manifestations nationales» en tant que «phénomène extrêmement sensible subsistant dans la psychologie des gens politiquement peu formés»? A la lumière de cette vérité notoire, apparaît clairement la fausseté des allégations selon lesquelles «ces préjugés existent encore même lorsque les circonstances objectives pour toute sorte d'antagonisme dans les relations entre nations ont depuis longtemps disparu». La faute en retombe sur les politiciens et propagandistes bourgeois, qui «incitent les préjugés nationalistes du dehors et sous les formes les plus diverses». En fait, la source de cette situation ne doit être recherchée que dans le cours politique de trahison suivi par la clique renégate de Moscou depuis son accession contre-révolutionnaire au pouvoir, dans la base économique, politique et idéologique capitaliste-bourgeoise actuelle de l'Union soviétique. Afin de perpétuer leur domination sur les autres pays révisionnistes, les social-impérialistes soviétiques ont sorti aussi des doctrines et conceptions chauvines sur la «culture socialiste supranationale», sur la «nationalité commune socialiste», etc. Ces conceptions chauvines «cherchent à étouffer l'identité nationale des pays d'Europe, d'ancienne et illustre civilisation, qui ont tant donné pour la formation de sa culture et de son histoire».

Les révisionnistes soviétiques, dans le cadre de leur politique agressive d'oppression et d'exploitation, n'épargnent rien pour soumettre économiquement les autres pays. L'Union soviétique claironne à cor et à cri qu'«une communauté des Etats socialistes égaux et libres» a été fondée. La propagande révisionniste n'oublie pas d'ajouter que cette communauté n'a pas «été créée en tant que somme arithmétique des Etats, mais comme un organisme social unique». Dans cette alliance cependant, règne la clique révisionniste de Moscou, laquelle, par le Mais du Comecon et du Pacte de Varsovie, ces instruments dont elle se sert pour asservir les pays membres, applique dans les pays vassaux sa politique néo-colonialiste, pille leurs richesses et réalise leur intégration économique dans l'Etat social-impérialiste soviétique. L'Union soviétique a économiquement appauvri les pays qui sont ses alliés, elle les a mis à sa remorque en les obligeant à «danser» au rythme du tambour soviétique.

Ancien collaborateur scientifique

LA DEGENERESCENCE CAPITALISTE DES KOLKHOZES DANS L'UNION SOVIETIQUE ACTUELLE

Dans les années 1928-1936, sous la conduite de J. V. Staline et selon les enseignements de V. I. Lénine, la collectivisation de l'agriculture en Union soviétique. a été réalisée, dans les grandes lignes, avec succès.

L'achèvement de ce processus important, la transformation des petites exploitations privées en grandes exploitations collectives a marqué la victoire du socialisme dans les campagnes également. Ainsi l'économie de l'Union soviétique s'est plantée sur le terrain socialiste, de ses deux jambes, et cela conformément aux recommandations de Lénine.

En 1937, les kolkhozes groupèrent 93 pour cent de la totalité des foyers paysans. Quant aux champs kolkhoziens ensemencés en grains, ils représentèrent 99 pour cent de toutes les emblavures paysannes en céréales.

La collectivisation de l'agriculture renversa les anciens rapports de production, ferma les voies au développement du capitalisme dans les campagnes et à l'exploitation des paysans, instaura de nouveaux rapports de solidarité et d'entraide dans les campagnes, ainsi qu'entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, renforçant encore l'alliance entre ces deux classes amies.

Elle fournit au pouvoir soviétique la base socialiste dans le secteur le plus vaste et plus vital, mais aussi le plus retardataire de l'économie nationale.

Après la mort de Staline, à la suite de l'accession au pouvoir du groupe Khrouchtchev et surtout après le XXe Congrès du PCUS, la restauration du capitalisme commença aussi dans les campagnes. Ainsi «la société soviétique s'embourgeoisa jusque dans ses fibres les plus profondes, le capitalisme fut rétabli dans tous les domaines.»

La dégénérescence du caractère de la propriété kolkhozienne s'accompagna en Union soviétique de la dégénérescence des rapports de répartition. En fait, aujourd'hui, la force de travail des kolkhoziens a été transformée en marchandise. Le kolkhozien ne se voit rétribuer qu'une très petite partie du travail qu'il accomplit, alors que la majeure partie des fruits de son labeur est appropriée sans compensation par la nouvelle bourgeoisie à travers les mécanismes d'application de la propriété capitaliste collective et de la propriété monopoliste d'Etat. Le caractère de la propriété n'est pas déterminé seulement par la définition qui en est donnée sur le plan juridique. L'essentiel en est l'aspect réel; l'aspect économique. Sur le plan économique, il importe de définir, premièrement, qui décide du monde d'utilisation de la propriété, deuxièmement, quel est le mécanisme appliqué pour la gestion de cette propriété, et troisièmement, qui profite de cette propriété. Les exploitations collectives actuelles en Union soviétique n'ont conservé que leur nom, alors qu'elles ont un caractère capitaliste et que leur contenu s'est transformé sous tous les aspects. Le travail d'autrui et les gains tirés de cette propriété et de cette répartition capitaliste sont appropriés par la nouvelle bourgeoisie des campagnes qui est à la direction de ces exploitations, même si les principaux moyens de production ne sont pas formellement sa propriété directe, comme elles le sont dans la société capitaliste classique.

Il en résulte que la propriété kolkhozienne a été convertie en propriété capitaliste d'un groupe déterminé de la nouvelle bourgeoisie dans les campagne, et que la production kolkhozienne se fonde actuellement sur le profit et sur l'enrichissement de cette bourgeoisie. A la suite de la restauration des rapports de production capitalistes, les campagne, soviétiques également connaissent l'action des lois économiques du capitalisme.

Le démantèlement des Stations de machines et de tracteurs par les révisionnistes soviétiques et la vente des tracteurs et autres machines agricoles aux kolkhozes furent des actes antimarxistes,

qui ont foulé aux pieds le système socialiste instauré dans le village soviétique. Cet acte capitaliste a accéléré la dégénérescence bourgeoise de l'ordre kolkhozien.

A la suite de la suppression des SMT, les révisionnistes soviétiques réintégrèrent en grand les principaux moyens de production, dans la sphère de la circulation des marchandises, ressuscitant ainsi le mécanisme du marché et s'écartant de la voie du socialisme. F. Engels a dénoncé l'existence de la circulation des marchandises dans les prétendues communes économiques de Dühring, en y voyant un élément inévitable de la naissance du capitalisme.

L'abandon du principe socialiste de la répartition selon la quantité et la qualité du travail fourni, l'établissement de formes, de rémunération qui sont en opposition avec ce principe, ont créé des disparités sensibles dans la répartition des revenus entre les kolkhoziens, et surtout entre eux et le personnel dirigeant et administratif, qui constitue la nouvelle bourgeoisie. Tous ces phénomènes ont conduit en fait à la transformation de la structure sociale et de classe des campagnes soviétiques, où existent maintenant une classe d'exploiteurs et une classe d'exploités, tout en comprenant des couches de différent niveau économique, en fonction de leur place dans la production et dans la répartition de la plus-value.

Le PTA, s'en tenant fidèlement aux principes marxistes-léninistes dans le domaine de la répartition, n'a pas permis la création d'importantes disparités entre les revenus de la ville et de la campagne, ni au sein de chacun de ces types de revenus.

Les révisionnistes soviétiques se sont efforcés en vain de masquer leurs pratiques capitaliste, dans le domaine de la répartition au moyen de théories antiscientifiques et antimarxistes comme la soi-disant révolution des revenus, la différenciation sociale du travail, etc., qui créent à la nouvelle bourgeoisie, dans la campagne, comme dans la ville, un terrain favorable pour accentuer l'exploitation qu'elle exerce et pour s'enrichir par tous les moyens et par toutes les voies.

Selon la théorie marxiste-léniniste, le lopin individuel des coopérateurs, en tant que phénomène économique, apparaît en même temps que la collectivisation de l'agriculture. Il a un caractère transitoire et provisoire et est censé être une économie auxiliaire servant à satisfaire certaines exigences familiales des coopérateurs

et non pas une exploitation marchande. C'est ainsi qu'il fut considéré en Union soviétique du vivant de Staline et tant que le PCUS se tenait sur des positions marxistes.

Au plénum du C.C. du parti révisionniste soviétique qui s'est tenu en novembre 1978, il a été indiqué qu'«...il est indispensable de créer un climat chaleureux à l'égard des exploitations agricoles personnelles (lire: privées)... car elles accomplissent un travail utile à l'Etat. C'est là un facteur d'une importance exceptionnelle. . .» (Ekonomiceskaia gazeta, No 12, p. 16, 1979). D'autre part, la décision du Comité central du parti révisionniste et du Conseil des ministres, de l'Union soviétique du 6 juin 1979 sur la stimulation de la production privée, qui est un prolongement et un approfondissement de la première décision, a réjoui les observateurs des pays capitalistes. Par suite, le secteur privé fournit à lui seul plus de 25 pour cent de la production agricole globale, et la quantité des productions agricoles et animales des lopins qui sont vendus sur le marché privé, est souvent, pour certains produits, supérieure à la quantité vendue par le secteur capitaliste d'Etat (sovkhozes). Ainsi, sur ce marché, les prix des articles sont 2 à 3 fois supérieurs à ceux du marché capitaliste d'Etat. Aujourd'hui en Union soviétique, chaque année 600.000 kolkhoziens et autres producteurs privés vendent des produits végétaux et animaux sur le marché paysan. A Moscou seulement ont été créés à cette fin 28 marchés paysans avec 20 000 points de vente par jour.

Le système capitaliste n'est pas capable d'assurer la stabilité de la production agricole. Aujourd'hui dans le monde près d'un milliard de personnes souffrent de la faim et 450 millions d'entre elles sont au seuil de la mort par inanition. L'Albanie, elle, est un des pays d'Europe qui disposent du moins de terres agricoles par tête d'habitant et, malgré tout, en s'appuyant sur le régime coopératif, les besoins toujours croissants de la consommation, de l'industrie et des exportations, en céréales et autres produits végétaux et animaux, conformément aux exigences du développement économique et social du pays, sont toujours mieux satisfaits. «La collectivisation de l'agriculture, qui a été réalisée en temps voulu et graduellement, ainsi que la consolidation continue de la

propriété commune, montrent la supériorité et la vitalité du système coopératif socialiste, même en ce moment où partout dans le monde, non seulement dans les pays sous-développés, mais aussi dans les pays prétendument avancés, une grande pénurie de produits agricoles se fait sentir».1 Chez nous, grâce à la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti, la production de céréales panifiables a dépassé de plus de cinq fois les chiffres d'avant la Libération. alors que la production agricole en 1979 a été trois fois supérieure à celle de 1960»

L'analyse de l'expérience accumulée par le PTA au cours de ces 36 années d'édification socialiste, atteste combien il est déterminant de préserver et de renforcer la propriété socialiste sous ses deux formes, ainsi que de perfectionner sans arrêt la répartition dans la voie révolutionnaire, sous la dictature du prolétariat. Le PTA, à travers la dictature du prolétariat, a renforcé et développé constamment la propriété socialiste, sous ses deux formes, il a fait en sorte que cette propriété soit effectivement le bien de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de tous les autres travailleurs et soit utilisée pour les intérêts de toute la société, sans permettre que des couches et des individus particuliers en profitent et s'enrichissent par son biais.

La dégénérescence capitaliste du régime kolkhozien en Union soviétique et la transformation des exploitations collectives socialistes en exploitations collectives capitalistes, ont réduit à néant une des victoires historiques de la révolution prolétarienne les plus difficilement acquises après la prise du pouvoir sous la conduite de Lénine et de Staline.

Professeur Shaban Baxhaku

LA SCIENCE SOVIETIQUE AU SERVICE DE LA POLITIQUE REVISIONNISTE ET SOCIAL-IMPERIALISTE

Les superpuissances impérialistes et social-impérialistes ont mis tout le potentiel scientifique dont elles disposent au service de leur stratégie contre-révolutionnaire et hégémoniste, sur le plan intérieur et international. «En Etats capitalistes et révisionnistes qu'elles sont, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIIIe Plénum du Comité central du P.T.A., elles utilisent la science et la technique pour opprimer et exploiter les larges masses travailleuses et réaliser leurs objectifs impérialistes rapaces».

Lorsque la direction révisionniste soviétique usurpa le pouvoir, l'Union soviétique était alors une puissance scientifique de premier rang. Grâce à la juste politique, clairvoyante et de principe, de Lénine et Staline, non seulement le retard scientifique du passé fut rattrapé en trois décennies et demie, mais dans maints domaines de la recherche scientifique, l'Union soviétique s'assura une supériorité indiscutable sur les autres pays.

Aujourd'hui, dans la lignée de la dégénérescence totale du système soviétique, la science de ce pays s'est mise entièrement au service de la ligne révisionniste et social-impérialiste. Ainsi, par exemple, les travaux des auteurs soviétiques dans le domaine des sciences sociales, économiques, etc., préparent l'opinion aux futures actions des révisionnistes au pouvoir. On peut rappeler ici que, sur le plan intérieur, nombre des «réformes» et des mesures révisionnistes qui engagèrent l'Union soviétique sur les rails du développement capitaliste ont été généralement précédées d'«études», qui ont considéré ces mesures comme des exigences impératives imposées par les lois objectives de la société du «socialisme avancé».

Sur le plan extérieur, la préoccupation principale des sciences sociales est d'orner d'étiquettes socialistes l'exploitation typiquement néo-colonialiste des pays compris dans l'orbite soviétique. Ainsi, des études successives sont menées sur la division internationale du travail, sur le caractère «internationaliste» de l'aide soviétique, sur «l'intégration» économique, etc., etc.

Le social-impérialisme soviétique, mû par ses desseins expansionnistes, témoigne un intérêt particulier à la solution de problèmes concernant de vastes zones du monde, surtout de celles où il

visé à étendre son influence. Des études historiques de ce genre montrent que la frontière des intérêts vitaux russes au cours des siècles a été poussée à plus d'un millier de kilomètres des frontières d'Etat, conformément aux «exigences d'une grande nation et d'un grand peuple».

Sous cet aspect, ces études s'intéressent spécialement aux pays balkaniques afin de mettre en relief et de souligner l'attitude soi-disant amicale et bienveillante de la Russie envers ces pays. Dans ce cadre, ces 20 dernières années, la participation des scientifiques soviétiques aux congrès et symposiums internationaux s'est accrue de même que le champ des études concernant les problèmes de l'histoire et de la culture des pays balkaniques, du Proche-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Dans presque tous les secteurs de l'albanologie, les Soviétiques ont créé des noyaux de cadres, qui, déformant les données scientifiques, tentent de justifier leurs desseins.

Dans les sciences naturelles, techniques et les autres sciences appliquées, les déformations et falsifications ne sont naturellement pas possibles comme dans les sciences sociales. Néanmoins, cela ne signifie pas que l'idéologie et la politique révisionnistes soient impuissantes à s'imposer au développement de ces sciences; seulement elles le réalisent par d'autres voies et d'autres moyens appropriés. D'une part, des efforts sont faits sur les plans théorique et philosophique pour engager les sciences fondamentales sur les positions de l'idéalisme et, d'autre part, les sciences appliquées ont été mises entièrement au service des intérêts et des visées expansionnistes et social-impérialistes.

Si la direction révisionniste de l'Union soviétique vise à développer ces sciences à un si haut point, c'est pour les utiliser comme armes afin d'assurer un rapide accroissement des bénéfices et, sur le plan international, une capacité concurrentielle, de même que, ce qui est essentiel, une augmentation de son potentiel militaire pour consolider ses positions dans la rivalité inter impérialiste.

En vue d'atteindre ces objectifs, elle impose une politique rigoureuse d'orientation de la recherche scientifique (à travers le financement, les cadres scientifiques, un contrôle rigoureux, etc.), acheminant la science soviétique dans la voie d'une militarisation toujours plus poussée, ce qui s'observe dans l'intérêt particulier et la priorité accordées aux recherches dans les domaines se rattachant directement ou indirectement à la guerre.

Les instituts qui travaillent sur le système de la technique de guerre et des nouvelles armes, possèdent aussi de grands centres d'enseignement fondamental, mathématiques, physique, chimie, biologie etc. Naturellement, les études aérochimiques, de physique nucléaire, etc., se rattachent à un ensemble de sciences et exigent que ces sciences se développent plus ou moins de front. Mais ce développement et ce niveau sont conditionnés, essentiellement, par leur utilisation pour la technique belliciste. Un soin particulier est consacré aux communications à longue distance, à la détection de signaux extrêmement faibles sur le fond de grands bruits, au téléguidage, au chiffrement et au déchiffrement de l'information, à la miniaturisation des appareils électroniques etc., qui intéressent aussi la technique des fusées, aux services de renseignements, aux satellites espions, etc.

L'Union soviétique utilise à cet effet non seulement son potentiel scientifique mais aussi celui des autres pays de la «communauté socialiste». A travers la coopération, elle engage pour des problèmes partiels, dans le cadre de vastes études d'ensemble les cerveaux les mieux préparés des pays de l'Europe révisionniste de l'Est.

Le traitement des problèmes et des thèmes communs avec les pays membres du Comecon, de la «communauté socialiste», n'est pas un indice d'aide et de collaboration, mais un indice du contrôle exercé sur eux et de la mise des -scientifiques et des institutions scientifiques de ces pays également au service du social-impérialisme soviétique. D'après les données de la presse révisionniste elle-même, par rapport à la période 1971-1975 les thèmes traités indépendamment dans le cadre de la coordination des plans d'étude sont tombés, dans la période 1976-1980, de 102 à 17.

Un autre trait de la politique révisionniste est le fait qu'elle met actuellement l'accent sur l'idée que les sciences, et en particulier les sciences fondamentales et techniques, ne peuvent pas se développer dans les petits pays, mais uniquement dans les grands pays dotés d'un puissant potentiel,

d'un personnel très qualifié et de laboratoires sophistiqués. On voit appliquer là, dans un nouveau domaine, la politique du «parapluie» des superpuissances, reposant sur l'idée que les petits pays doivent promouvoir leur développement scientifique à l'ombre des «grands» et avec l'aide des «experts» de ces derniers. On vise ainsi à obtenir, entre autres, sur beaucoup de problèmes, des informations du pays qui accepte cette «aide», des informations naguère recueillies par l'espionnage traditionnel, avec les dangers que cela comportait. Le fait que la science pénètre presque dans tous les secteurs de la vie d'un pays permet aux «experts» soviétiques d'obtenir des informations complètes, qui, tôt ou tard, sont mises au service des objectifs expansionnistes soviétiques. Une revue scientifique soviétique («Izvestia Akademi Nauk SSSR, Série géologique, N° 2), écrivait en 1977: «Dix années durant, les géologues soviétiques et ceux d'Afghanistan ont travaillé à l'élaboration de la carte géologique de ce pays à l'échelle de 1 : 500 000 et, dans des régions particulières, de 1 : 200 000. A la suite de ces travaux, d'importants matériaux ont été recueillis sur la stratigraphie, le magmatisme, la tectonique et les minerais utiles». Il est hors de doute que dans le cadre de ces études, les social-impérialistes soviétiques ont eu la possibilité d'accumuler aussi des données stratégiques qu'ils utilisèrent pour leur agression.

Sur le plan idéologique, la science soviétique a depuis longtemps abandonné les positions du matérialisme militant, que défendaient et développaient Lénine et Staline. Les savants soviétiques acceptent comme des «hypothèses raisonnables» beaucoup de thèses idéalistes; malgré tout, la direction révisionniste a intérêt à ne pas abandonner sa pose «matérialiste dialectique» dans le traitement des problèmes philosophiques dans les sciences. Qualifiant de «dogmatique» la conduite de la science et des scientifiques par la philosophie marxiste-léniniste et portant à l'absolu certaines particularités du développement de la science de nos jours, ils vont jusqu'à énoncer des thèses néo-positivistes, selon lesquelles aujourd'hui chaque science a sa propre philosophie. Ainsi, fondamentalement, est nié le rôle de la philosophie marxiste-léniniste, comme science qui éclaire la voie à toutes les autres sciences.

Par exemple, les sciences naturelles et techniques, à en croire leurs représentants les plus éminents, se font toujours plus un point «d'honneur» de se déclarer affranchies de l'influence de la philosophie matérialiste, en «prouvant» le rôle «entravant» de cette dernière. «Nous ne pouvons pas ne pas admettre que, si l'on «parle de l'histoire de la philosophie en général (donc sans faire aucune distinction entre le matérialisme et l'idéalisme), les «expériences de laboratoire» des philosophes, dans la plupart des cas, n'ont apporté aucun profit à la science et parfois même lui ont nui», écrit l'académicien Ginsburg, tâchant par là de «prouver» le préjudice que les philosophes soviétiques ont causé à la science soviétique pendant les décennies passées du pouvoir soviétique et, plus encore, le tort que les philosophes «dans leur ensemble» ont causé à l'histoire de la philosophie, à la science «dans son ensemble».

Cela dit, on comprend combien est juste et solidement étayée la conclusion de notre Parti constatant que les révisionnistes soviétiques ont mis la science et la technique au service de leur politique révisionniste et social-impérialiste.

Vasillaq Kureta

LES DEFORMATIONS DES REVISIONNISTES

SOVIETIQUES DANS LE DOMAINE PHILOSOPHIQUE

Le XXII Congrès du PCUS a sanctionné officiellement le cours révisionniste, antimarxiste. Cet événement politique et idéologique est la source et l'étai de toute l'activité des philosophes soviétiques tendant à déformer la philosophie marxiste-léniniste. Les khrouchtchéviens se devaient de masquer leur nouveau cours politique pour pouvoir vendre, tant en Union soviétique qu'à l'étranger, leur ligne révisionniste comme une ligne «marxiste-léniniste» comme un «développement créateur du marxisme-léninisme. Ces tentatives de déformation de la philosophie marxiste-léniniste tenaient aussi à la nécessité d'aplanir la voie pour rendre acceptable la ligne révisionniste même à ceux qui ne constituaient pas à l'époque la base sociale du révisionnisme et, par la suite, à la masse des communistes et du peuple. Le XX Congrès fut le premier à attaquer et à déformer des principes et des thèses fondamentales de la philosophie marxiste-léniniste comme celles sur les classes et la lutte de classes, sur le rôle des masses et de l'individu, sur la révolution prolétarienne, sur la guerre, la paix et la coexistence pacifique, sur les contradictions fondamentales de notre époque, etc. Les déformations d'autres principes, comme ceux sur la dictature du prolétariat, sur le parti marxiste-léniniste et sur son rôle dirigeant dans la révolution et dans la construction du socialisme, etc., conduisirent aux congrès révisionnistes successifs. La philosophie marxiste-léniniste, toutes les thèses et les lois du matérialisme dialectique et historique furent l'objet d'une attaque frontale. Les thèses révisionnistes sanctionnées par le XXe Congrès et les congrès successifs, devinrent des thèses philosophiques officielles. C'est ainsi que virent le jour des tendances révisionnistes comme celles de l'ontologie de la philosophie marxiste-léniniste, de la gnoséologie, du retour en arrière à Hegel, du retour aux courants et tendances néo-positivistes et pragmatistes, idéalistes et métaphysiques. Indépendamment des tentatives pour se masquer de phrases propres au marxisme-léninisme, de l'organisation de «critiques» à l'adresse de certains écarts manifestes par rapport à la philosophie marxiste léniniste, les philosophes révisionnistes soviétiques ont attaqué et déformé tous les principes et toutes les lois du matérialisme dialectique et historique.

Une tendance fondamentale du processus régressif de déformation de la philosophie marxiste-léniniste se rattache aux efforts des philosophes révisionnistes soviétiques pour morceler la conception matérialiste et dialectique du monde, pour dépouiller la philosophie de son rôle de conception du monde, de sa fonction sociale et de son caractère d'engagement prolétarien. C'est dans ce cadre qu'ils ont déployé leurs efforts pour modifier la structure de la philosophie marxiste. Et cela, selon eux, découlait de la nécessité de «faire en sorte que la philosophie marxiste-léniniste réponde aux exigences de notre époque». Spéculant sur la thèse d'Engels, selon laquelle le matérialisme doit changer d'aspect après toute grande découverte et déformant cette thèse, les philosophes révisionnistes soviétiques affirmaient que «le temps est venu de créer la «dialectique de la nature», qu'ils considéraient comme l'ontologie du marxisme ils allèrent même jusqu'à définir le contenu de cette «dialectique de la nature», à savoir l'étude des lois générales de la nature, de la matière et de ses formes d'existence. Dans cette démarche ils ont adopté les conceptions du néo-positivisme en morcelant la philosophie marxiste-léniniste, en cherchant à créer autant de dialectiques qu'il existe de sciences concrètes ! Le but fondamental de ces tentatives est de liquider les principes fondamentaux du matérialisme dialectique, de liquider le rôle de conception du monde de la philosophie marxiste. Ces commis de la bourgeoisie cherchent à masquer cet avilissement philosophique de la science, comme disait Lénine, par l'argument selon lequel Engels a écrit «la Dialectique de la nature». En fait, Engels, dans cette oeuvre, procède à la synthèse philosophique des découvertes dans les sciences de la nature, il définit les lois générales de la dialectique, mais ni dans cet ouvrage ni dans ses autres écrits il n'a posé la nécessité de la création d'une «dialectique de la nature».

Depuis 1956 jusqu'à ce jour, les philosophes révisionnistes soviétiques ont échafaudé entre eux bon nombre de «théories» et de «polémiques» sur le rapport entre la dialectique, la logique et la théorie de la connaissance. Ces théories ont engendré une conception qui les considère comme des sciences indépendantes, qui réduit la philosophie marxiste à une gnoséologie, à une science portant seulement sur les lois de la pensée, détachée de la réalité objective. Cette tentative de ramener la philosophie marxiste dans ils cadre de la logique, vise à supprimer le marxisme-léninisme comme science guide.

C'est à cela que visent les philosophes révisionnistes soviétiques lorsqu'ils escamotent la distinction de principe entre la dialectique hégélienne et la dialectique marxiste, et mettent Hegel presque sur le même rang que les classiques du marxisme. Pour eux, c'est Hegel qui donne la clef de la connaissance de Marx et du marxisme; ce n'est pas le marxisme-léninisme qui aide à faire une appréciation critique de la philosophie de Hegel et de tous les autres systèmes philosophiques. De plus, spéculant sur les dires de Lénine selon lequel qui n'a pas lu la logique de Hegel ne peut comprendre le Capital, les philosophes soviétiques affirment que l'on peut et l'on doit étendre cette idée à d'autres œuvres

du marxisme, y compris les oeuvres de Lénine lui-même. (F. Konstandinov. «La philosophie de Hegel et l'époque actuelle», pp. 6-7). Dans cette voie, ces ennemis du marxisme, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, «s'efforcent de mettre la dialectique de Marx la tête en bas et de l'ériger sur un nouveau piédestal transformé, celui des néo-hégéliens.» Ce n'est pas par hasard qu'ils tournent leurs regards vers Hegel et recherchent un retour à lui. Leur but politique est de nier la révolution, et la philosophie hégélienne, qui n'est pas la philosophie de la révolution, fournit une base philosophique à ce dessein. Or, la dialectique hégélienne est elle aussi abstraite, idéaliste et limitée.

Le caractère profondément scientifique et révolutionnaire de la dialectique marxiste, son esprit de classe prolétarien et critique a suscité constamment la terreur et la colère des ennemis du marxisme-léninisme en ce que, comme le dit Marx, «elle ne s'incline devant rien et qu'elle est dans son essence critique et révolutionnaire.»

Dans leur démarche pour déformer la dialectique marxiste, les philosophes révisionnistes usent de tactiques diverses.

Premièrement, ils ont choisi de spéculer sur la thèse du développement créateur de la philosophie marxiste-léniniste. Au nom de ce développement, ils ont posé la question de la modification du contenu, des conceptions et des lois fondamentales de la dialectique marxiste, et présenté ce révisionnisme comme un «enrichissement». L'«enrichissement» qu'ont réalisé ces pseudo marxistes, consiste en fait dans le regroupement des déformations qui nient les idées fondamentales de la dialectique marxiste. C'est ainsi qu'ils ont agi avec les concepts de matière, d'espace, de temps, avec la dialectique, la loi de l'unité et de la lutte des contraires, etc. Les révisionnistes ont étendu la déformation de la thèse sur le caractère créateur de la philosophie marxiste au point de parler de l'existence de «la dialectique du capitalisme et de toutes les autres formations antagonistes» et de la «dialectique qualitativement nouvelle de la «formation communiste», (I. A. Moroz, «La dialectique du développement du socialisme», 1978, pp. 17-18). Il apparaît donc qu'il n'y a pas une seule dialectique marxiste, mais deux, une du capitalisme et une du socialisme. Selon ces inventeurs «marxistes», il ressort que Marx et Lénine ont créé la dialectique du capitalisme, -tandis que «c'est à nous qu'il appartient» de créer la dialectique du socialisme, qui en diffère fondamentalement. La prétendue «dialectique du socialisme», prônée par le révisionnisme soviétique, regroupe, en fait, toutes les déformations dont la dialectique marxiste a été l'objet de la part des philosophes soviétiques depuis la consécration officielle de la ligne révisionniste en Union soviétique.

Deuxièmement, ces philosophes ont pour tactique préférée d'attaquer sur les flancs les principes et les thèses fondamentales de la philosophie marxiste tout en conservant l'aspect extérieur des formulations de la théorie marxiste-léniniste. Cela est fait dans le but de continuer, sous des

masques, de déformer les thèses et les principes fondamentaux de la dialectique marxiste-léniniste, de les dépouiller de leur essence révolutionnaire, «dans le but de combattre et la révolution et le communisme. C'est ainsi qu'ont agi les khrouchtchéviens à l'encontre de toutes les lois et de tous les principes fondamentaux de la philosophie marxiste-léniniste.

Troisièmement, les khrouchtchéviens ont également permis le lancement d'idées en opposition ouverte avec la dialectique marxiste, par exemple en ce qui concerne la matière, les contradictions, le développement, etc., en en organisant la critique. Ces critiques, qui étaient formulées à partir de positions révisionnistes, servaient de base pour exposer et propager leurs nouvelles idées antidialectiques. L'opinion a été travaillée dans ce sens et, par suite, ces idées révisionnistes se sont acquis droit de cité et ont été qualifiées de «contribution à la dialectique marxiste». Le fait de permettre le lancement d'idées et conceptions idéalistes et métaphysiques, qui déforment et nient ouvertement les principes et les lois fondamentales de la dialectique marxiste-léniniste, ainsi que la position révisionniste de la «critique» organisée, témoignent de la position antimarxiste et hostile qu'observent les révisionnistes soviétiques à l'égard de la philosophie marxiste-léniniste, cela atteste leur intention de combattre la philosophie de la révolution, le matérialisme dialectique et historique. Le tableau se complète encore si l'on tient compte du fait que tant les slogans politiques, l'appréciation de notre époque et de ses contradictions fondamentales, que les justifications des conquêtes militaires, la conception de la souveraineté limitée, les théories sur le «socialisme avancé», etc., reposent sur des conceptions métaphysiques, sur l'idéalisme historique et le pragmatisme.

Les révisionnistes modernes soviétiques ont centré leur attention sur le problème de la déformation de la théorie marxiste des contradictions. Cela tient à ce que la théorie dialectique des contradictions soutient la nécessité objective du renversement de l'ordre bourgeois à travers la révolution prolétarienne violente et la victoire inéluctable du communisme.

Les déformations des révisionnistes soviétiques portent sur les problèmes du contenu de la loi de l'unité et de la lutte des contraires et sur la spécificité de son action sous le socialisme. Portant à l'absolu et déformant la spécificité de son action en régime socialiste les philosophes révisionnistes soviétiques, désireux de masquer la restauration du capitalisme en Union soviétique, nient l'existence des contradictions antagonistes après la construction de la base économique du socialisme. Cette façon de présenter les choses tend à dissimuler la réalité capitaliste en Union soviétique, qui est caractérisée par l'existence de la propriété privée, des classes exploiteuses et d'âpres contradictions de classe. La suppression de la propriété privée et des classes exploiteuses devient, après la construction du socialisme, une réalité vivante, dans une société véritablement socialiste comme la nôtre. Toutefois, outre les contradictions non antagonistes typiques du socialisme existent aussi des contradictions antagonistes au cours de toute la période d'acheminement au communisme. Les contradictions antagonistes dans la société socialiste présentent leurs particularités et sont résolues dans le cadre de l'ordre socialiste existant. Partant de conceptions opportunistes, antimarxistes, les philosophes révisionnistes soviétiques nient - la lutte de classe comme moyen essentiel pour la solution des contradictions antagonistes et non antagonistes en régime socialiste.

Selon les révisionnistes soviétiques, dans la société socialiste la lutte de classes s'efface de la scène pour être remplacée par l'unité, qui est considérée comme «la condition la plus importante de l'heureuse solution des contradictions». Outre qu'ils s'attachent à présenter le capitalisme comme du socialisme, ils portent l'unité à l'absolu, et la conçoivent de manière abstraite. Ce caractère abstrait se fonde du reste sur la négation de la lutte de classes. Notre Parti a accumulé une riche expérience dans la solution des contradictions de classe. Il applique fidèlement dans la pratique la philosophie et la théorie marxistes-léninistes, et, dans le même temps, il ne cesse de combattre fermement les déviations et les déformations métaphysiques et antimarxistes dont la théorie marxiste-léniniste est l'objet de la part de tous les ennemis du marxisme-léninisme et de la révolution.

Ismail Kadaré (mémento)

LES PROCESSUS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DANS LA LITTÉRATURE REVISIONNISTE SOVIÉTIQUE

A la fin de 1960, lorsque, au Kremlin, se tenait la Conférence des 81 Partis communistes et ouvriers, une importante évolution s'était déjà produite dans la littérature soviétique. Le tournant opéré par les khrouchtchéviens dans le cours politique s'était fait sentir dans toute la vie du pays, mais les effets de cette déviation étaient surtout marqués dans la littérature soviétique. C'était, au demeurant, bien compréhensible. La littérature et les arts, en tant que composantes actives de la superstructure idéologique, devaient inévitablement être les sphères les plus sensibles au khrouchtchévisme. La vie réaffirmait une nouvelle fois la thèse de Lénine selon laquelle la littérature et les arts sont inconcevables en dehors de la politique.

Le tableau de la littérature soviétique au début des années '60 ne rappelait en rien la grande littérature révolutionnaire, née dans les flammes de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile et qui s'était développée par la suite durant la construction du socialisme en Union soviétique. Pendant des dizaines d'années, cette littérature et cet art avaient été une nourriture spirituelle, une source d'inspiration pour les travailleurs et les hommes progressistes dans le monde. Les noms de Gorki et de Mayakovski, d'Ostrovski et de Fadeiev, les films et la musique soviétiques, rompant avec toutes les idées préconçues répandues par la bourgeoisie internationale, et franchissant les cordons de silence, avaient porté à tous les coins du globe la vérité sur la révolution, le communisme et le monde nouveau prolétarien en croissance.

Au début des années '60, à l'époque de la consolidation du révisionnisme, il n'était resté en Union soviétique pas même l'ombre de la grande littérature révolutionnaire soviétique. Les khrouchtchéviens étaient parvenus à la déformer, la réduisant à une littérature amorphe, pourrie par le contenu comme par la forme, misérable illustration de leurs thèses antimarxistes. C'était une littérature typiquement conformiste envers leur cours anticommuniste, délavée, appauvrie et sans aucun prestige dans l'arène internationale.

Le camarade Enver Hoxha, au VIII^e Congrès du PTA, a dit à propos des écrivains et artistes révisionnistes soviétiques, qu'«ils se sont convertis en une caste au service de la contre-révolution et de la politique chauvine expansionniste du social-impérialisme soviétique».

Certains pensent qu'une des raisons essentielles de la dégradation de la littérature soviétique est l'existence, en Union soviétique, dès les années 20 et 30, d'écrivains régressifs ou décadents comme Ahmatova, Bulgakov, Zovshenko, Pasternak, etc., dont certains avaient survécu à l'époque du tsar et d'autres s'étaient rangés par la suite contre le pouvoir soviétique. Il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux continuaient d'écrire ou surtout de traduire, mais leur activité littéraire purement créatrice était très limitée, et eux-mêmes étaient écartés de la vie culturelle soviétique. A juste titre, ils étaient qualifiés d'«émigrants intérieurs» et il était inconcevable qu'ils puissent jouer un rôle en vue dans le développement de la littérature soviétique, et encore moins lui donner le ton. Ce ton, c'étaient d'autres écrivains qui le donnaient alors, et une autre littérature, la véritable littérature du réalisme socialiste, dominait dans la vie soviétique.

Staline, dans ses discours, ses directives et sa correspondance avec les écrivains soviétiques les plus éminents, avait défini clairement l'attitude du Parti concernant le développement de la vie intérieure de la littérature soviétique. L'apparition d'auteurs du type de Bulgakov ou de Pasternak était un aspect de la lutte de classes au sein de la littérature et des arts soviétiques et nullement, comme veulent le dire les trotskistes et les maoïstes, un phénomène provoqué par les attitudes soi-disant erronées de Staline.

Avec le coup de barre donné au cours politique en Union soviétique, la stabilité de la vie littéraire soviétique qui existait à l'époque de Staline a cédé la place aux oscillations les plus brusques; à la lutte de classe de principe, en tant que manifestation normale de la vie littéraire se sont substituées des attitudes dédaigneuses des principes, depuis les louanges excessives à l'adresse de certains écrivains, jusqu'à des décisions sensationnelles, comme l'expulsion de Soljenitsyne, que les révisionnistes soviétiques khrouchtchéviens avaient mis eux-mêmes en scène comme un instrument pour attaquer et dénigrer Staline et la dictature du prolétariat, mais qui devait par la suite jeter le discrédit sur les révisionnistes eux-mêmes. Toute cette histoire des khrouchtchéviens porta un coup mortel au développement de la littérature soviétique. Son paysage se transforma radicalement. Des auteurs comme Ehrenburg, Tvardovski, Choukhov, dans leurs oeuvres «le Dégel», «Tierkin dans l'autre monde» et «le Destin d'un homme» suivis de Simonov, Katayev et même de jeunes écrivains du type de Yevtuchenko, produit direct du XXe Congrès khrouchtchévien, entreprirent l'infâme croisade contre le socialisme, masquée derrière la prétendue lutte contre le culte de la personnalité.

Afin de mieux dominer la grande masse des écrivains soviétiques et de créer d'autre part l'illusion d'une littérature active, les chefs de file révisionnistes encouragèrent en Union soviétique la création de groupes et de clans divers, soi-disant en polémique entre eux, comme, par exemple, le groupe des écrivains «paysans», le groupe des «libéraux pro-occidentaux», le groupe des «conservateurs slovophiles», etc. Ces groupes sont polarisés autour des divers organes littéraires, qui influent sur la vie littéraire soviétique, selon les conjonctures. La direction révisionniste dans son propre intérêt alimente surtout l'opposition des deux groupements essentiels: celui des libéraux pro-occidentaux et celui des slavophiles, ou, comme on les appelle aussi, des «russiens». Khrouchtchev d'abord et Brejnev après lui ont toujours eu besoin de ces deux groupes à la fois et ils ont donné et donnent leur préférence à l'un ou à l'autre selon les besoins de leur politique du jour. Quand les révisionnistes flirtent avec l'Occident, ils raniment et mettent au premier plan le groupe libéral, qui est pour la suppression des dernières distinctions, fût-ce purement formelles, entre la littérature soviétique et la littérature bourgeoise. Mais quand les révisionnistes, du fait de leur avidité dans le partage du monde, durcissent leurs rapports avec l'Occident, ils refoulent alors les libéraux dans l'arrière-plan et mettent sur le devant de la scène les «russiens» chauvins, l'autre face de la médaille. C'est ce qu'on a vu se produire lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie et récemment lors de l'occupation de l'Afghanistan.

Lorsqu'il s'agit de saboter les luttes sociales et d'étouffer les révolutions, les révisionnistes encouragent le pacifisme, l'humanisme au-dessus des classes, la littérature des horreurs de la guerre, mais quand ils jugent bon d'envoyer leurs tanks à Prague ou à Kaboul, ils tournent immédiatement casaque et troquent le pacifisme contre le militarisme, la modération contre la férocité, la charrue contre l'épée.

L'ambiguïté est la principale caractéristique de la littérature soviétique et il ne pouvait en être autrement du moment qu'il s'agit d'une littérature dépourvue de principes, mise au service de la contre-révolution et du social-impérialisme. Cette ambiguïté se manifeste clairement dans une série d'autres problèmes, que la littérature soviétique pose ou résout de la manière qui, à des moments ou dans des milieux déterminés, convient le mieux, aux révisionnistes du Kremlin. C'est ce que l'on constate, par exemple, dans la manière dont les littérateurs soviétiques traitent de l'élément national et de l'élément cosmopolite dans la littérature, et qui change comme le caméléon à des moments et dans des espaces divers. Quand il s'agit de la littérature russe, de la langue russe et des traditions russes, les hommes de lettres grande-russes, les «russiens» font entendre le son de cloche du chauvinisme grand-russe, mais quand, par contre, il s'agit d'autres peuples, non russes, le registre des principes change aussitôt, le caractère national est condamné avec force, il est déclaré nocif, il lui est mise l'étiquette de «nationalisme bourgeois», et, à sa place, on vante l'internationalisation de la culture, la culture commune des peuples socialistes», etc., qui ne sont rien d'autre qu'un appel manifeste à la dénationalisation des cultures nationales.

Dans leur lutte pour dominer le paysage bariolé de la littérature révisionniste actuelle, cette grande foire où l'on trouve toutes les pourritures littéraires, les chefs révisionnistes actuels, ont mobilisé et mis en action, outre les résidus des littérateurs décadents d'hier, ceux que l'on appelait les «émigrants de l'intérieur», un nouveau détachement très efficace et actif: celui de la prétendue «dissidence littéraire soviétique», une «émigration extérieure».

En dépit de leur appellation contestataire, de leurs conceptions de nuances différentes, %des désaccords, des querelles et des rancunes qui les opposent au centre, les écrivains dissidents soviétiques, que ce soit à l'intérieur ou en dehors des frontières, sont, quant au fond, de la même chair et du même sang que la littérature révisionniste actuelle.

Les «dissidents» sont le produit du khrouchtchévisme. Ce fut Khrouchtchev en personne qui ordonna la publication des livres de Soljenitsyne en Union soviétique et ce furent les khrouchtchéviens qui appelèrent la lie des littérateurs soviétiques à se dresser contre le socialisme. Et c'est seulement lorsque les maîtres tombèrent en conflit avec leurs apprentis, lorsque ces hommes de lettres prétendument dissidents, dans leur obstination à poursuivre dans leur voie, ne respectaient pas les lois de la démagogie, c'est-à-dire n'obéissaient plus à leurs maîtres quant au rythme de leur trahison, risquant ainsi de démasquer les chefs de file révisionnistes, c'est alors seulement que ces derniers, après s'être efforcés en vain de les discipliner, tentèrent de s'en débarrasser.

Malgré tout, la lutte contre les prétendus «dissidents» était menée sans conviction, juste pour la forme. Boris Pasternak, il y a quelques années, était tenu en Union soviétique pour un dissident. Pourtant, avant qu'il ne soit passé longtemps, cette tache est maintenant oubliée et Pasternak est publié et honoré aujourd'hui en Union soviétique au même titre que les autres. Il en ira sûrement de même plus tard avec Soljenitsyne et tous les autres, qui rejoindront le corps dont ils se sont détachés.

La «dissidence» littéraire soviétique dans le bruit qu'elle mène contre le régime soviétique actuel, s'attache cependant à présenter ce régime et ses dirigeants aux yeux du monde comme étant soi-disant «de gauche». Cela atteste à l'évidence que, indépendamment du tapage qu'il mène contre les «dissidents», le gouvernement soviétique lui-même continue, aujourd'hui comme hier, de les encourager, il leur crée des possibilités de travail, et même leur délivre des passeports pour voyager librement. Les propos des dissidents découvrent parfois quelques vérités dénonciatrices pour les dirigeants révisionnistes actuels. C'est le cas, entre autres, de la déclaration du «dissident» Alexandre Zinoviev, parue dans la revue française les «Nouvelles littéraires», où il indiquait avec regret que «la pression du communisme est si forte aujourd'hui dans le monde que les dirigeants du Kremlin eux-mêmes y font face avec difficulté».

En ce qui concerne les rapports de la littérature révisionniste actuelle avec la littérature bourgeoise, il ne s'agit là que d'une imitation des rapports politiques. Les littératures bourgeoise et révisionniste, indépendamment du fait que, stratégiquement, elles font partie d'un front unique réactionnaire mondial, ont entre elles, des contradictions et des désaccords, qui reflètent les contradictions existant entre le groupe des Etats bourgeois, avec à leur tête les Etats-Unis, et le groupe des Etats révisionnistes conduits par l'Union soviétique.

Lorsque, en 1960, notre Parti défia le révisionnisme moderne, en son cœur même, à Moscou, en même temps qu'il luttait pour la défense des principes du marxisme-léninisme, de la liberté et de l'indépendance des peuples, et à l'exemple de cette lutte, il engagea la lutte pour la dénonciation de l'art révisionniste, pour la défense du réalisme socialiste, dont les khrouchtchéviens rejetèrent le drapeau.